

# VILLE DE TOURNAI

## Procès-verbal du Conseil communal du 3 mai 2017

---

**Présents** : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,  
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;  
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. ~~J.-L. CLAUX~~, ~~J.-L. VIEREN~~, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;  
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 20 avril 2017.

### 1. Communications.

Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 38 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 27 mars 2017, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

D'emblée, Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, fait observer qu'elle n'a pas reçu de réponse à la question qu'elle avait posée lors de la séance précédente et qui était la suivante : "Le 30 janvier 2017, j'avais ajouté une question à l'ordre du jour du conseil communal : pour rappel : « Quid de la réalité de la demande du permis d'urbanisme pour un mât de 120m ? ». J'apprends par la presse, et ce n'est pas la première fois, que le permis d'urbanisme a été refusé car en zone agricole, comme je l'avais indiqué. Pourquoi n'en ai-je pas été informée ?"

Le **directeur général** lui répond comme suit en proposant la procédure suivante :

"Toute décision prise par le collège communal et ayant un lien direct avec une question orale posée par un conseiller communal sera portée à la connaissance du conseil communal par simple ajout au point communication." Le directeur général cite l'exemple de la lettre envoyée par le collège communal au service public de Wallonie suite à la question posée lors de la séance précédente par le conseiller communal ECOLO Guillaume DENONNE. Le contenu intégral de cette lettre figure au point communication.

Le **président** d'assemblée informe ensuite le conseil qu'il va démissionner de ses fonctions présidentielles, devançant ainsi les nouvelles dispositions ministérielles. Lors de la prochaine séance, la candidature du conseiller communal Geoffroy HUEZ sera présentée à l'assemblée comme président

d'assemblée. "Je prendrai sa place et lui la mienne. Je défendrai bien sûr les couleurs de Tournai avec cœur comme je l'ai toujours fait, car pour moi, ce qui est important ce n'est pas la fonction ou la place que l'on occupe, mais l'investissement que l'on donne à défendre les couleurs de notre ville" précise-t-il.

Conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sur proposition de Monsieur le Président d'assemblée, le conseil communal, à l'unanimité des membres présents, déclare ensuite l'urgence d'examiner le point suivant :

« Infractions au règlement général de police. Arrestation administrative en cas de récidive.

Délibération du 30 janvier 2017. Retrait. »

L'urgence est motivée par les délais extrêmement courts attachés à la procédure de suspension devant le Conseil d'Etat.

L'urgence est déclarée par les membres suivants :

Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ce point sera examiné en fin de séance publique.

Le conseil communal prend ensuite connaissance des documents suivants :

- la décision du gouvernement wallon relative au recours introduit par la société Databuild contre la délibération du conseil communal du 19 décembre 2016 :

« Création et suppression de voiries communales. Recours auprès du gouvernement. Décision.

Le Ministre,

Vu le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Vu le code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine ;

Vu le Livre 1er du code de l'environnement ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2016, déterminant les formes du recours en matière d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Considérant que la demande de création et suppression de voiries communales fut introduite par la s.a. Databuild Projects, Torenlei, 2 à 2950 Kapelten ;

Considérant que la s.a. Databuild Projects, Torenlei, 2 à 2950 Kapellen a introduit, en date du 22 avril 2016, une demande de permis intégré ayant pour objet la construction d'un bâtiment pour 7 commerces et la démolition d'une habitation et de 2 hangars, sur un bien sis rue des Bastions à Tournai et cadastré Tournai, 2ème division, section B, n° 125c, 126n, 126p, 130p2, 130r2 et 130/2 (ensemble commercial à construire de 7.862 m²) ;

Considérant que ce projet implique la suppression et la création de voiries communales (sentier n° 120 et du chemin n°22) ;

Considérant, en conséquence, qu'en vertu du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, l'accord préalable du conseil communal est requis sur ces création et suppression de voiries communales ;

Considérant que le conseil communal a émis, en séance du 19 décembre 2016, une délibération défavorable sur la demande de création et de suppression de voiries communales sollicitée ;

Considérant que la décision du conseil communal a été notifiée à la demanderesse par courrier électronique envoyé le 10 janvier 2016 et par courrier recommandé envoyé le 30 janvier 2017;

Considérant que la délibération du conseil communal a par ailleurs fait l'objet d'un affichage le 6 janvier 2017, pour une durée de 15 jours (soit jusqu'au 20 janvier 2017) ;

Considérant que la demanderesse, représentée par 2 Build Consulting, avenue Gevaert, 249 à 1332 Genval, a introduit son recours auprès du Gouvernement; que ce recours est recevable ;

Considérant que le projet se situe en zone d'activité économique mixte au plan de secteur de Tournai - Leuze - Péruwelz, adopté par arrêté royal du 24 juillet 1961 ;

Considérant que la demande de suppressions et de créations de voiries porte sur la suppression des tronçons du sentier n°120 et du chemin n° 22 traversant le terrain où s'implante le projet de construction, et sur la création de nouvelles voiries de largeur équivalente au sentier et au chemin supprimés (1 mètre et 3 mètres), dont l'assiette est implantée en périphérie dudit terrain, de manière à en libérer la partie centrale pour les futures constructions et à permettre la privatisation de l'entrée du parking depuis la rue des Bastions;

Considérant que les assiettes prévues pour les nouvelles voiries communales, de respectivement 1 m et 3 m de large, s'implantent sur le tracé des voiries privées de desserte du parking privé, destinées à la circulation des véhicules motorisés ;

Considérant que l'enquête publique, tenue du 27 mai au 28 juin 2016, a donné lieu à une lettre de réclamation ; que les arguments suivants sont pertinents en matière de modification de voirie :

- Les tracés proposés par DATABUILD pour le déplacement des sentiers n° 22 et n° 120 mettent en danger la sécurité des promeneurs. Les tracés des sentiers empruntent, en effet, le parking de Databuild, confrontant ainsi les promeneurs aux voitures et aux camions de livraison ;
- Or, par définition, un sentier est une voie de communication lente, étroite et non accessible aux véhicules à moteur ;
- Les tracés des sentiers doivent être revus de manière à assurer aux promeneurs et piétons un cheminement en dehors de celui emprunté par les véhicules à moteur ;
- La visibilité des sentiers déplacés n'est pas assurée (confusion entre le parking et le cheminement du sentier, absence de panneaux, absence de repères) ;

Considérant que le conseil communal a statué défavorablement en séance du 19 décembre 2016, estimant que « ce sentier et ce chemin auraient dû être supprimés dans la globalité de leur tracé car plus praticables (ils donnent sur des propriétés privées clôturées), de plus la rue Jean-Baptiste Moens sera rendue praticable aux cyclistes et modes doux et une nouvelle voirie de liaison a été créée entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles; ces deux sentiers n'ont donc plus lieu d'être » ;

Considérant qu'à titre liminaire, il y a lieu de souligner que le dossier de demande contient toutes les informations prévues à l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, à savoir :

- Un schéma général du réseau des voiries dans lequel s'inscrit la demande ;
- Une justification de la demande eu égard aux compétences dévolues à la commune en matière de propreté, de salubrité, de sûreté, de tranquillité, de convivialité et de commodité du passage dans les espaces publics ;
- Un plan de délimitation ;

Considérant que dans son recours, le conseil de la demanderesse avance les arguments suivants :

- le sentier n°120 et le chemin n°22 traversant l'assiette du site objet du projet sont affectés à la circulation du public et gérés par l'autorité communale, indépendamment de la propriété de leur assiette. Il s'agit donc bien de voiries communales au sens du Décret ;
- l'entrée du site se fait actuellement par une « excroissance » de la rue des Bastions, enclavée dans la propriété de la requérante, qui devrait être pour partie privatisée pour permettre le placement d'une barrière régulant l'accès au site ;

- le tracé du sentier n°120 est déplacé latéralement de 40 mètres au maximum en fonction des endroits tandis que le tracé du chemin n°22 est pour sa part déplacé de 60 mètres;
- le conseil communal omet de se prononcer sur la suppression d'une partie du chemin n°22;
- la suppression demandée a pour objet de permettre une privatisation de l'entrée du site et permettre ainsi le placement d'une barrière régulant l'accès au site ;
- en ce qui concerne la modification du tracé des deux sentiers (sentier n°120 et chemin n°22), le conseil communal a estimé qu'il serait préférable de les supprimer plutôt que d'en modifier le tracé ;
- il ne pourrait pas être contesté que la modification du tracé de ces sentiers ne portera dès lors aucun préjudice à quiconque, leur suppression étant même envisagée par le conseil communal ;
- cette suppression du tracé des deux sentiers pourrait d'ailleurs être initiée par le conseil communal lui-même ;

- les modifications de tracés répondent aux critères de « Propreté et salubrité », « Sécurité », « Tranquillité », « Convivialité » et « Commodité de passage dans les espaces publics »;

Considérant que sur le fond quant aux arguments de recours, il s'impose de relever que l'article 2, 2° du décret précise qu'il y a lieu d'entendre par « modification d'une voirie communale », l'élargissement ou le rétrécissement de l'espace destiné au passage du public, « à l'exclusion de l'équipement des voiries »; que le commentaire des articles du décret du 6 février 2014 souligne de même que « la modification exclut en tout état de cause l'équipement de sa définition, mais il n'exclut pas nécessairement les dépendances, si ces dépendances sont destinées au passage du public » ;

Considérant qu'à ce sujet, il y a lieu de souligner qu'en l'espèce, la demande n'est pas formulée en adéquation avec la définition de ce qu'il y a lieu d'entendre par « modification de voirie » au sens du décret ; qu'en effet, ne s'agissant pas ici de modifier la largeur de l'assiette des voiries concernées mais bien de supprimer une partie de leur tracé pour le remplacer par un tracé alternatif, il est plus adéquat de parler de « suppression et création de voiries communales » ;

Considérant, quoi qu'il en soit, qu'il appartient à l'autorité compétente de se prononcer dans le cadre du présent recours uniquement sur le principe même de la suppression et la création de voiries communales et non sur l'aménagement de ces voiries entre leurs limites extérieures ;

Considérant que de même, la question des actes et travaux à réaliser pour l'aménagement concret des voiries sort du champ d'application du décret du 6 février 2014, limité à la question de principe de la suppression et la création des voiries ;

Considérant qu'à ce propos, l'article 1er du décret précise qu'il « a pour but de préserver l'intégrité, la viabilité et l'accessibilité des voiries communales, ainsi que d'améliorer leur maillage », relève la « nécessité de renforcer le maillage des voiries communales pour rencontrer, notamment les besoins de mobilité douce actuels et futurs » ; que l'article 9, § 1er, alinéa 2 du décret stipule, quant à lui, que la décision sur la création ou modification de la voirie « tend à assurer ou améliorer le maillage des voiries, à faciliter les cheminements des usagers faibles et à encourager l'utilisation des modes doux de communication » ;

Considérant qu'en l'espèce, la demande de suppression et de création de voiries communales telle qu'envisagée par la demanderesse ne permet pas de préserver la viabilité et l'accessibilité des voiries communales de manière satisfaisante ; qu'en effet, les assiettes des voiries à créer se confondent avec l'emprise des voiries privées de circulation des véhicules sur le parking, mettant le caractère public de leur usage en question et posant, des problèmes de sécurité des usagers, se voyant contraints de circuler à travers un parking, dans des zones de manœuvre des voitures ;

Considérant que force est de constater que cet état de fait ne répond aucunement aux objectifs du décret en termes de facilitation des cheminements des usagers faibles et d'encouragement de l'utilisation des modes doux de communication; que contrairement aux affirmations de la demanderesse, la sécurité des usagers faibles n'est pas garantie, les voiries se confondant avec une

bande de circulation automobile et longeant directement des emplacements de parking ; que cette situation est également loin de pouvoir être qualifiée de conviviale ;

Considérant que les questions de complétude du dossier de demande de permis intégré, de la pertinence du projet intégré, notamment en termes d'offre commerciale, d'augmentation et de gestion du trafic, de compatibilité du projet avec le cadre bâti et non bâti, d'intégration paysagère relèvent du permis intégré et non de la décision relative à la création et à la modification de voirie, fondée sur le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Considérant qu'en conclusion, il résulte de tous ces éléments que la suppression et la création de voiries telles que prévues ne peuvent être approuvées ;

Considérant qu'en outre, il y a lieu de souligner que la suppression pure et simple des voiries concernées ne répondrait pas non plus aux objectifs du décret en termes de maillage du réseau des voiries et en termes de promotion de la mobilité douce ;

Pour les motifs précités,

**DECIDE :**

Article 1er. " Le recours introduit par la s.a. Databuild Projects, représentée par 2 Build Consulting, avenue Gevaert, 249 à 1332 Genval est recevable mais non fondé. La demande de suppression et création de voiries communales, telle que formulée par la S.A. DATABUILD PROJECTS à l'occasion de sa demande de permis intégré, introduite en date du 22 avril 2016 est refusée, la présente décision se substitue à la décision du conseil communal du 19 décembre 2016.

Article 2. - Expédition de la présente décision est transmise à la partie demanderesse, à son conseil, au conseil communal de la commune de Tournai et au fonctionnaire délégué.

Article 3. - Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1er du règlement de procédure :

- 1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;
- 3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A Namur, le 27 mars 2017.

Carlo Di Antonio

**Extraits du Décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.**

**Article 1er**

Le présent décret a pour but de préserver l'intégrité, la viabilité et l'accessibilité des voiries communales, ainsi que d'améliorer leur maillage.

Il tend aussi, selon les modalités que le Gouvernement fixe, et en concertation avec l'ensemble des administrations et acteurs concernés, à ce que les communes actualisent leur réseau de voiries communales. Par actualisation, il faut entendre la confirmation, la suppression, le déplacement ou la

création de voiries communales en fonction des situations de fait et de droit et de la nécessité de renforcer le maillage des voiries communales pour rencontrer, notamment, les besoins de mobilité douce actuels et futurs.

Il ne porte pas préjudice aux dispositions particulières portées par le Code forestier, par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, ainsi que par le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

## Article 2

On entend par :

1° voirie communale : voie de communication par terre affectée à la circulation du public,

indépendamment de la propriété de son assiette, y compris ses dépendances qui sont nécessaires à sa conservation, et dont la gestion incombe à l'autorité communale;

2° modification d'une voirie communale : élargissement ou rétrécissement de l'espace destiné au passage du public, à l'exclusion de l'équipement des voiries;

3° espace destiné au passage du public : espace inclus entre les limites extérieures de la surface destinée indifféremment aux usagers, en ce compris au parage des véhicules et ses accotements;

4° alignement général : document graphique à caractère réglementaire figurant dans un plan et déterminant les limites longitudinales tant présentes que futures d'une ou plusieurs voiries; il donne une destination publique aux terrains qui sont ou seront incorporés dans la voirie; ces terrains sont ainsi, le cas échéant, grevés d'une servitude légale d'utilité publique;

5° alignement particulier : limite actuelle ou future entre la voirie publique et un bien privé déterminé;

6° plan de délimitation : plan topographique fixant la position des limites longitudinales de la voirie communale;

7° atlas des voiries communales ou atlas : inventaire numérique sous forme littérale et cartographique établi et actualisé conformément au présent décret;

8° usage du public : passage du public continu, non interrompu et non équivoque, à des fins de circulation publique, à condition qu'il ait lieu avec l'intention d'utiliser la bande de terrain concernée dans ce but et ne repose pas sur une simple tolérance du propriétaire;

9° envoi : tout envoi dont le service de distribution, quel qu'il soit, permet de lui donner date certaine, ainsi qu'à sa réception; le gouvernement a la faculté de déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner date certaine.

## Article 7.

Sans préjudice de l'article 27, nul ne peut créer, modifier ou supprimer une voirie communale sans l'accord préalable du conseil communal ou, le cas échéant du Gouvernement statuant sur recours.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des modifications non soumises à l'accord préalable visé à l'alinéa 1er.

## Article 8.

Toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, le conseil communal, le Gouvernement, le fonctionnaire délégué au sens du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ou, conjointement, le fonctionnaire technique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le fonctionnaire délégué peuvent soumettre, par envoi au collège communal, une demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale.

## Article 9.

§ 1er. La décision d'accord sur la création ou la modification d'une voirie communale contient les informations visées à l'article 11.

Elle tend à assurer ou améliorer le maillage des voiries, à faciliter les cheminements des usagers faibles et à encourager l'utilisation des modes doux de communication.

Elle est consignée dans un registre communal indépendant du registre des délibérations communales prévu par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La décision du conseil communal ou du Gouvernement ne dispense pas du permis d'urbanisme requis.

§2. La décision de suppression d'une voirie communale contient la mention des droits de préférence prévus à l'article 46.

#### Article 10.

Les communes et les propriétaires de parcelles libres de charges et servitudes peuvent convenir d'affecter celles-ci à la circulation du public. Ces conventions sont conclues pour une durée de vingt-neuf ans au plus, renouvelables uniquement par une nouvelle convention expresse. Ces conventions sont transcrites sur les registres du conservateur des hypothèques dans l'arrondissement où la voirie est située.

La voirie communale est créée, modifiée ou supprimée sur les assiettes ainsi constituées conformément aux dispositions du présent chapitre pour une durée qui ne peut excéder le terme de la convention.

Le Gouvernement arrête les mesures d'exécution du présent article.

#### Article 11.

Le dossier de demande de création, de modification, de confirmation ou de suppression d'une voirie communale, transmis au conseil communal, comprend:

1° un schéma général du réseau des voiries dans lequel s'inscrit la demande;

2° une justification de la demande eu égard aux compétences dévolues à la commune en matière de propreté, de salubrité, de sûreté, de tranquillité, de convivialité et de commodité du passage dans les espaces publics;

3° un plan de délimitation.

Le Gouvernement peut préciser les formes de la demande.

#### Article 12.

Dans les quinze jours à dater de la réception de la demande, le collège communal soumet la demande à enquête publique conformément à la section 5.

#### Article 13.

Dans les quinze jours à dater de la clôture de l'enquête publique, le collège communal soumet la demande et les résultats de l'enquête publique au conseil communal.

#### Article 14.

Si la demande concerne une voirie se prolongeant sur le territoire d'une ou plusieurs communes limitrophes, la demande et les résultats de l'enquête publique sont simultanément adressés aux conseils communaux de ces communes et au collège provincial compétent pour le territoire de chaque commune où est située la voirie faisant l'objet de la demande.

Les conseils communaux et le ou les collèges provinciaux rendent leur avis dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier, faute de quoi il est passé outre.

Les avis du ou des collèges provinciaux, lorsqu'ils sont rendus dans les délais impartis, sont des avis conformes pour les conseils communaux concernés.

#### Article 15.

Le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et, le cas échéant, des avis des conseils communaux et des collèges provinciaux.

Dans les septante-cinq jours à dater de la réception de la demande, il statue sur la création, la modification ou la suppression de la voirie communale. Ce délai est porté à cent cinq jours dans le cas visé à l'article 14.

#### Article 16.

A défaut de décision dans le délai imparti, le demandeur peut adresser un rappel par envoi au conseil communal.

A défaut de décision du conseil communal dans un délai de trente jours à dater de la réception du rappel, la demande est réputée refusée.

#### Article 17.

Le collège communal informe le demandeur par envoi dans les quinze jours à dater de la décision ou de l'absence de décision. Le collège envoie en outre simultanément sa décision explicite ou implicite au Gouvernement ou à son délégué.

Le public est informé de la décision explicite ou implicite par voie d'avis suivant les modes visés à l'article 1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, étant entendu que la décision est intégralement affichée, sans délai et durant quinze jours.

La décision est en outre intégralement et sans délai notifiée aux propriétaires riverains.

#### Article 18.

Le demandeur ou tout tiers justifiant d'un intérêt peut introduire un recours auprès du Gouvernement.

A peine de déchéance, le recours est envoyé au Gouvernement dans les quinze jours à compter du jour qui suit, le premier des événements suivants:

- la réception de la décision ou l'expiration des délais pour le demandeur et l'autorité ayant soumis la demande;
- l'affichage pour les tiers intéressés;
- la publication à l'Atlas conformément à l'article 53, pour le demandeur, l'autorité ayant soumis la demande ou les tiers intéressés.

#### Article 19.

Dans les soixante jours à dater du premier jour suivant la réception du recours, le Gouvernement notifie sa décision, par envoi, à l'auteur du recours et au conseil communal, au demandeur et à l'autorité ayant soumis la demande. En cas de pluralité de recours, ce délai débute à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

A défaut, la décision du conseil communal est confirmée.

Le public est informé de la décision explicite ou implicite suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et la décision est en outre notifiée aux propriétaires riverains.

#### Article 20.

Le Gouvernement peut préciser les formes du recours.

#### Article 21.



Par dérogation à l'article 5, lorsque la demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale visée aux articles 7 et 8 implique la modification d'un plan d'alignement, le demandeur peut élaborer un projet de plan d'alignement et envoyer simultanément au collège communal la demande et le projet de plan d'alignement.

Dans ce cas, le collège communal soumet la demande à enquête publique en même temps que le projet de plan d'alignement.

#### Article 22.

Le conseil communal se prononce simultanément par décisions distinctes sur la demande et sur le projet de plan d'alignement.

#### Article 23.

Le délai de septante-cinq ou cent cinq jours visé à l'article 15, alinéa 2, est doublé.

Les dispositions des articles 7 à 20 sont applicables à une demande visée à l'article 21.

#### Article 24.

L'enquête publique s'organise suivant les principes suivants :

1° la durée de l'enquête publique est de trente jours; ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août; cette suspension s'étend aux délais de consultation et de décision visés au présent Titre et au Titre 2;

2° durant l'enquête publique, les dossiers sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et un jour jusqu'à vingt heures ou le samedi matin ou sur rendez-vous;

3° tout tiers intéressé peut obtenir des explications techniques;

4° tout tiers intéressé peut exprimer ses observations et réclamations par télécopie, par courrier électronique lorsque la commune a défini une adresse à cet effet, par courrier ordinaire ou formulées au conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme, au collège communal ou à l'agent communal délégué à cet effet avant la clôture de l'enquête ou le jour de la séance de clôture de ladite enquête; à peine de nullité, les envois par courrier ou télécopie sont datés et signés; les envois par courrier électronique sont identifiés et datés;

5° l'enquête publique est annoncée:

a) par voie d'affiches imprimées en noir sur papier de couleur jaune de 35 dm<sup>2</sup> minimum et placées le long de la voie publique à raison d'un avis par 50 mètres de terrain situés à front de voirie; si le terrain ne jouxte pas une voirie publique carrossable, ils sont apposés par l'administration communale le long de la voie publique carrossable la plus proche à raison de deux avis par hectare de terrain ;

b) par un avis inséré dans les pages locales d'un quotidien d'expression française ou allemande selon le cas ; s'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribués gratuitement à la population, l'avis y est inséré ;

c) par écrit aux propriétaires des immeubles situés dans un rayon de 50 m à partir des limites des terrains faisant l'objet de la demande.

#### Article 25

Si le nombre de personnes ayant introduit individuellement des réclamations et observations est supérieur à vingt-cinq, le collège communal organise une réunion de concertation dans les dix jours de la clôture de l'enquête.

Cette réunion regroupe :

- 1) l'administration communale et les autres administrations qu'elle invite
- 2) les représentants des réclamants
- 3) le demandeur et ses conseillers.

Aucun de ces groupes ne peut être représenté par plus de cinq personnes.

En vue d'organiser la réunion de concertation, l'administration communale écrit à tous les réclamants individuels, leur demandant de désigner un maximum de cinq représentants.  
Elle précise les date et heure de la réunion et fournit la liste des réclamants.  
Un rapport de la réunion de concertation est établi par l'administration communale et envoyé à chacun des participants.

#### Article 26

Le Gouvernement ou la commune peuvent décider de toutes formes supplémentaires d'information, de publicité et de consultation. »

- l'information transmise au service public de Wallonie - Direction des voies hydrauliques (DGO2) concernant l'accident de Vaulx du 16 mars 2017, suite à la question posée par Monsieur le Conseiller communal, Guillaume DENONNE en séance du 27 mars 2017 :

« Par ce courrier, nous souhaitons vous informer d'un accident qui s'est produit le 16 mars dernier à Vaulx, sur un chemin de halage dont vous êtes gestionnaire, à hauteur du n°2 de la rue Michel Holyman.

En promenade avec sa maman, un petit garçon est tombé dans un trou d'égout caché par la végétation. L'enfant s'est retrouvé trois mètres plus bas, plongé dans les eaux d'évacuation.

L'intervention de la maman qui, ce faisant, s'est blessée, a permis d'éviter le pire.

D'après les constatations, la taque en fonte recouvrant la chambre de visite aurait été descellée suite à un choc très violent, qui l'a fait se déplacer d'une trentaine de centimètres. Etant donné le poids de l'ensemble béton de scellement-anneau-taque (environ 250kg), le choc n'a pu être causé que par un engin lourd.

Cet accident a fait l'objet d'une interpellation au conseil communal du 27 mars 2017, où un conseiller a soulevé la question de la responsabilité du gestionnaire de la voirie et de ses abords.

Monsieur le Président d'assemblée, Rudy Demotte, a souhaité que vous en soyez informés. »

## **2. Service mobilité. Rapport d'activités 2016. Approbation.**

Madame la Conseillère communale Marie-Christine MARGHEM entre en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée sur ce point :

"Tout d'abord, nous constatons une forte augmentation du nombre de cartes de riverain : plus de 1.000 cartes entre 2015 et 2016. C'est la politique des zones bleues, celles-ci s'étendant au gré des demandes. On en a encore la preuve aujourd'hui. Ce qui nous a interpellés, c'est le fait qu'il y avait 2.864 cartes riverain alors qu'il y a 4.147 emplacements en zone bleue. Cela signifie qu'il y a dans ces emplacements en zone bleue des gens qui sont, en fait, des citoyens habitant au centre-ville qui pourraient squatter des places en zone bleue. Je ne crois pas que c'est là le sens d'une zone bleue. Les gens, qui habitent en ville, peuvent se déplacer autrement qu'en voiture. Je rappelle que ceux, qui ont une carte riverain, peuvent se garer dans toute la ville gratuitement. Cela ne nous semble pas aller dans le sens d'une politique de mobilité moderne.

Notre deuxième réflexion, c'est que nous ne disposons pas de chiffres à propos des accidents. C'est interpellant. Il s'agit d'un chiffre important pour mener notamment une politique en matière de sécurisation de certains lieux.

On n'a pas non plus d'informations concernant le nombre de vélos en 2016. Y a-t-il eu un comptage l'an dernier ?

L'autre chiffre qui nous a interpellés, c'est le nombre d'utilisateurs du parking Grand Place, entre 2015 et 2016. On en est à moins de 3.000. Là aussi, cela nous semble assez interpellant. On crée un parking en centre-ville qui doit amener les gens à s'y garer au lieu de se garer partout en ville et on voit que les chiffres sont en diminution. Nous pensons qu'il y a un manque de promotion de ce parking. C'est dommage qu'il ne soit pas plus utilisé.

Nous voulions également savoir s'il y avait déjà une évaluation du système Cambio ?

Le personnel affecté au service mobilité, c'est 1,5 temps plein. Par rapport à toutes les tâches qui lui sont assignées, cela nous semble insuffisant. On devrait étoffer ce service.

Je rappelle qu'il était prévu dans le projet de ville cyclable d'engager un monsieur ou une madame « vélo ». Si le subside avait été utilisé pour engager un agent, cela aurait permis d'alléger la charge de travail des conseillers en mobilité."

La conseillère en mobilité, **Christine BERNARD**, lui répond ce qui suit :

"Concernant Cambio, nous avons déjà quelques chiffres. A Tournai, il y a eu 10 abonnés depuis le lancement en décembre 2016, une moyenne de prise du véhicule d'une quinzaine de jours par mois. C'est en légère progression chaque mois. Mais on pourrait faire mieux.

Nous ne disposons pas de chiffres au sens strict concernant les accidents. Par contre, le service public de Wallonie établit des représentations graphiques des zones accidentogènes sur les voiries régionales et communales. Dès que nous avons des projets de règlement de police ou des projets concernant des voiries régionales ou communales, ces représentations nous sont bien utiles."

Monsieur l'Echevin **Armand BOITE** conclut comme suit :

"Je me rends bien compte des problèmes que connaît le parking Grand Place. Ce parking est sous-exploité. On essaye d'en assurer une meilleure publicité. Nous sommes en discussion avec la société Q-Park à ce sujet. Nous avons des réunions avec les responsables pour essayer d'avancer, notamment avec le service public de Wallonie, pour améliorer la signalisation le long des boulevards. Le fait d'indiquer "parking Grand Place" n'aide pas toujours le touriste à trouver ce parking. Si ce parking est sous-occupé, cela signifie aussi qu'il y a encore de la place en surface. C'est là le dilemme à l'heure actuelle."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'un arrêté ministériel alloue à la Ville une subvention de 24.000,00€ pour le maintien d'un conseiller en mobilité du 1er janvier au 31 décembre 2016;

Considérant que l'octroi de cette subvention est notamment subordonné à la rédaction d'un rapport d'activités annuel du service mobilité reprenant notamment une évaluation de l'état d'avancement de la mise en oeuvre du plan communal de mobilité;

Considérant que ce rapport est établi selon un schéma établi par la direction de la planification de la mobilité et transmis pour approbation au conseil communal, accompagné de l'avis de la commission consultative d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM);

Considérant l'avis favorable de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité du 22 mars 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

## **DECIDE**

d'approuver le rapport d'activités 2016 du service mobilité :

### **VILLE DE TOURNAI** **RAPPORT ANNUEL 2016 DU SERVICE MOBILITE**

#### **PARTIE 1 : COMMUNICATION EXTERNE**

##### **1. Editorial**

##### **"Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va"**

Préfacer le rapport annuel de la cellule «Mobilité» de la Ville, c'est mettre en exergue différentes missions dévolues aux conseillers en mobilité.

Être à la fois échevin des travaux et de la mobilité constitue une chance pour certains axes, mais peut être difficile à concilier pour d'autres.

Le rapport, qui vous est proposé à la lecture, met en exergue la charge de travail journalier qui est imposée au personnel qui compose la cellule.

En parcourant régulièrement notre entité, de part et d'autre de la plus vaste entité de Belgique, je peux apprécier les différentes mesures détaillées dans les pages suivantes et mises en œuvre pour le bien-être de tous les usagers.

Certes, tout n'est pas rose, mais je suis très fier de ce qui a été fait depuis quelques années et plus particulièrement en 2016.

Je suis également convaincu du travail qu'il reste à faire avec l'équipe qui m'entoure.

Le collège communal est également très attentif à l'évolution de la mobilité – dans son sens le plus large.

Armand BOITE

Échevin des travaux et de la mobilité

##### **1. Objectifs du PCM - Axes de travail**

Les objectifs du PCM présentés dans le rapport 2015 restent d'actualité.

##### **Depuis novembre 2015, Tournai dispose d'un plan communal de mobilité actualisé.**

En 2011, débute l'actualisation du plan communal de mobilité. 2014 fut l'année de reprise du processus d'actualisation après quelques mois d'interruption. Après une phase d'enquête publique qui s'est terminée le 1er mars 2015, le conseil communal approuvait l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai le 23 novembre 2015.

L'actualisation du plan communal de mobilité s'est plus particulièrement focalisée sur deux périmètres que sont :

- l'agglomération de Tournai qui s'étend du cœur de ville aux faubourgs
- l'intra-muros délimité par la ceinture des boulevards.

Les conclusions du plan communal de 2004 restent d'actualité pour les portions de territoire non reprises dans cette actualisation.

Pour rappel, il s'agissait plus particulièrement de sécuriser les zones sensibles, améliorer les espaces publics dans le cœur des villages, développer un maillage d'itinéraires cyclables sécurisés et améliorer l'accueil et l'information des usagers du TEC par une meilleure lisibilité des lignes.

Différentes mesures ont d'ailleurs vu le jour. On citera notamment la restructuration de la traversée de Willemeau et le futur aménagement de la traversée de Templeuve, les aménagements des chaussées de Bruxelles, Douai, Lille et de Tournai dans leur traversée des zones agglomérées, la sécurisation des abords des écoles de Barry, Béclers, Blandain, Froidmont, Havinnes, Kain, Templeuve...

**Ses objectifs** en lien avec le programme de politique générale 2012-2018 et le programme stratégique transversal **sont**:

1. Pour les faubourgs :
  - sur les axes de pénétration vers le centre-ville:
    1. améliorer l'intégration des modes actifs;
    2. prioriser les bus;
    3. apaiser les vitesses;
  - développer un réseau cyclable sûr et cohérent en lien avec le plan communal cyclable;
  - améliorer l'attractivité et la lisibilité du réseau TEC;
  - adapter l'offre en bus aux projets socio-économiques;
  - désenclaver la commune de Kain.
1. Pour les boulevards de ceinture :
  - Enjeux d'aménagement :
    4. réaménager l'ensemble des boulevards avec une requalification des portes de la Ville en veillant à assurer une perméabilisation aux modes actifs;
    5. réaménager la plate-forme de la gare dans une optique d'intégration des modes actifs et des transports en commun, dans un concept d'ouverture de la gare sur la ville;
    6. redynamiser et sécuriser les zones de parking de l'esplanade du conseil de l'Europe, de la maison de la culture et du hall des sports en lien avec le centre-ville;
    7. intégrer les grands projets qui s'établissent en périphérie des boulevards et dans le centre-ville.
  - Enjeux d'exploitation :
    8. maîtriser les charges de trafic entrant, en adéquation avec les capacités admissibles sur la ceinture (contrôle d'accès);
    9. orienter le trafic sur les itinéraires souhaités et lutter contre les flux transitant par l'intra-muros;
    10. prioriser les transports en commun;
    11. sécuriser les traversées piétonnes et cyclables.
1. Pour l'intra-muros :
  - évaluer le plan de stationnement, proposer des indicateurs de suivi et une méthodologie de mise en œuvre de ceux-ci;
  - actualiser le plan de circulation et de hiérarchisation des voiries du centre-ville;
  - jalonner les parkings du centre-ville et de la périphérie;
  - mettre en place un réseau de navettes «propres», en liaison avec les zones de stationnement, les pôles de travail et les pôles commerciaux;
  - créer et mettre en œuvre des zones de rencontre, zones résidentielles et zones 30 km/heure dans le centre-ville en lien avec la requalification du quartier cathédrale.

Par conséquent pour le reste du territoire de la commune, il faut se référer aux objectifs du plan communal de mobilité de 2004, à savoir :

- développer un maillage d'itinéraires cyclables sécurisés;
- sécuriser les zones sensibles : traversées des villages, écoles;
- améliorer la convivialité des espaces dans le cœur des villages;
- contenir l'étalement urbain dans l'esprit du développement durable;
- rendre les villages plus autonomes;
- valoriser le cadre naturel et les paysages.

### **Un volet vélo particulièrement développé : le plan communal cyclable**

Dans le cadre du projet «Communes pilotes Wallonie cyclable», la Ville dispose de son plan communal cyclable développant des objectifs spécifiques au vélo. Ils ont été intégrés dans l'actualisation du plan communal de mobilité.

- Rouler à vélo
  12. Aménager un réseau cyclable primaire reliant les principaux pôles d'éducation, de formation, d'emplois, culturels, sportifs et administratifs dans un périmètre de 5 km autour de l'intra-muros.
  13. Développer et favoriser l'usage du vélo dans les quartiers et les centres de village.

- 14. Sécuriser, entretenir et baliser le réseau cyclable existant et futur.
- Le vélo à l'arrêt
  - 15. Développer un stationnement vélo sûr et confortable dans le centre-ville et son agglomération.
  - 16. Développer l'intermodalité vélo/transports en commun.
  - 17. Développer un stationnement vélo sûr et efficace dans les établissements scolaires.
- Encourager la pratique du vélo
  - 18. Créer et développer un système de communication entre la Ville et le citoyen.
  - 19. Développer et promouvoir l'usage du vélo et son image auprès des associations, des administrations, du monde scolaire, du monde culturel et du monde de l'entreprise.
  - 20. Développer l'usage du vélo à des fins touristiques.
  - 21. Faire du vélo un événement.
- Ancrer la politique cyclable
  - 22. Ancrer la politique cyclable dans les textes.
  - 23. Assurer le personnel suffisant et les moyens pour ancrer la politique cyclable dans le développement communal.
  - 24. Évaluer la politique cyclable.

**Pour l'année 2016, les axes de travail se sont plus particulièrement orientés sur :**

- 1. Le volet vélo et la mise en œuvre du plan communal cyclable :
  - 25. travaux de signalisation et de balisage des itinéraires cyclables
  - 26. liaison cyclable quai Donat Casterman
  - 27. liaison cyclable chemin Willems et chemin Vert
  - 28. aménagement des sens uniques limités (phase 2) : districts de Tournai et Templeuve
  - 29. installation d'arceaux et abris vélos (suite)
  - 30. aménagements complémentaires zone 30 km/heure : rue Saint-Martin et rue de Marvis
  - 31. redémarrage/inauguration de l'atelier vélo MELIVELO et recherche de bénévoles
- Centre commercial «Les Bastions» - aménagements des voiries régionales : chaussée de Bruxelles, carrefour de la porte Marvis, boulevard des Combattants (partie), carrefour boulevard des Combattants/rue d'Amour, boulevard Walter de Marvis, carrefour boulevard Walter de Marvis/rue de la Lys, rue de la Lys (partie) :
  - 32. participation aux réunions techniques et d'impétrants;
  - 33. participation à la stratégie de communication avec le SPW et la SOFICO
- Mise à gabarit de l'Escaut – modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va
- 34. Participation au processus participatif «Autour du Pont» : projet global d'aménagement du pont des Trous et de ses abords
- La sécurisation des abords de 3 écoles:
  - 35. école Paris
  - 36. école communale de Gaurain
  - 37. école libre de Gaurain
- Suivi du plan de stationnement :
  - 38. réglementation et signalisation : contrôle du quartier du CHWapi
  - 39. information des citoyens
- Instauration du système Cambio : une première station a été installée face à la gare de Tournai
- La gestion d'accès des zones piétonnes

**1. Les faits marquants de l'année**

**1. L'actualisation du plan communal de mobilité : les premières réflexions**

L'actualisation du plan communal de mobilité a été adoptée en date du 23 novembre 2015 après une procédure débutée en septembre 2010.

Les premières réflexions/projets/plans portent notamment sur :

- l'élargissement de l'Escaut : aménagement des quais;
- l'agrandissement du centre commercial des Bastions : aménagement de la chaussée de Bruxelles, du carrefour de la porte Marvis, des boulevards des Combattants et Walter de Marvis et de la rue de la Lys;

- le développement du CHwapi : aménagement des boulevards du Roi Albert et Lalaing
- réaménagement de l'axe gare/place Crombez/rue Royale
- la mise en sens unique du tronçon de la Grand-Place compris entre la Halle aux draps et le Beffroi ;

#### 1. **L'élargissement du plan de stationnement au quartier du CHwapi**

Établissement d'une zone bleue, suite aux problèmes de stationnement rencontrés dans les rues à proximité du centre hospitalier CHwapi, notamment par les riverains.

#### 1. **Une nouvelle gestion des zones piétonnes du cœur de Ville**

Mise en place d'un contrôle d'accès aux zones piétonnes du cœur de Ville au moyen de bornes et système de badges : lancement de la réflexion et des procédures

#### 1. **Aménagement du pont des Trous et de ses abords : mise en place d'un processus participatif**

12 réunions de comités de pilotage et d'ateliers citoyens ont été organisées afin d'établir une proposition commune d'un projet d'aménagement du pont des Trous et de ses abords :

- 22 mars 2016 : premier atelier citoyen
- 24 mars 2016 : premier comité de pilotage
- 11 avril 2016 : deuxième comité de pilotage
- 13 avril 2016 : deuxième atelier citoyen
- 26 avril 2016 : troisième comité de pilotage
- 11 mai 2016 : troisième atelier citoyen
- 17 mai 2016 : quatrième comité de pilotage
- 31 mai 2016 : cinquième comité de pilotage et quatrième atelier citoyen
- 2 juin 2016 : sixième comité de pilotage
- 7 juin 2016 : réunion publique
- 28 octobre 2016 : réunion publique
- 1er décembre 2016 : réunion publique

#### 1. **La sécurisation des abords d'écoles**

Le 7 juillet 2006, le collège communal décidait de participer au projet fédéral «Plan Octopus» et de signer la charte reprenant ses objectifs principaux.

L'un des objectifs de ce plan était de mettre en place des infrastructures routières originales et uniformes de façon à atteindre une harmonisation permettant une reconnaissance des routes fréquentées par les enfants et des espaces aux abords des écoles.

Le choix du mobilier «Octopus» découle de cet objectif d'harmonisation et vise à contribuer à une reconnaissance optimale de l'environnement scolaire.

L'année 2016 a permis de mettre en œuvre la sécurisation des abords de trois écoles de la Ville :

- L'école Paris
- L'école communale de Gaurain
- L'école libre Mutien Marie

#### 1. **Les réalisations du plan communal cyclable**

Les concrétisations du plan communal cyclable se poursuivent :

- travaux de signalisation et de balisage des itinéraires cyclables
- liaison cyclable quai Donat Casterman
- liaison cyclable chemin Willems et chemin Vert
- aménagement des sens-uniques limités (phase 2) : districts de Tournai et Templeuve
- installation d'arceaux et abris vélos (suite)
- aménagements complémentaires zone 30 km/heure : rue Saint-Martin et rue de Marvis
- redémarrage/inauguration de l'atelier vélo MELIVELO et recherche de bénévoles

#### 1. **Le brevet du cycliste**

En 2016, 19 écoles primaires communales et libres ont participé au projet du brevet du cycliste. La session 2015-2016 a permis à 411 enfants de 5ème et 6ème primaire d'apprendre à devenir autonomes sur les routes de la Ville.

#### 1. **Projet MOBITS**

Déploiement d'un dispositif d'aide à la planification de trajet en temps réel, d'information aux voyageurs et de mobilité urbaine sur l'espace public sur certains sites/arrêts TEC de la Ville de Tournai.

#### IV. Mise en oeuvre du PCM - Actions réalisées - Indicateurs - Tendances

##### 0. DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES - RESEAUX

DONNÉES SOCIO-ECONOMIQUES	69.756 habitants (1er janvier 2015)
	28.600 emplois
	25.150 élèves
	326 habitants/km <sup>2</sup>
	1,25 véhicule/ménage (2008)
	nombre d'emplois/nombre d'habitants = 0,41
	nombre d'élèves/nombre d'habitants = 0,36
RÉSEAU DE VOIRIES	Longueur du réseau routier 875 km
	800 km de routes communales
	75 km de routes régionales
	37 km d'autoroutes
	0,0125km réseau routier/habitant

##### 1. TRAFIC MOTORISÉ (chiffres 2011- pas de comptage en 2015)

35.000 véhicules/jour sur la drève de Maire
12.000 véhicules/jours sur la rue du Viaduc
21.500 véhicules/jour sur la chaussée de Renaix
28.600 véhicules/jour sur la chaussée de Bruxelles
21.000 véhicules/jour sur la chaussée de Saint-Amand
17.800 véhicules/jour sur la chaussée de Douai
14.500 véhicules/jour sur la chaussée de Lille
110.000 véhicules/jour au cordon du centre-ville
15.000 véhicules/jour en transit dans le centre-ville

##### 2. MODÉRATION DE LA VITESSE

32,5 km de zone 30 (hors abords écoles)
2,3 km de zones résidentielle/rencontre
1,1 km de zones piétonnes
<i>longueur zone 30 réalisée/longueur zone 30 projetée = 1</i>

##### 3. VELO. NOMBRE DE CYCLISTES/ INFRASTRUCTURES

Nombre de cyclistes	Comptage vélo (7h- 9h)				
	<b>Localisati on</b>	Nombre de cyclistes	Nombre de cyclistes	Nombre de cyclistes	Nombre de cyclistes
		<b>Mai 2014</b>	<b>Septem bre 2014</b>	<b>Mai 2015</b>	<b>Septem bre 2015</b>
	Rond- point du Viaduc	88	82	54	85
	Gare	51	29	32	48
	Porte Morel	48	51	48	53
	Porte Marvis	82	78	80	59
	Rond- point de la Dorcas	70	69	56	52



	Porte Saint-Martin	61	42	33	56
	Porte de Lille	101	53	42	50
	Rond-point de l'Europe	98	77	65	88
	Pont Delwart	50	51	73	54
	Pont de Fer	54	29	39	23
	Pont Notre-Dame	34	62	57	69
	Pont à Pont	50	53	38	34
	Pont Devallée	34	24	22	23
	<b>Total</b>	<b>821</b>	<b>680</b>	<b>639</b>	<b>694</b>
Infrastructures cyclables		48,5 km réseau cyclable aménagé (dont voiries en zone 30, de rencontre, résidentielle et piétonne)			
		70 SUL			
		29,5 km piste cyclable marquée			
		4,36 km piste cyclable séparée unidirectionnelle			
		1,85 km piste cyclable séparée bidirectionnelle			
		4,1 km bande cyclable suggérée			
		0,75 km de rue cyclable			
		4,6 km de chemin réservé hors RAVeL			
		3,3 km de RAVeL (hors voirie de liaison)			
		3 abris vélos sécurisés			
		130 arceaux vélos			

#### 4. MARCHÉ. NOMBRE DE PIÉTONS/ INFRASTRUCTURES

Nombre de piétons	Localisation	03/01-09/01	04/05-09/05	01/07-07/07	28/09-03/10
	Rue de Courtrai	9.342	15.390	9.870	11.142
	Rue du Puits Wagnon (piétonnier)	13.272	20.286	14.106	11.994
	Rue de l'Hôpital Notre-Dame	15.252	18.684	11.208	17.238
	Rue de la Tête d'Or	11.028	17.934	13.062	14.148
	Rue des Chapeliers (piétonnier)	13.776	19.152	15.000	13.374
	Grand-Place (Côté beffroi)	22.218	24.714	18.030	22.638
	Grand-Place (côté rue de l'Yser)	12.888	19.344	14.376	13.104
	4 Coins Saint-Jacques	10.164	15.648	11.760	11.970
	Place de Lille	11.202	18.546	13.614	15.096

#### 5. TRANSPORTS EN COMMUN. NOMBRE D'USAGERS/ INFRASTRUCTURES

TRAIN	Pas d'information
BUS	Pas d'information

#### 6. SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Statistique accident	Pas d'information
Règlements de police	52 règlements

#### 7. STATIONNEMENT. ORGANISATION/OCCUPATION

7.1. OFFRE
------------

	2015	2016		
emplacements réglementés périmètre (centre-ville / quartier gare)	5.694	5.694 + (+/-600)		
emplacements zone bleue	4.147	4.147 + (+/-600)		
emplacements payants	1.534	1.534		
cartes riverains	1.912	2.861		
abonnements travailleurs	660	855		
abonnements (para)médicaux	44	62		
emplacements parking Grand Place	120	120		
7.1. OFFRE				
stationnement pour personnes handicapées	création		suppression	
	2015	2016	2015	2016
	13	46	5	10

<b>7.2 DEMANDE</b>			
Taux moyen d'occupation		<b>Avril 2015</b>	
	Rue	semaine	samedi
	Royale	0,78	0,93
	Rue de Courtrai	0,46	0,57
	Grand Place	0,72	/
	Place Saint-Pierre	0,76	0,89
	Place Reine Astrid zone bleue	0,84	0,77
	Place Reine Astrid payante	0,67	0,67
	Place Crombez	0,29	0,27
	Rue de Pont	0,25	0,38
Taux de rotation (chiffres 2011)	Grand Place	6,4	
	Place Saint-Pierre	6,2	
	Place Reine Astrid	5,3	
	Square Bonduelle	2,2	
	Quai Saint-Brice	4,9	
	Rue Royale	11,8	
	Avenue Leray	3,1	
		<b>2015</b>	<b>2016</b>
Ticket de stationnement payant (montant perçu)		556.149,85 €	622.661,65 €
Redevances émises		97.022	109.427
Taux de paiement des redevances		53 %	59 %
Taux d'annulation des redevances		5,20 %	4,42 %
Taux de plaques étrangères «sanctionnées» par redevance		24,65 %	19, 27%
Visiteurs payants parking Grand-Place		13.383	10.303

## **8. INTERMODALITE. ORGANISATION/OCCUPATION**

472 emplacements de parking SNCB

## **9. SERVICES MOBILITÉ**

1,5 personne affectée à la politique mobilité

Visites, formations, interventions, colloques, séminaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation continue des conseillers en mobilité : le jalonnement dynamique des parkings – 12 mars 2016</li> <li>Formation «Observatoire informatisé du vélo» - 18 avril 2016</li> <li>Colloque «Zone Unesco et commerce» - 9 mai 2016</li> <li>Formation continue des conseillers en mobilité : le code de la route - 10 mai 2016</li> </ul>
---	--

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rencontre annuelle des conseillers en mobilité à Charleroi - 24 juin 2016</li> <li>• Groupe de travail «transport ferroviaire» - mardi 28 juin 2016</li> <li>• Formation interne à l'application E-commande - 23 août 2016</li> <li>• Plan communal cyclable et cartographie - 24 novembre 2016</li> </ul>
--	---

## **10. EDUCATION- SENSIBILISATION-COMMUNICATION**

Brevet du cycliste : 25 classes

Brevet du cycliste : 411 participants

Journal communal : 16 articles mobilité publiés.

### **V. Les onze chiffres de l'année**

L'année 2016 en quelques chiffres :

- Placement de 3 abris vélos sécurisés
- Placement de 26 arceaux vélos
- 1,1 km de voie réservée aménagée
- 394 enfants ont reçu leur brevet du cycliste
- 3 abords d'école sécurisés par du mobilier «Octopus»
- 158 km d'itinéraires cyclables balisés
- 5 vélos électriques à disposition du personnel communal
- 1 station CAMBIO sur le plateau de la gare
- 12 réunions dans le cadre du processus participatif «Autour du pont»
- 4 bénévoles actifs à l'atelier MELIVELO
- 4,8 millions d'euros pour l'aménagement des boulevards de Tournai

### **VI. Projets**

#### **1. Mise en œuvre du plan communal de mobilité**

Approuvé le 23 novembre 2015, l'actualisation du plan communal de mobilité va maintenant voir ses premières concrétisations.

#### **Sur les boulevards**

Le service public de Wallonie a ainsi annoncé qu'il consacrera d'ici 2018, 4,8 millions d'euros au réaménagement des boulevards. Cette somme sera notamment consacrée à l'aménagement des carrefours de la Porte de Marvis, de la rue d'Amour et de la rue de la Lys, d'une portion du boulevard des Combattants, du boulevard Walter de Marvis et d'une portion de la rue de la Lys. Une partie de ces travaux est prise en charge par la société Wereldhave, promoteur du centre commercial «Les Bastions» sous forme de charges urbanistiques dans le cadre des travaux d'extension du site. Les travaux devraient débuter à la mi-mai 2017 pour une durée totale de 7 mois

#### **Dans le cœur de Ville**

La partie carrossable de la Grand-Place, comprise entre la Halle aux draps et le beffroi sera interdite à tous conducteurs sauf les bus et les cyclistes. Cette mesure sera accompagnée par la création d'une zone de livraison et la création d'un passage pour piétons.

#### **1. Atelier vélo MELIVELO : location de vélo**

L'atelier vélo va développer la location de vélos moyenne et longue durée. Pour ce faire, dans un premier temps, 5 vélos électriques et 16 vélos city seront disponibles. 20 vélos supplémentaires city viendront rejoindre cette flotte dans le courant de l'année 2017.

#### **1. Mise en œuvre du plan communal cyclable**

Les aménagements/projets qui se concrétisent en 2017 :

- Aménagement d'un pré RAVeL sur la ligne 88a entre le centre de délasserment Aqua Tournai et la rue Paul Pastur.
- Poursuite du balisage des itinéraires cyclables
- Élaboration d'une carte des aménagements et liaisons cyclables

- Poursuite de l'installation d'arceaux et abris vélos
- Acquisition de 20 vélos pour la mise en location moyenne et longue durée notamment pour les étudiants, mais également pour les touristes

#### 1. **Mise à gabarit de l'Escaut – Modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va**

Ce projet comprend les aménagements suivants :

- Zone du pont à Pont : élargissement de l'Escaut dans la zone du quai Saint-Brice et remplacement complet du pont à Pont. Les travaux débutent le 18 avril 2017 pour une durée de 21 mois;
- Quais de l'Escaut entre le pont Delwart et le pont Devallée, réaménagement complet des quais non encore aménagés et intégration d'une halte nautique évolutive aux alentours du quai Taille-Pierres. Le permis est octroyé, les travaux devraient débuter à la suite des travaux de la zone pont à Pont;
- Zone du pont des Troues : remplacement des arches de l'ouvrage et intégration de lisses de guidage. Suite à la consultation populaire du 25 octobre 2015 sur le devenir du pont des Troues, un processus participatif s'est déroulé de mars à décembre 2016 afin d'impliquer la population et de dégager un consensus autour de l'aménagement du monument et de ses abords. Le permis d'urbanisme devrait être introduit courant du mois de mars.

#### 1. **Réaménagement de l'axe gare/place Crombez/rue Royale**

Ce projet intitulé «plate-forme multimodale 2.0» fait partie du portefeuille de projet fonds FEDER dont la Ville bénéficie. Il regroupe des acteurs comme la Ville, la SRWT, le TEC-Hainaut, la SNCB et le service public de Wallonie autour d'un projet commun : requalifier l'axe reliant la gare au quartier Unesco. Se greffent à ce projet, la mise en œuvre d'une nouvelle gare TEC ainsi que la réactualisation du masterplan 2010 du site de la gare de Tournai.

Les options d'aménagement ont été ébauchées au cours des workshops de réactualisation du masterplan 2010 du site de la gare de Tournai

Actuellement en phase de sélection d'un bureau d'étude, sa concrétisation devrait aboutir en 2018/2019.

#### 1. **Une nouvelle gestion des zones piétonnes**

En septembre 2016, le conseil communal a décidé de passer un marché de travaux ayant pour objet la gestion informatisée visant à commander le réseau des bornes électriques limitant l'accès aux zones piétonnes du centre-ville de Tournai. L'accès aux zones piétonnes sera limité aux chargements et déchargements de 6heures à 11heures. En dehors de ces horaires, l'accès se fera uniquement au moyen d'un badge et conformément aux modalités d'accès reprises au code de la route.

### **VII. Autres dossiers traités par le service mobilité**

#### 1. **Règlements de police (dossiers approuvés par le collège et le conseil communal)**

1. Tournai, avenues Bozière et Decraene, rues de Marvis et des Croisiers : aménagements cyclables
2. Tournai/Orcq, chemin Willems : voirie réservée
3. Warchin, Vieux chemin d'Ath : limitation de la vitesse pour les véhicules de plus de 3,5T
4. Tournai, quai des Vicinaux : interdiction de stationnement
5. Tournai, résidence des Chauffours : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
6. Tournai, angle rues des Corriers et du Bourdon Saint-Jacques : création d'une zone d'évitement
7. Tournai, carrefours formés par le rue du Viaduc, la chaussée d'Audenarde et le boulevard Eisenhower : aménagements cyclables
8. Tournai, rue Jean Cousin : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
9. Tournai, rue Général Piron : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
10. Tournai, avenue de Maire : création d'un cheminement cyclable
11. Tournai, chaussée de Willemeau : création d'une zone d'évitement
12. Tournai, quartier cathédrale : réglementation de la circulation

13. Willemeau : mise en agglomération et réglementation de la circulation et stationnement sur la place de Willemeau et ses abords
14. Kain, rue Edmont Courault, 17 : organisation du stationnement
15. Kain, rue des Thermes : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
16. Kain, rue Pierre : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
17. Kain, rue des Thermes : interdiction de stationnement
18. Vaulx : limite d'agglomération
19. Tournai, rue du Nord : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
20. Rumillies, chaussée de Renaix/sentier n°20 : interdiction aux plus de 5T
21. Tournai, rue Jeanne d'Arc : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
22. Tournai, rue de la Marnière : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
23. Tournai, boulevard des Combattants : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
24. Tournai, rue Bonnemaïson : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
25. Tournai, rue du Crampon : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
26. Froyennes, chemin Royer et Ramegnies-Chin, rue d'Allain : réglementation de la circulation
27. Tournai, chaussée d'Audenarde : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
28. Tournai, rue des Colibris : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
29. Tournai, rue Aimable Dutrieux : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
30. Tournai, rue du Moulin de Marvis : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
31. Templeuve, rue Rumez : division axiale de la chaussée
32. Blandain : modification des limites de l'agglomération
33. Tournai : chaussée de Willemau : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
34. Tournai, rue Roc Saint-Nicaise : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
35. Tournai, rue Saint-Elleuthère : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
36. Tournai, rue Basse Couture : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
37. Tournai, rue des Sports : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
38. Gaurain-Ramecroix, cité Jardins : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
39. Tournai, rue du Nord : création d'un passage pour piétons
40. Vaulx, carrefour des rues Michel Holyman, du Canon et des Abiaux : création de 3 passages pour piétons
41. Tournai, rue des Croisiers : interdiction de stationnement
42. Froyennes, rue de la Taverne de Maire : modification des règles de circulation
43. Tournai, rue des Collets Rouges : déplacement d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
44. Tournai, avenue Leray : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
45. Tournai, rue du Moulin de Marvis : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
46. Rumillies, rue de la Liberté : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées

47. Tournai, chaussée de Willemeau : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
48. Tournai, rue Général Piron : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
49. Tournai, chaussée de Renaix : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
50. Tournai, rue des Sports : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
51. Tournai, rue de la Marnière : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
52. Tournai, rue des Brasseurs : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
53. Vaulx, Vieux Chemin de Mons (partie), avenue des Merisiers et rue Bonne Rencontre : création d'une zone 30
54. Tournai, rue de la Marnière : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
55. Tournai, rue de la Planche : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
56. Gaurain-Ramecroix, rue Tiéfry : délimitation du stationnement sur le parking du cimetière communal
57. Tournai, rue du Viaduc : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
58. Froyennes, chaussée de Courtrai (n°18) : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
59. Froyennes, chaussée de Courtrai (n°56) : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
60. Tournai, rue de la Prévoyance : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
61. Tournai, chaussée d'Audenarde : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
62. Tournai, chaussée de Willemeau : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
63. Tournai, rue Sainte-Catherine : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
64. Warchin, rue de l'Hôpital : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
65. Tournai, rue Cherequefosse : interdiction de stationnement
66. Tournai, Vieux chemin St Amand : interdiction de stationnement
67. Tournai, rue des Clairisses : interdiction de stationnement
68. Allain, place Herman Planque : interdiction de stationnement
69. Tournai, rue du Curé Notre-Dame : réglementation du stationnement
70. Vaulx, carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux : création d'un passage pour piétons rues des Abliaux
71. Tournai, rue Général Piron : interdiction de stationnement
72. Tournai, rue des Sports : matérialisation du stationnement
73. Froyennes, lotissement de la rue des Combattants de Froyennes : réglementation de la circulation
74. Tournai, place Verte : interdiction de stationnement
75. Vaulx, carrefour formé par les rues Michel Holyman, du Canon et des Abliaux : création de deux passages piétons rues Michel Holyman et du Canon
76. Tournai, quartier du centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi) : création d'une zone bleue pour les voiries communales
77. Tournai, quartier du centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi) : création d'une zone bleue pour les voiries régionales
78. Tournai, rue du Bas-Follet : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées

79. Tournai, rue Frinoise : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
80. Tournai, rue du Nord : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
81. Tournai, rue Cottrel : interdiction de stationnement
82. Tournai, chaussée Romaine : chemin réservé aux véhicules agricoles, aux piétons, cyclistes et cavaliers
83. Templeuve, rue de Tournai : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
84. Hertain, chaussée de Lille : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
85. Gaurain-Ramecroix, place et rue de la Fontaine : mise en sens unique limité
86. Tournai, rue As-Pois : suppression d'une interdiction de stationnement
87. Tournai, rue du Logis : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
88. Tournai et Kain, chemin 34 : réglementation de la circulation. Modification
89. Tournai, chaussée de Bruxelles : suppression des limitations de la durée de stationnement à 15 minutes
90. Warchin, rue de l'Hôpital, 39 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
91. Tournai, rue du Logis, 9 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
92. Tournai, avenue des Peupliers : stationnement en partie sur le trottoir. Abrogation
93. Tournai, rue Cottrel, 8 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
94. Tournai, boulevard Delwart, 7 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
95. Tournai, rue de Lannoy (angle rue Saint-Eleuthère) : création de passages pour piétons
96. Tournai, rue des Collets Rouges, 30 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
97. Tournai, rue Général Piron, 37 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
98. Tournai, rue Albert Asou, 6 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
99. Tournai, rue Cottrel, 12 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
100. Tournai, rue du Louvre (angle avec la rue du Bourdon Saint-Jacques) : interdiction de stationnement
101. Tournai, avenue Elisabeth, 12 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
102. Tournai, rue Jean Cousin, 80 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
103. Tournai, Grand-Place, partie comprise entre la Halle aux Draps et la rue Saint-Martin : mise en sens-unique excepté cyclistes et bus
104. Tournai, chaussée de Douai. Limitation du stationnement à 15 minutes.

## **2. Avis sur dossiers d'urbanisme**

1. Permis unique pour désamiantage et démolition sélective de l'ancienne piscine «Madame» avec maintien de la cabine électrique.
2. Demande de permis unique introduite par le société anonyme Wereldhave Belgium SCA pour une bien cadastré Tournai, 2ème division, section B n° 160M3, 160E3, 160V2, 141P, 141/02F, 144T, 144S, 223I pour l'extension du Delhaize.
3. Permis d'urbanisme sollicité par la DGO1-41 pour l'aménagement du boulevard Walter de Marvis, la chaussée de Bruxelles et la rue de la Lys dans le cadre des travaux d'extension du centre commercial «Les Bastions»

4. Demande de permis intégré pour la construction et l'exploitation d'un ensemble commercial introduite par Data Build Projects rue des Bastions à 7500 Tournai – Tournai(2) section B ns° 125c, 126n, 130p<sup>2</sup>, 130r<sup>2</sup>, 126p & 130/2
5. Construction d'un habitat collectif en milieu rural, rue du Château d'Ere à 7500 ERE  
Demandeur : Monsieur DELIER Jean. Référence cadastrale : Tournai, 21ème Division (Ere), section

A n° 200

6. Demande de permis d'urbanisme introduite par la S.A. Thomas et Piron (Monsieur Adrien Colmant) ayant établi ses bureaux à 6582 Our-La Besace, 14 pour un bien sis à Tournai (7540 Kain) – rue de la Botte d'Asperges/rue Grégoire Decorte. Bien cadastré 4ème Division, Section B n°227t, 231h, 233p et ayant pour objet la construction d'un ensemble de 27 habitations (phasées) avec ouverture de voirie. Dossier PU15/4/366CDE
7. Démolition de trois maisons et construction d'un complexe commercial rue de la Borgnette à 7503 Froyennes
8. Demande de permis d'urbanisme introduite par la S.A. Danilith-Delmulle pour la construction groupée de quatre habitations unifamiliales sur le bien sis à Tournai (Gaurain-Ramecroix), rue Bourgambray. Bien cadastré 16ème division, section A, n°156t2/pie, 156 v2/pie. Dossier PU15.16.60
9. Avant-projet de lotissement à Kain, rue du Rivage en zone arrière de la rue d'Ormont.  
Demandeur : Monsieur PETIT Tony et la société Deback. Référence cadastrale : Tournai, 4ème division, section B, numéros 319p, 319r et 323k2
10. Demande de permis d'urbanisme introduite par le groupe Deback pour un bien cadastré Tournai, 25ème Division (Marquain), section A n° 425B ayant pour objet la construction de 6 habitations groupées dans une zone de comblement et de 2 maisons groupées dans la zone d'habitat à caractère rural
11. Demande de permis d'urbanisme pour la modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va. Introduite par le service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 2, direction des voies hydrauliques de Tournai. Tournai 7500 entre le pont Delwart et le pont Devallée
12. Extension parking B-Post rue des Roselières à Froyennes
13. Demande de permis unique introduite par Belgian Shell NV ayant ses bureaux Avenue Arnaud Fraiteur, 15-23 à 1050 Bruxelles pour un bien cadastré 2ème division, Section B, parcelle n°130h<sup>2</sup> ayant pour objet l'extension d'une station service automatique
14. Demande de permis d'urbanisme pour la construction d'un immeuble de 4 appartements rue du Crampon, angle du chemin 34 à 7500 Tournai.
15. Permis d'urbanisme sollicité par Monsieur De Abreu Kenny pour la démolition d'un hall d'acier, l'aménagement d'un parking, la transformation d'une cage d'escalier, le partitionnement d'un bâtiment, etc., avenue de Maire 101 à 7500 Tournai – Tournai(3) section L n° 155E3
16. Demande de permis d'urbanisme introduite par le Société Sideco pour une bien cadastré Tournai, 3ème division, section L n° 174V2, 174E4 pour la démolition d'un immeuble, la reconstruction d'un immeuble de 9 appartements et la transformation d'un entrepôt existant en parking pour 19 voitures
17. Démolition d'un commerce, construction d'un immeuble de bureaux et de deux studios.  
Demandeur : Monsieur VAN NUFFEL Filip représentant de l'Asbl Sylva. Référence cadastrale : Tournai, 2ème division, section A, numéros 281M46
18. Demande de permis d'urbanisme introduite par la société SPRL Groupe Deback-Texo pour un bien cadastré Tournai (1) section I n° 558H ayant pour objet la construction de 3 habitations
19. Permis d'urbanisme introduite par le société anonyme Jade Distribution pour une bien cadastré Tournai, 1ère division, section I n° 1391L, 1392 pour la construction de 24 garages
20. Réhabilitation d'un bâtiment industriel. Demandeur : la société d'architecture et urbanisme Bruyere – T'Kindt. Référence cadastrale : Tournai, 2ème division, section B, n° 164R
21. Permis intégré pour la construction d'une concession automobile Volvo Cars, chaussée de Bruxelles 200 à 7500 Tournai – Tournai(2) section B ns° 19F9, 19E10, 19T9

## **PARTIE 2 : FONCTIONNEMENT INTERNE**

### **I. Le service mobilité**



### **Composition du service mobilité :**

- Christine BERNARD, agent spécifique, conseillère en mobilité.
- Donat DE GRAEVE, agent technique en chef, conseiller en mobilité.

Donat DE GRAEVE est également responsable de la cartographie communale.

### **Situation du service mobilité dans l'organigramme communal**

Le service mobilité dépend actuellement de la division urbanisme/aménagement du territoire.

### **Mission du service mobilité:**

- améliorer la sécurité et l'accessibilité aux abords des écoles;
- avis en matière de mobilité sur les aménagements et projets soumis à sa consultation (permis d'urbanisme, études d'incidences, règlement de police...);
- faciliter les déplacements des cyclistes au travers des aménagements, de la communication et de la sensibilisation : atelier «MELI VELO», brevet du cycliste, commission cycliste et plan communal cyclable;
- faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite au travers des aménagements, de la communication et de la sensibilisation;
- gestion et suivi des règlements complémentaires de circulation routière : création d'un sens unique, zone 30 km/heure, tracés de marquage, limitation de vitesse, demandes d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées...;
- information sur les différents thèmes de la mobilité;
- mise en œuvre et suivi du plan communal de mobilité, de son actualisation et des différents plans et projets ayant trait à la mobilité et à l'accessibilité dans la Ville;
- mise en œuvre, coordination et suivi des politiques au niveau fédéral, régional et communal en matière de mobilité et d'accessibilité : enquête fédérale déplacement domicile-travail, plan de stationnement et RAVeL;
- organisation de la semaine de la mobilité;
- participation à des groupes d'études en matière de mobilité au niveau communal, régional et transfrontalier.
- gestion du stationnement.

### **Transversalité interne (formelle/informelle)**

Le service mobilité travaille plus particulièrement avec les services suivants :

- l'urbanisme
- le bureau d'études voiries
- les marchés publics
- la communication
- le juridique
- l'enseignement
- l'aide à l'intégration sociale

### **Transversalité externe (formelle/informelle)**

Le service mobilité travaille plus particulièrement avec :

- la police
- l'intercommunale IDETA
- le TEC-Hainaut
- la société régionale wallonne des transports
- le SPW, DGO1, direction des routes de Mons
- le SPW, DGO1, direction des équipements électroniques du Hainaut et du Brabant wallon
- le SPW, DGO1, direction de la sécurité des infrastructures routières
- le SPW, DGO1, direction des déplacements doux et des partenariats communaux
- le SPW, DGO2, direction de la planification de la mobilité -
- le SPW, DGO2, direction de la réglementation et des droits des usagers
- le SPW, DGO2, direction des voies hydrauliques de Tournai
- la SNCB
- Infrabel
- City-Parking
- le GRACQ

- l'IBSR
- PROVELO
- GAMAH

## II. **Comité de suivi du PCM**

Cette partie du document a été rédigée sur base des différents documents établis dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai.

- 8 avril 2010 : décision du collège communal sollicitant officiellement l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai.
- 29 juillet 2010 : séance du collège communal :
  - qui délègue la maîtrise de l'ouvrage en vue de l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai au service public de Wallonie, direction générale opérationnelle «Mobilité et voies hydrauliques», département de la stratégie de la mobilité, direction de la planification de la mobilité, par le biais d'une convention ;
  - qui prend connaissance du prédiagnostic établi par le service mobilité.
- 20 septembre 2010 : décision du conseil communal approuvant le cahier spécial des charges relatif à l'actualisation du plan communal de mobilité de la Ville, en fonction de spécificités locales dressées en collaboration avec le service public de Wallonie
- 19 janvier 2011 : notification de l'attribution du marché de services relatif à l'étude de l'actualisation du PCM de Tournai à TRANSITEC.
- 14 juillet 2011 : notification de l'octroi à la Ville d'une subvention d'un montant de 72.000,00 € lui permettant de couvrir une partie du coût de l'actualisation de son plan communal de mobilité.
- Février 2011-septembre 2014 : élaboration de l'actualisation du plan communal de mobilité.
- 16 décembre 2014 : décision du conseil communal d'approuver la démarche d'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai et de la soumettre à enquête publique du 12 janvier au 1er mars 2015.
- Du 12 janvier au 1er mars 2015 : enquête publique.
- 13 février 2015 : débat No Télé.
- 24 février 2015 : réunion d'information publique.
- 10 mars 2015 : présentation à la commission des aînés.
- 11 mars 2015 : présentation à la commission consultative de la personne handicapée.
- 4 et 18 mars 2015 et 4 mai 2015 : présentation à la CCATM.
- 30 septembre 2015 : comité d'accompagnement de validation de l'actualisation du PCM.
- 17 novembre 2015 : réunion de la commission du conseil communal.
- 23 novembre 2015 : approbation par le conseil communal de l'actualisation du plan communal de mobilité.

### **Composition du comité de suivi de l'actualisation du plan communal de mobilité :**

- SPW, direction de la planification de la mobilité
- SPW, direction des routes de Mons
- SPW, direction des routes de Mons, district de Tournai
- SPW, direction des déplacements doux et des partenariats communaux
- SPW, direction de la réglementation et du droit des usagers
- SPW, direction de l'aménagement du territoire, logement
- SNCB
- le TEC-Hainaut
- la société régionale wallonne des transports
- le GRACQ
- l'asbl GAMAH
- l'IBSR
- l'intercommunale de développement économique IDETA
- le collège communal de Tournai

- le bourgmestre de la Ville de Tournai
- l'échevin de la mobilité
- la police
- les services techniques «urbanisme, aménagement du territoire et travaux» de la Ville.
- le service mobilité de la Ville.

## QUICK SCAN - Partie 1 : État d'avancement du PCM 2004.

Les conclusions du plan communal de 2004 restent d'actualité pour les portions de territoire non reprises dans l'actualisation de 2015. Pour rappel, il s'agissait plus particulièrement de sécuriser les zones sensibles, améliorer les espaces publics dans le cœur des villages, développer un maillage d'itinéraires cyclables sécurisés et améliorer l'accueil et l'information des usagers du TEC par une meilleure lisibilité des lignes.

Mesure PCM 2004	échéance d'origine	terminée	en cours	reportée	supprimée	commentaires			
<b>Modération du trafic et sécurisation</b>									
Aménagement des axes dans la traversée des villages	MT		X			<ul style="list-style-type: none"><li>• Willemeau</li><li>• Templeuve</li></ul>			
<b>Transport en commun</b>									
Plans des lignes et informations aux arrêts	CT		X			toujours pas de plan de ligne disponible sur Internet			
Restructuration des lignes suburbaines	MT			X		pas encore réalisée			
Raccordement au tram-train du Grand Lille	LT			X		remplacé par le projet Réseau Express Grand Lille (échéance 2025)			
Mesure PCM 2015			échéance d'origine	terminée	en cours	reportée	supprimée	commentaires	
<b>Développement urbain (mesures externes)</b>									
Extension site hospitalier CHwapi-Union			CT		X				
Extension centre commercial- Bastions			CT		X				
Développement ZACC Morel			MT-LT						
Développement aval berges de l'Escaut			MT						
<b>Modes actifs (piétons – vélos)</b>									
Sécurisation traversées des boulevards			CT-MT		X			Secteur Bastions	
Sécurisation traversées gare SNCB-TEC			CT		X				
Amélioration secteur beffroi			CT		X				
Franchissement Escaut – Pont à Pont			MT		X				
<b>Transport en commun</b>									
Pôle d'échanges gare SNCB-TEC			CT		X				
Sites propres et priorités bus entrées de ville			CT-MT						
Navette bus Tournai Expo - boulevards			MT						
Amélioration de la lisibilité de l'offre de bus			CT						
<b>Flux écoles</b>									
Réalisation d'un plan de déplacement scolaire			CT						
Sécurisation parcours et abords écoles			CT-MT		X				
<b>Stationnement</b>									

P+R «Expos», «Froyennes» et «Manœuvres»	CT-MT		X			
Renforcement contrôle stationnement intra-muros	CT					
Assainissement stationnement sur les boulevards	CT					
Réduction stationnement voirie intra-muros	CT-MT					
<b>Aménagements - exploitation</b>						
N7 - chaussée de Bruxelles	/		X			
N50 - avenue de Maire	/					
Bd Delwart - porte Europe - Viaduc	/					
Bds des Nerviens/Déportés - portes Viaduc & Morel	/					
Bd des Combattants - portes Morel & Marvis	/		X			
Bd Marvis - portes Marvis & Dorcas	/		X			
Bds Lalaing/Roi Albert - portes Dorcas & Saint-Martin	/					
Bd Bara - portes Saint-Martin & de Lille	/					
Bd Léopold - portes Lille & Europe	/					
<b>Circulation automobile</b>						
Pont Kain - Froyennes	CT					
Principes accès Bastions	CT		X			
Principes accès CHWaPI	MT					
Maîtrise transit rues Marvis-Duquesnoy	CT		X			
Valorisation rue Perdue + soulagement Grand-Place	CT		X			

### **QUICK SCAN - Partie 2 : Évolution du contexte politique et de planification**

Ces différents éléments ont déjà été pris en compte dans l'actualisation du PCM ou se sont basés sur celle-ci

Document	Instance	Date	Éléments neufs ou divergents par rapport au PCM 2004
Schéma de structure	Ville de Tournai		Projets d'aménagement des ZACC
Plan communal cyclable	Ville de Tournai	19/09/2011	Itinéraires structurants, stationnement, communication
Plan communal de stationnement	Ville de Tournai	16/12/2014	Modification des zones bleues
Plan communal de développement rural	Ville de Tournai	2004	Projet de requalification des centres de village
Schéma d'accessibilité et de la mobilité pour la Wallonie picarde	IDETA-SPW	09/2008	Axe de développement sur le territoire de la Wallonie picarde
Schéma directeur cyclable en Wallonie picarde	IDETA-SPW	06/2011	Itinéraires cyclables touristiques
Étude de faisabilité dans le cadre du projet RAVeL de l'itinéraire de l'ancienne ligne SNCB 88a Tournai-Rumes	SPW-Ville de Tournai	01/2008	Nouvel axe cyclable d'accès à la gare
Étude mobilité pour l'extension du centre commercial «Les Bastions»	Privé	04/2012	Impact majeur sur l'aménagement du boulevard Walter de Marvis et la chaussée de Bruxelles

Rapport urbanistique et environnemental de la mise en œuvre de la ZACC Morel	Ville de Tournai	En cours	Développement d'un nouveau quartier au nord de Tournai
Etude d'incidences pour l'élargissement de l'Escaut	SPW- Voies hydrauliques	2014	Elargissement de l'Escaut dans sa traversée de Tournai et aménagements connexes
Réactualisation du Masterplan 2010 du site de la Gare de Tournai	SNCB	01/2016	

### **QUICK SCAN - Partie 3 : Scan thématique (pré diagnostic actualisation PCM)**

Cette partie n'est actuellement pas d'actualité, l'actualisation du PCM ayant été approuvée en novembre 2015.

Nouvel élément (projet, vision, réflexion, constats, tendances,...)	Ce qui implique :			
	Simple mise à jour des échéances	Complément à ajouter	Révision de la thématique/du chapitre	Révision complète transversale

### **III. Moyens budgétaires**

DGO2- subsides Wallonie cyclable : 474.358,00€

Budget communal mobilité : 805.000,00€

Budget communal voiries : 6.946.000,00€.

\* Les canevas du Quick scan sont repris en annexe dans l'original du rapport d'activités 2016, de la page 25 à 28.

### **3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de l'Epinette, 22. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal ( P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une société qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son magasin de la rue de l'Epinette, 22 à Tournai;

Considérant que cette société est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

Article 1er : dans la rue de l'Epinette à Tournai, face au n°22, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p><b>4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Ere, chaussée Romaine, 126. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</b></p>
---

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal ( P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la chaussée Romaine, 126 à 7500 Ere;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

Article 1er : dans la chaussée Romaine à Ere, face au n°126, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Vaulx, rue Communale, 22.  
Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Communale, 22 à 7536 Vaulx;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

Article 1er : dans la rue Communale à Vaulx, face au n°22, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, place du Palais de Justice,  
5. Création de deux emplacements de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un avocat du barreau de Tournai sollicitant la création d'emplacements de stationnement pour personnes handicapées à proximité du palais de justice, place du Palais de justice à Tournai.

Considérant que le service de police est favorable pour que deux emplacements y soient créés;

Considérant que ces deux emplacements se situeront en réalité au niveau de l'accès pour personnes à mobilité réduite situé à l'arrière du palais de justice, à savoir rue Albert Asou, mais qu'ils sont rattachés au 5, place du Palais de justice qui est l'adresse du palais de justice;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1 : à la place du Palais de justice, à l'arrière du bâtiment du palais de justice au niveau de l'accès pour personne à mobilité réduite (rue Albert Asou), deux emplacements de stationnement sont réservés aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 12 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Claquedent, 40.  
Création d'un second emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 27 août 2007 réservant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n° 40 de la rue Claquedent à Tournai;

Considérant la demande de l'association des sourds et malentendants du Tournaisis qui sollicite la création d'un second emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son siège social, rue Claquedent, 40 à 7500 Tournai;

Considérant que l'association est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable des services de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;  
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

Article 1er : dans la rue Claquedent à Tournai, face au n° 40, un second emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 12 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Corriers, 20.  
Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue des Corriers, 20 à Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable des services de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : dans la rue des Corriers à Tournai, face au n° 20, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux

dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<b>9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Château, 47. Création de deux emplacements de stationnement pour personnes handicapées.</b>
---

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un avocat du barreau de Tournai sollicitant la création d'emplacements de stationnement pour personnes handicapées à proximité du tribunal de commerce et de la jeunesse, rue du Château à Tournai;

Considérant que le service de police est favorable pour que deux emplacements y soient créés;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1 : dans la rue du Château à Tournai, face au n°47, au niveau de l'accès pour personnes à mobilité réduite, deux emplacements de stationnement sont réservés aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "12m". Les emplacements seront délimités au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<b>10. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Logis, 45. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</b>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue du Logis, 45 à Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable des services de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1er : dans la rue du Logis à Tournai, face au n°45, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<b>11. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Bruxelles, 141. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</b>
---

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 30 juin 2008 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°141 de la chaussée de Bruxelles à Tournai;

Considérant que le bénéficiaire a déménagé et que cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

Article 1 : dans la chaussée de Bruxelles à Tournai, face au n°141, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<b>12. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée d'Audenarde, 40. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</b>
---

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 27 janvier 2014 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°40 de la chaussée d'Audenarde à Tournai;

Considérant que la bénéficiaire a déménagé et que cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

Article 1er : dans la chaussée d'Audenarde à Tournai, face au n°40, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<b>13. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Froyennes, chaussée de Courtrai, 22. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</b>
---

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;  
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;  
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;  
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Considérant la décision du conseil communal du 6 septembre 2004 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°22 de la chaussée de Courtrai à Froyennes;  
Considérant que, vu le décès de la bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;  
Considérant le rapport de police;  
Considérant le plan de situation joint;  
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;  
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

Article 1er : dans la chaussée de Courtrai à Froyennes, face au n°22, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<b>14. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, place Victor Carbonnelle. Interdiction de stationnement.</b>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;  
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;  
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;  
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;  
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Considérant que les services du TEC-Hainaut sollicitent un marquage au sol place Victor Carbonnelle à Tournai pour interdire le stationnement;  
Considérant que cette demande a pour but de faciliter la manoeuvre des bus qui, après avoir quitté la gare de Tournai, font demi-tour au giratoire du Viaduc et virent à droite place Victor Carbonnelle afin de se diriger vers la rue Royale;  
Attendu que le service de police n'émet aucune objection à interdire le stationnement de part et d'autre de la chaussée partie comprise entre le boulevard des Nerviens et la place Victor Carbonnelle (côté droit), sur 15m. Cette interdiction sera matérialisée par une ligne discontinue de couleur jaune;  
Considérant le croquis de localisation annexé au présent dossier;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;  
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : dans la place Victor Carbonnelle à Tournai, le stationnement est interdit sur une distance de 15m, côté pair, de part et d'autre de la voirie, à partir du carrefour formé avec le boulevard des Nerviens. Cette mesure sera matérialisée par une ligne discontinue de couleur jaune.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié, conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**15. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Allard l'Olivier.  
Interdiction de stationnement.**

Monsieur le Conseiller communal Jean-Louis VIEREN entre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les conducteurs des bus TEC rencontrent des difficultés pour s'engager et/ou manoeuvrer aux abords du carrefour entre la rue de la Citadelle et la rue Allard l'Olivier à Tournai, des véhicules étant stationnés le long de la bordure du trottoir élargi entre le passage pour piétons et le quai d'embarquement de l'arrêt "Tournai CHwapi Union";

Attendu que le service de police n'émet aucune objection et qu'il propose d'interdire le stationnement de manière formelle, rue Allard l'Olivier, sur une distance de 28m à partir du passage pour piétons situé dans le prolongement de la rue de la Citadelle jusqu'au quai d'embarquement des TEC;

Considérant le croquis de localisation annexé au présent dossier;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : dans la rue Allard l'Olivier à Tournai, le stationnement est interdit sur une distance de 28m, côté habitation, à partir du passage pour piétons situé dans le prolongement de la rue de la Citadelle. Cette mesure sera matérialisée par une ligne discontinue de couleur jaune.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre des travaux. Il sera publié, conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera

en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**16. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Bergers. Mise en zone bleue.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée sur ce point :

"Mon intervention est complémentaire à ma remarque sur les zones bleues. Nous nous demandons s'il y avait une stratégie cachée pour arriver à ce que les automobilistes viennent en définitive se garer sur le grand parking de l'esplanade du Conseil de l'Europe."

Monsieur l'Echevin **Armand BOITE** lui répond :

"Nous avons été interpellés par le syndic et le secrétaire des médecins qui occupent le bâtiment de la rue des Bergers et qui y reçoivent de nombreux patients. Les riverains sont régulièrement dérangés par de nombreuses voitures. Il y a donc une demande des riverains de mettre cette partie en zone bleue, comme à l'avenue Montgomery."

Par 35 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 19 septembre 2016 réglementant la nouvelle gestion du stationnement en zone bleue dans le quartier formé par les rues:

- Cottrel
- André Hennebicq
- des Sports
- Allard l'Olivier
- Jean de Mesgrigny
- Général Piron (partie comprise entre la chaussée de Willemeau et la rue de Barges)
- de Barges (partie comprise entre le boulevard Albert et la rue Général Piron)
- Vauban (partie comprise entre le boulevard Albert et la rue de la Citadelle)
- de la Citadelle (partie comprise entre la rue des Sports et la rue Vauban)
- comprises dans l'enceinte du site DE BONGNIE

- chaussée de Willemeau (partie comprise entre l'avenue Montgomery et la rue Doublet)
- avenue Montgomery
- boulevard Lalaing [côté centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi) et centre public d'action sociale (CPAS)];

Considérant que, suite à l'interpellation des internistes du cabinet de cardiologie et de pneumologie localisé rue des Bergers à Tournai, le service de police propose d'étendre la zone bleue à cette rue;

Vu la décision du collège communal du 27 janvier 2017 de marquer son accord, sous réserve de la décision du conseil communal, sur la proposition du service de police d'étendre la zone bleue "quartier CHwapi" à la rue des Bergers;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

Par 35 voix pour et 3 abstentions;

#### **DECIDE :**

Article 1er : dans la rue des Bergers à Tournai, une zone bleue 2 heures est établie, excepté pour les riverains;

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale reprenant le pictogramme du disque de stationnement et la panneau additionnel "EXCEPTE RIVERAINS".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

#### **17. Plan de cohésion sociale. Rapports d'activités et financiers 2016. Approbation.**

La présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, prend la parole :

"Ce rapport d'activités montre le travail de coordination et la mise en réseau du plan de cohésion sociale. Il comprend des dépenses pour 2016 de 725.637,00€ avec un subside de 501.000,00€. La différence est à charge de la Ville.

La commission de cohésion sociale a le mérite de mettre en place une série d'activités, de services d'accompagnement, de leur donner la possibilité de pouvoir servir des personnes précarisées et de créer des réseaux d'animations dans certains quartiers.

Cette année 2016 a été particulièrement riche au niveau des actions qui ont été menées par toutes les associations. En 2017, nous allons encore progresser. Les subventions ont suivi. Elles pourraient être plus importantes. C'est la remarque de chaque association. Le développement se poursuit. Il permet de créer des liens qui n'existaient pas auparavant."

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, poursuit :

"Ce rapport d'activités montre le dynamisme du plan de cohésion sociale, notamment grâce au diagnostic réalisé en 2012 avec l'ensemble des acteurs sociaux de la région et qui a permis de définir une série d'orientations.

J'ai deux remarques à faire. La première, c'est le manque de concertation. Il y a eu le diagnostic. Depuis, régulièrement, il y a un manque de concertation avec l'ensemble des acteurs comme, par exemple, pour tout ce qui concerne les assuétudes. Pour le logement, quelque chose existe et est en train de se mettre en place. Par contre, d'autres secteurs ne se concertent pas régulièrement. On se contente du comité d'accompagnement. Mais il ne représente pas l'ensemble des acteurs.



Il y aurait une richesse à avoir des concertations régulières avec l'ensemble des secteurs qui ont des activités en parallèle ou complémentaires.

Deuxième remarque, c'est que j'ai entendu dire que le décret relatif aux plans de cohésion sociale était en réécriture à la Région wallonne. Il est question de supprimer l'obligation d'établir un diagnostic de départ. Je trouve dommage de le supprimer. Je me demandais si la Ville pouvait interpellier le gouvernement sur cette question et, peut-être, témoigner que c'est intéressant quand ça existe.

Je ne peux pas m'empêcher de questionner Monsieur l'Echevin du logement à propos des logements de la rue de la Madeleine, 48. Dans le rapport d'activités, il est précisé que tout a été vidé, mais quid de la suite ?"

Monsieur l'Echevin PS, **Vincent BRAECKELAERE**, lui répond à ce sujet :

"Il y a une proposition de vente du logement. Une estimation des travaux a été faite. Il y a tellement de dégâts dans ce logement que ce n'est plus possible pour nous de le rénover. Mais il faut savoir qu'on a inscrit les 14 logements de transit. Ici, il ne s'agissait pas vraiment de logement de transit mais de logement d'urgence. C'est complètement différent.

C'est en cours, mais ce logement-là sera vendu. Le dossier sera prochainement soumis au conseil communal. Mais la décision de principe a déjà été prise par le collège communal."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 visant à remplacer les plans de prévention de proximité par les plans de cohésion sociale (PCS);

Vu l'appel à adhésion lancé par le gouvernement wallon le 13 février 2013 à toutes les communes wallonnes de langue française et ce, en vue de reconduire le plan de cohésion sociale (PCS) pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2019, conformément à l'article 22 du décret du 6 novembre 2008;

Vu le plan de cohésion sociale 2014-2019 conclu avec la Région wallonne et approuvé par le conseil communal du 24 février 2014, prévoyant en plus de la coordination, la mise en oeuvre de projets développés au sein de quatre axes: les projets "personnel inter quartier" et "Tremplin 2000" dans l'axe 1 consacré à l'insertion socioprofessionnelle, "travail social de rue" dans l'axe 2, l'accès à la santé et le traitement des assuétudes dans l'axe 3, "maisons de quartier", "médiation de proximité" et "accès à l'information sans condition" dans l'axe 4, dédié aux liens sociaux, intergénérationnels et interculturels, ainsi que les projets déposés dans le cadre de l'article 18 du décret;

Considérant que les dispositions du décret prévoient l'établissement d'un rapport annuel d'activités et d'un rapport financier qui doivent être transmis à la Région wallonne pour le 31 mars 2017 au plus tard;

Considérant que ces rapports doivent préalablement avoir reçu, d'une part, l'avis de la commission d'accompagnement et d'autre part, l'approbation du conseil communal;

Considérant que la commission d'accompagnement n'a pu se réunir que le 30 mars 2017 et qu'une demande de report pour l'envoi des documents a dès lors été adressée à la Région wallonne, qui l'a acceptée;

Considérant que dans le but d'éclairer au mieux les mandataires communaux, la commission d'accompagnement a souhaité qu'une note complémentaire au rapport d'activités du plan de cohésion sociale soit réalisée,

Considérant que la structure du plan de cohésion sociale se décompose comme telle:

"Les rapports d'activités et financiers portent sur toutes les actions (12) mises en œuvre dans le cadre du plan de cohésion sociale et de l'article 18 du décret (6) en 2016, à savoir :

"Cellule de gestion :

- coordination de projets
- mise en oeuvre du réseau des chefs de projets de Wallonie picarde;

**AXE I : insertion socioprofessionnelle**

- projet personnel inter-quartier (PIQ)
- Tremplin 2000
- projet déposé par "la Ressourcerie le Carré", dans le cadre de l'article 18 du décret;

**AXE II : logement**

- travail de rue : trois actions liées au logement, à savoir \*rechercher un logement, \*accéder au logement et \*garder son logement;

**AXE III : accès à la santé et traitement des assuétudes**

- projet déposé par "la maison des familles" dans le cadre de l'article 18 du décret;

**AXE IV : retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels**

- travail social de rue
- maisons de quartier de Templeuve, de Gaurain et du Maroc et écoles de devoirs de Marvis, de Gaurain et du Maroc
- médiation de proximité
- accès à l'information sans condition (par Infor Jeunes)
- projet déposé par "ANAMA" dans le cadre de l'article 18 du décret
- projet déposé par "Port'ouverte" dans le cadre de l'article 18 du décret
- projet déposé par "Vie féminine" dans le cadre de l'article 18 du décret
- projet déposé par "Vit'ALE" dans le cadre de l'article 18 du décret.";

Considérant que la note complémentaire au rapport d'activités 2016 du plan de cohésion sociale a été rédigée et présentée à la commission d'accompagnement comme suit:

**"Rapport d'activités complémentaire du plan de cohésion sociale pour l'année 2016**

**1. Coordination et mise en réseau, gestion du plan et missions du chef de projet**

Participation des deux coordinateurs à divers réseaux [Relais social urbain de Tournai, réseau santé mentale du Hainaut occidental (RSUT), relais santé, commission pauvreté du conseil d'arrondissement d'aide à la jeunesse, collectif acteurs jeunesse

de Tournai, coordination assuétudes du Hainaut occidental, atelier de prévention de l'usage des drogues, atelier de prévention en milieu scolaire, comité d'accompagnement centre d'accueil des demandeurs d'asile, commission communale du logement]

Développement du réseau Insertions: réseau des acteurs tournaisiens du lien social et de

l'insertion socioprofessionnelle pour une meilleure insertion des publics éloignés de l'emploi :

création d'un groupe de travail sur la motivation et la mise en place d'une formation pour les acteurs du réseau sur les ressorts individuels et sociétaux de la motivation.

Début de mise en place d'une maison de l'habitat (rentrée d'un dossier de subventionnement auprès du réseau social urbain de Tournai, mise en place d'un comité d'accompagnement du projet réunissant divers acteurs locaux du logement et initiation du travail de mise sur pied de ce nouveau service au niveau communal).

**2. Mise en réseau des chefs de projet de Wallonie picarde**

Participation des coordinateurs aux réunions du réseau et échange d'informations.

**3. Personnel inter quartier (PIQ)**

N.B. La terminologie PIQ (projet inter quartier) ne semble plus adaptée, elle remonte à l'origine du projet.

L'objectif de ce projet est la mise à disposition par le centre public d'action sociale (CPAS) de personnes engagées dans le cadre de l'article 60§7 en vue de leur permettre d'acquérir des compétences, de les développer et d'avoir une expérience de travail valorisante sur leur curriculum vitae afin de décrocher un emploi ultérieur. Au 1er janvier 2016, l'effectif était de 5 personnes : 2 au service propreté, 1 en mécanique, 1 dans le bâtiment et 1 aux espaces verts.

Dans le courant de l'année, 12 autres personnes ont été engagées soit en remplacement de personnes ayant terminé leur contrat, soit en fonction de leurs compétences spécifiques ou des demandes particulières de la Ville. La répartition s'effectue comme suit : 10 ouvriers/manœuvres (2 au cimetière, 1 en peinture, 2 en voirie, 1 aux espaces verts, 1 au service des fêtes, 1 pour le bâtiment, 2 pour la propreté publique) et deux employés administratifs (un pour le SAIS et une pour le service juridique).

Le contrat d'une personne engagée en 2016 n'a pas été renouvelé : un seul mois de prestation avec des absences et manque de compétences souhaitées pour le poste.

La sélection se fait toujours en partenariat avec l'ingénieur de la Ville, et les évaluations et suivis des travailleurs se font exclusivement via le service insertion socioprofessionnelle du CPAS de Tournai.

Signalons que malgré l'évolution croissante du nombre de revenus d'intégration sociale, nous éprouvons des difficultés par rapport au recrutement : manque de compétences et de motivation au travail.

Pour 2017, une augmentation du nombre de personnes mises à disposition ainsi qu'une diversité dans les fonctions sont toujours souhaitées. Ainsi début 2017 un recrutement par rapport à un poste de technicien(ne) de surface a été mis sur pied.

#### 4. Tremplin 2000

37 stagiaires ont presté 13.475 heures durant l'exercice 2016. De nombreux stagiaires ont interrompu prématurément leur parcours de formation pour des raisons médicales. D'autres pour absences injustifiées... Les bénéficiaires du RIS sont majoritaires tandis que les plus de 50 ans sont en augmentation sensible (cfr. application des mesures gouvernementales). La recherche et l'organisation des stages en entreprise restent une préoccupation, vu le marché de l'emploi très sélectif et les différents opérateurs pratiquant l'alternance. Le marché de l'emploi change en profondeur avec la robotisation et la numérisation de l'économie. Elles engendrent de nouvelles compétences à acquérir très rapidement...Un défi sociétal à relever !

En 2016, le volume d'heures à atteindre : 14.398 heures en respectant le cahier de charges validé par la Région wallonne.

Tremplin 2000 a participé aux réunions du réseau – insertion organisées par le SAIS qui apporte une plus-value sur le plan local.

Le partenariat avec le Logis tournaisien se poursuit et a permis la rénovation de sept logements et l'organisation de plusieurs stages qui peuvent aboutir à un emploi. Deux chantiers didactiques sont en cours avec le Logis tournaisien.

Enfin, Tremplin 2000 est agréé en tant que CISP (centres d'insertion socioprofessionnelle) pour la programmation 2017 – 2023.

#### 5. Logements de transit

Fin 2015, les logements situés rue de la Madeleine, gérés conjointement par le CPAS et le SAIS, ont dû être évacués parce qu'ils avaient été fortement détériorés.

Cependant, la fermeture des logements précités n'a nullement entravé le travail quotidien des éducateurs en matière de logement. Celui-ci s'est poursuivi comme auparavant, par le biais des permanences et avec le soutien de l'ensemble des partenaires actifs dans ce domaine et plus

particulièrement du CPAS, du Droit au logement (DAL), du Logis tournoisien, de l'Agence immobilière sociale (AIS), des maisons d'accueil, etc.

## 6. Travail social de rue

En 2016, 254 dossiers ont été ouverts en permanence (206 dossiers en 2015). Au total, 1862 demandes ont été traitées. Le nombre de situations suivies est toutefois supérieur à ce chiffre car plusieurs accompagnements et interventions se déroulent soit en rue directement, soit auprès d'organismes partenaires (Braséro, assiette pour tous, abris de nuit, etc.). Ces dernières ne sont pas reprises dans nos statistiques.

Lors du travail mené en rue, il est en effet difficile de quantifier voire de définir nos interventions, le travail qui s'y mène étant extrêmement diversifié. La permanence est un lieu de «sortie de contexte d'urgence» où il est possible d'amener progressivement un cadre de travail plus propice à la récolte de données.

### Population :

Dans ce cadre, nous constatons une augmentation de la représentation de la tranche des 18-25 ans (21% au lieu de 12% en 2014) et une apparition de la population mineure. Mais la moyenne d'âge de la population accueillie est de 36 ans avec un écart type de 13 ans.

La population accompagnée est constituée principalement d'hommes (67%) et nous notons que la grande majorité de la population d'utilisateurs est de nationalité belge (82,6 %). La représentation des personnes sans ressource financière est également en hausse.

### Logement :

Beaucoup d'utilisateurs ne bénéficient pas d'un logement décent, qu'il s'agisse de personnes squattant des bâtiments abandonnés, d'utilisateurs de l'abri de nuit, ou encore de personnes errant de proche en proche. Nous notons également que la question de la mendicité n'est pas nécessairement corrélée à celle du logement.

Les demandes liées au logement n'ont pas diminué malgré les permanences de l'atelier logement. En effet, 322 demandes directement liées au logement ont été traitées en 2016.

### Assuétudes :

Les situations d'assuétudes sont très récurrentes parmi la population accueillie à la permanence du service (52% de la population est consommatrice). Au sein de notre population de bénéficiaires, trois fois plus d'hommes que de femmes sont concernés par la question de l'assuétude, mais la problématique ne semble pas concerner une tranche d'âge en particulier.

### Réseau :

L'équipe de rue maintient sa collaboration avec le Réseau social urbain de Tournai (RSUT) (maraudes conjointes avec les infirmiers de rue, collaborations dans le cadre du plan grands froids, dans le cadre de la Homeless Cup, tenue d'une réunion «clinique de rue» tous les premiers mercredi du mois, etc.).

De la même façon, l'équipe poursuit la collaboration avec le réseau dans le cadre du projet DAMSI (dispositif d'accès au matériel stérile d'injection), du projet PRISM (prévention, réduction des risques, information dans les lieux de sortie et milieux festifs), de l'atelier logement, du réseau Insertions, de l'APUD (atelier de prévention de l'usage des drogues), des interventions du projet 107, de l'atelier «connexion périnatalité», des réunions du DAL (droit au logement).

L'équipe collabore également de façon ponctuelle avec les intervenants qui en font la demande. Ainsi l'équipe de rue fait régulièrement acte de présence au sein d'«une assiette pour tous» afin d'y apaiser les tensions, inclut le «braséro» dans ses maraudes ou peut participer à des concertations cliniques dans certaines situations.

L'équipe peut également intervenir de façon ponctuelle dans des situations exceptionnelles, telles que les situations d'expulsions de logements déclarés insalubres, ou encore l'élaboration de dispositifs mené en cogestion sur la thématique des habitants de la rue par exemple.

## 7. Maisons de quartier et écoles de devoirs (EDD)

### 7.1. Maisons de quartier

- Templeuve : maison de quartier ouverte 6 jours par semaine et pendant les congés scolaires.

72 jeunes (72 aussi en 2015) dont 22 filles et 50 garçons la fréquentent. L'âge moyen des jeunes est, pour diverses raisons, plus élevé qu'en 2014. Le public a globalement vieilli, tout en connaissant un renouvellement. Toutes les situations scolaires ou professionnelles sont représentées.

En termes d'histoire scolaire, il est interpellant de constater que la moitié des jeunes ont doublé au moins deux fois. En termes de suivis individuels, la maison de quartier a été une ressource pour les familles de 22 jeunes qui l'ont interpellée par rapport à des problèmes chez leur enfant et/ou par rapport à leur relation avec celui-ci. De façon générale et dans les suivis individuels, les éducateurs ont traité des questions liées à l'insertion professionnelle, au décrochage, à l'absentéisme, l'orientation scolaire, la santé et la justice. Ce travail ainsi que l'action collective ont mené à la réinsertion scolaire de certains, à une réorientation plus motivante pour d'autres, à la diminution de l'absentéisme, à la réduction de conflits entre jeunes y compris à l'extérieur de la maison de quartier, à l'accès à un job étudiant et pour certains à une diminution de leur consommation d'alcool et/ou de drogues.

Divers projets collectifs ont été menés : cycles d'animations de prévention de la violence, ateliers de jeux de coopération et de stratégie, atelier musique, activités culturelles diverses, ateliers sportifs, ateliers graphes, opération «Eté solidaire, je suis partenaire», participation à diverses séances d'information [Service d'information sur les études et les professions (SIEP), Mission régionale pour l'emploi de la Wallonie picarde (MIREWAPI), Infor Jeunes] et visite de Londres. Elles ont ensemble contribué à développer une meilleure cohésion de groupe entre les jeunes (qui porte ses effets à l'extérieur de la maison de quartier grâce au partage dans son cadre d'expériences positives dans un esprit d'ouverture et de coopération), une meilleure solidarité, à la valorisation de plusieurs jeunes (y compris entre eux ou vis-à-vis de leurs parents ou de leurs enseignants), à la multiplication de leurs ressources et repères culturels, nourrissant par là leur regard sur le monde et leur esprit critique. L'opération «Eté solidaire, je suis partenaire» a eu, comme les fois précédentes, le bénéfice de responsabiliser davantage les jeunes vis-à-vis de leur environnement/de leur communauté ainsi que d'améliorer leur image aux yeux des adultes du village.

Les participants au projet de Londres ont acquis plus d'assurance dans leurs contacts avec «l'extérieur inconnu», des bases d'anglais et pour certains l'envie d'approfondir, plus d'ouverture d'esprit, de tolérance et d'intérêt vis-à-vis de cultures qu'ils ne connaissaient pas, ainsi qu'une facilité accrue à communiquer avec les éducateurs avec qui ils ont vécu cette expérience et avec qui des liens se sont renforcés.

Une difficulté pour la maison de quartier demeure le manque d'un espace isolé où mener des activités sans s'exposer au regard des autres (exemple : atelier musique) et où mener un entretien confidentiel (des solutions doivent être improvisées lorsque le besoin se présente).

- Gaurain : maison de quartier ouverte deux jours par semaine et pendant une partie des congés scolaires

En 2016, 43 jeunes l'ont fréquentée: 11 filles et 32 garçons. La fréquentation est restée stationnaire par rapport à 2015, les plus réguliers ayant entre 14 et 18 ans. Toutes les situations scolaires sont représentées. 19 jeunes ont bénéficié d'un suivi individuel. On peut noter, entre autres, que la majorité des jeunes manifestent un besoin d'écoute, de conseils et d'attention. Les jeunes fréquentant la maison de quartier de façon régulière sont en réduction. Ce qui peut s'expliquer par la restructuration (séparation des dispositifs école de devoirs et maison de quartier) ayant amené une

réduction des plages horaires disponibles pour les adolescents (d'où le problème d'identification comme lieu ressource) et une continuité perdue entre les deux structures. Une collaboration est envisagée afin de regagner une cohérence entre les projets et de rétablir une continuité symbolique et pratique. La maison de quartier a été une ressource dans certains cas pour les parents de ceux qui la fréquentent. Elle a également joué le rôle de « médiateur », comme lieu de réception de la parole de ces divers protagonistes et de traitement de cette parole pour contribuer à régler certaines tensions. Diverses activités collectives ont été organisées (ateliers jeux de rôles, théâtre et improvisation, jeux de société coopératifs, activités sportives, ateliers médias, ateliers musique, sorties culturelles, séances d'information, etc.). Les effets observés ont été multiples : augmentation de l'assertivité des jeunes, amélioration de leur communication, de leur esprit de solidarité, de l'estime d'eux-mêmes, plus grande ouverture culturelle – connaissances et curiosité, développement de l'esprit critique. Le local de la maison de quartier est toujours dans un très mauvais état.

- Maroc : maison de quartier ouverte au total 3 heures (2 le mercredi + 1 le vendredi) par semaine pendant la période scolaire

33 jeunes, soit 15 filles et 18 garçons, l'ont fréquentée. La majorité de ceux-ci ont entre 15 et 18 ans. Toutes les situations scolaires sont représentées. 19 jeunes ont fait l'objet d'un suivi individuel (davantage qu'en 2015).

L'action des maisons de quartier sera poursuivie en 2016 dans les trois quartiers, à condition que les conventions premier emploi soient maintenues.

#### 7.2. Écoles de devoirs (EDD)

Il y a 3 écoles de devoirs : à Marvis, dans le quartier du Maroc et à Gaurain . 83 enfants âgés entre 6 et 15 ans et leurs familles y sont inscrits

##### Suivi scolaire:

- aide aux devoirs,
- contacts avec les enseignants,
- collaboration avec les parents et tout service travaillant sur la scolarité de l'enfant [centres psycho-médicaux-sociaux, centre de réadaptation, service d'aide à la jeunesse (SAJ),...]

##### Suivi psychosocial:

- entretiens avec l'enfant, observation de son évolution,
- travail sur son intégration au sein du groupe,
- orientation vers des services spécialisés,
- entretien avec les familles,
- aide aux démarches concernant le suivi social de la famille,... (planning familial, services de l'aide à la jeunesse, cpas...)

##### Organisation d'activités culturelles et de loisirs:

- participation aux manifestations culturelles et festives locales,
- atelier avec la bibliothèque de rue,
- organisation de stages sportifs, culturels (théâtre) pendant les vacances scolaires,
- organisation d'excursions (visite de musées, d'expositions, parcs d'attractions...)

##### Marvis :

Plusieurs familles, dont les parents ne maîtrisent pas la langue française, sont suivies dans cette EDD. Ceci demande un travail particulier avec les enfants pour lesquels le français est une langue étrangère (nécessité d'un suivi presque individuel) et implique une communication différente avec les parents. L'EDD de Marvis est en train de concevoir un projet de « festival des cultures » afin d'éduquer les enfants accueillis au « bien vivre ensemble ».

Par ailleurs, l'EDD de Marvis souhaite organiser une activité « Jardinage – permaculture – sensibilisation au développement durable ».

Lors des vacances scolaires, toutes les EDD se rassemblent à Marvis dans un souci de simplification logistique.

#### Gaurain :

Un rang accompagné d'un éducateur est effectué à partir des 2 écoles du village afin d'amener les enfants à l'EDD. Bien que ceci crée une proximité avec les équipes pédagogiques en place, la question de la sécurité et du confort des enfants bénéficiant de nos services se pose. Cela impacte par ailleurs le fonctionnement de l'EDD puisque cette contrainte, à elle seule, implique un binôme de travailleurs dès l'ouverture de l'EDD.

L'EDD de Gaurain est en train de mettre en place un projet de sensibilisation à l'utilisation critique des nouveaux médias. Dans le cadre de ce projet, plusieurs concertations sont prévues avec les différents partenaires (bibliothèque de rue, maisons de quartiers, etc.).

Les éducateurs et le responsable de projet de Gaurain participent directement à la réunion de parents qui se donne à l'école libre.

#### Maroc :

L'EDD de Maroc intervient de plus en plus fréquemment dans la vie et le développement communautaire du quartier. Elle développe, par ailleurs, beaucoup de collaborations en transversalité avec les autres services investis dans le quartier.

En cours d'année, il est difficile d'inscrire de nouveaux enfants en EDD, le nombre de places est limité afin de respecter les normes d'encadrement, d'effectuer un suivi de qualité et ce, au vu de l'espace dont les EDD disposent.

Parmi les difficultés rencontrées, signalons que le local de l'EDD Gaurain est vétuste et partagé avec la maison de quartier. Il s'agit d'un local très énergivore, sujet également aux inondations et aux courants d'air. Ce local ne dispose pas, par ailleurs, d'un accès à internet, ce qui complique considérablement le travail d'accompagnement scolaire.

De même, le local de l'EDD Maroc est petit (maison mitoyenne sur 2 étages) et ne dispose pas d'un accès à internet, ce qui complique considérablement le travail des éducateurs dans leur mission d'accompagnement scolaire.

Nous notons également une réelle difficulté pour certaines familles ne bénéficiant pas de véhicule, d'amener les enfants en EDD. Un partenariat avec un organisme de ramassage scolaire serait très bénéfique, tout particulièrement pour l'EDD de Gaurain.

Poursuite des actions dans les 3 EDD moyennant le renouvellement de la mesure "convention premier emploi" finançant un poste d'éducatrice.

#### 8. Médiation de proximité

L'équipe se compose de 3 médiateurs à mi-temps. Le dernier arrivé dans l'équipe est maintenant certifié en gestion des conflits entre adultes à l'université de paix de Namur.

En 2016, 120 dossiers ouverts et 129 dossiers traités (soit une augmentation de 44% par rapport à 2015). Cette augmentation est en grande partie le fruit d'une campagne d'information multiple menée en octobre 2016 au travers d'actions de sensibilisation à l'attention du grand public ainsi que des partenaires potentiels via la presse écrite, la radio, la télévision locale, lors de permanences ainsi qu'au contact direct (rencontre citoyenne et présence sur le marché).

75 dossiers concernaient des conflits de voisinage, 27 des conflits intrafamiliaux et 16 entre propriétaires et locataires. 75, 8% des conflits traités concernent donc «l'habitat» au sens large.

Divers partenaires ont orienté des dossiers vers le service, la police restant le partenaire le plus actif en la matière, suivi de près par la justice de paix et le Logis tournoisien.

Une action de sensibilisation directe de la population dans les quartiers a été organisée en partenariat avec le Logis tournoisien, la police et la justice de paix du deuxième canton. Elle s'est déroulée dans le quartier Saint-Jean dans les locaux de «Danses et cie» et est programmée pour le grand public et les partenaires en 2017.

#### 9. Accès à l'information, sans condition ! (Infor Jeunes)

Les jeunes fréquentant les maisons de quartier de Tournai (Maroc, Gaurain et Templeuve) sont le public cible de cette action. Les jeunes rencontrés sont âgés de 10 à 21 ans. Le nombre de jeunes présents varie en fonction des périodes de l'année.

En 2016, une trentaine d'animations (job étudiant : curriculum vitae, lettre de motivation et entretien d'embauche, réseaux sociaux, droits et devoirs des jeunes par exemple) ont été réalisées ainsi que plusieurs rencontres avec les éducateurs de maisons de quartier afin de cerner au mieux les besoins et demandes des jeunes.

Notre présence dans les maisons de quartier facilite la diffusion de l'information auprès de jeunes y ayant moins accès. Nous essayons de transmettre l'information de façon ludique afin de développer les échanges.

Les animations sont prévues par semestre en collaboration avec les éducateurs et les jeunes. Des supports d'information sont amenés lors des séances d'animation.

Toutes les productions documentaires que notre centre réalise sont communiquées aux éducateurs. Les jeunes fréquentant les maisons de quartier sont tous différents (âge, scolarité, milieu social, etc.) et nous adaptons nos animations et notre façon de travailler avec chacun d'entre eux dans le but de répondre au mieux à leurs besoins.

Perspectives 2017 : le public est changeant et nous ne pouvons jamais prévoir le nombre de jeunes présents. Nous évoquons la possibilité de regrouper les publics des maisons de quartier de Templeuve et Gaurain dans un seul espace d'animation. Nous envisageons également de privilégier la prise de parole des jeunes en animant des mini-débats sur base de capsules vidéos. Nous continuons de dispenser des informations thématiques comme les années précédentes.

#### 10. Inter Actions (Port'Ouverte)

Public atteint : le nombre estimé tourne autour de 300 personnes qui sont touchées directement. Il s'agit de jeunes, d'adultes et de personnes âgées.

##### Actions menées :

##### Potager collectif du Luchet d'Antoing

Participation active au potager communautaire au Luchet d'Antoing. Cette activité est développée toute l'année depuis le mois de juin 2014, en partenariat avec le Logis tournaisien et le comité d'habitants du quartier Saint-Jean. Trois bacs de potager sont entretenus par les jeunes. Les échanges se multiplient et la cohabitation entre les jeunes et les adultes se fait de plus en plus harmonieusement. Les adultes participent à l'éducation potagère des jeunes et leur donnent des petits trucs et astuces pour que leurs récoltes soient meilleures. Il y a une véritable transmission de savoirs par la pratique. Les adultes apprennent à connaître les enfants et des liens se créent et se renforcent dans le quartier entre les générations.

Au-delà de l'entretien de leurs parcelles, les jeunes ont contribué aux espaces communautaires du jardin. Ils ont dessiné de nouvelles parcelles et créé des hôtels à insectes. Ils ont participé également à la construction d'une toilette sèche accessible aux différents utilisateurs du jardin.

Deux séances d'informations ont été organisées pour sensibiliser les jeunes et les habitants au compostage. Il est envisagé de créer un compost collectif pour le quartier.

Les jeunes participent également aux tâches collectives d'entretien de l'espace potager ; de la tonte à la taille des haies. En outre, le potager a également été décoré avec les jeunes à l'occasion des festivités d'Halloween et de l'Art dans la ville.

Un stage découverte nature a également été organisé pour tenter de repenser l'espace et de l'aménager de la plus belle manière. Les jeunes se montrent intéressés et forment désormais un noyau qui fréquente régulièrement le jardin.

Depuis la fin de l'année, chaque mois, une activité commune avec les jeunes et les plus âgés est organisée.

##### Atelier Photo



Nous avons mis en place, dans les quartiers du Vert Bocage et du Luchet d'Antoing, un studio mobile de photographie et nous organisons des séances de photos avec les personnes âgées du quartier qui acceptent de se faire photographier. Les rencontres avec les habitants sont des moments très riches et parfois émouvants que l'animatrice et les jeunes nous relatent lorsqu'ils reviennent. Les personnes âgées du quartier sont fort demandeuses de rencontres et de discussions sur leur histoire. Chaque personne âgée est amenée à transmettre une photo d'elle, lorsqu'elle était plus jeune. Les jeunes reproduisent la photo à l'identique avec la personne sous ses traits d'aujourd'hui. Ces rencontres permettent de favoriser les échanges entre les jeunes et les personnes âgées sur la vie passée et celle d'aujourd'hui et sur tout ce qu'elles ont pu vivre entre deux photos. Les photos sont difficilement exploitables en raison d'un problème avec la synchronisation de la prise de photo et du flash du studio. Problème que nous tentons de résoudre avec l'aide d'un photographe professionnel. Les jeunes ont concrétisé une nouvelle exposition dans le cadre de l'Art dans la ville fin octobre. Le thème d'Halloween a été retenu pour créer différentes animations dans le quartier du Luchet d'Antoing. Nous avons par conséquent mis en place des séances d'atelier... qui dérangent. Ils ont été invités à photographier ce qui les dérangeait le plus dans leur ville. Ils ont retenu 5 photos retouchées de manière à bien mettre en évidence ces éléments. L'expo a pris pour nom "Horreur dans ma ville" et a été rendue visible durant les festivités de l'Art dans la ville qui se sont déroulées dans le quartier précité. Les jeunes ont reçu de nombreux retours positifs des adultes, des personnes âgées. Ils ont exprimé le souhait d'approcher les techniques de retouches photo. Nous envisageons l'achat de logiciels spécialisés pour pouvoir répondre à cette demande. D'autant que cette activité socioculturelle permet aux jeunes de prendre une place active et citoyenne dans leur cité et se trouvent particulièrement valorisés, ce qui rejoint les objectifs que nous poursuivons au travers des actions du plan de cohésion sociale.

#### Création d'un calendrier intergénérationnel

Nous avons sollicité des personnes âgées du quartier afin de poser avec les jeunes enfants pour créer une série de photos de groupe. Les plus belles d'entre elles ont été compilées dans un calendrier. Les photos illustrent de vieilles personnes et des jeunes réunis. Ce fut également un prétexte à la rencontre avec les enfants. Un seul exemplaire du calendrier a été édité et se trouve au local des jeunes dans le quartier du Luchet d'Antoing. La perspective est de refaire un calendrier en déguisant les protagonistes de manière différente sur chaque photo de façon à illustrer chaque mois. Ces photos seraient également diffusées sur les réseaux sociaux. De façon à élargir le groupe, nous tenterons de motiver les jeunes de l'atelier photo à ce projet.

#### Tables d'hôtes et autres repas avec les aînés

Les jeunes préparent des repas auxquels sont conviés les adultes, les habitants du quartier, les personnes âgées avec pour objectif de favoriser la rencontre et de valoriser les actions des jeunes. Nous avons organisé deux «repas» cette année.

#### Repas du lundi parjuré.

Nous avons organisé l'accueil d'hôtes à l'occasion de la tradition tournaise du lundi parjuré. Les jeunes ont mis les petits plats dans les grands pour accueillir des personnes de leur quartier, mais aussi des personnes extérieures à celui-ci. Ils ont créé les décors de la pièce, des tables et ont confectionné un repas dans la plus pure tradition tournaise. Ils ont également confectionné eux-mêmes les galettes des rois. Les convives étaient invités à tirer les différents rôles pour jouer au célèbre jeu qui accompagne ce repas traditionnel. Les convives ont été enchantés par la soirée et les jeunes ont trouvé une valorisation extraordinaire par les retours donnés par les différents convives. Toutes les générations étaient représentées ce soir-là.

#### Table d'hôte du "courtil du Faubourg"

Accueil des habitants du quartier pour fêter et inaugurer une sculpture représentant l'histoire du quartier. Rencontre avec les jeunes de l'atelier cuisine qui ont confectionné le repas, mais aussi avec les enfants qui fréquentent l'école du quartier et qui ont constitué une chorale pour l'occasion, en

interprétant une chanson spécialement écrite pour l'occasion, en partenariat avec le conservatoire de musique de Tournai, et rappelant des anecdotes et des personnalités du quartier.

#### L'atelier cuisine

Il permet aux jeunes de s'exercer toute l'année aux techniques utiles à la confection des repas collectifs. Désormais, ils réalisent aussi des préparations tout au long de l'année et des échanges ont lieu avec des habitants du quartier, pour être juges de leurs réalisations comme dans les émissions de "télé réalité". Les jeunes sont confrontés à un jury. Ils se voient valorisés par les adultes et cela favorise les échanges et la connaissance entre les générations. Les "juges" peuvent aussi être de bon conseil et faire part de leur expérience.

#### Les papotes et la soupe intergénérationnelle

Les "papotes" ont lieu chaque semaine, le jeudi, sauf pendant les vacances scolaires. Il s'agit d'un espace de rencontres et d'échanges entre personnes âgées autour d'un repas au Luchet d'Antoing. Cette activité permet de lutter contre l'isolement des personnes âgées. Lors de l'évaluation, les personnes âgées, qui fréquentent l'activité, affirment y trouver de la "convivialité" et du "baume au cœur". C'est devenu pour elles, un but de sortie qui leur permet de conserver et développer des liens sociaux. Elles disent que ça leur offre un rajeunissement et du punch pour la semaine. Au terme du repas, les personnes âgées confectionnent un goûter ou une soupe, selon la saison, pour les enfants qui arrivent à l'école de devoirs et le partagent avec eux dans un moment d'échange. C'est aussi un moment attendu et apprécié en particulier pour les enfants qui savent bien que le jeudi, le goûter est préparé par les "mamies". Ce moment favorise les liens entre les jeunes et les personnes âgées. Ils échangent sur la vie de tous les jours, du passé, du présent, etc.

#### Rencontres intergénérationnelles

Nous avons également poursuivi les rencontres intergénérationnelles avec un home de personnes âgées en partenariat avec la résidence Jeanne d'Arc et l'ASBL AG'y Sont. Ces rencontres ont été structurées autour des objets anciens. Les jeunes étaient invités à deviner à quoi pouvaient servir certains objets devenus aujourd'hui complètement inutilisés. Les résidents avaient ensuite l'opportunité d'expliquer à quoi servait l'objet de leur temps, ce qui permettait aux jeunes de se plonger dans l'histoire passée, dont les personnes âgées sont les témoins. Les échanges ont été plus larges évidemment et les jeunes se sont montrés très intéressés par ces histoires.

#### Atelier vidéo

L'atelier vidéo a pris deux directions différentes qui doivent permettre de valoriser les jeunes et leurs actions. D'une part, un pôle de création de courts-métrages et, d'autre part, un pôle de création de petits reportages vidéos sur des activités de jeunes à Tournai. Ces activités ont lieu les lundis, mais aussi occasionnellement les jeudis de chaque semaine, ainsi que durant les vacances et quelques week-ends de l'année.

Nous avons pour cela le soutien du centre d'information jeunesse de Tournai qui est notre consultant spécialiste, mais aussi du CJWAPI collectif des centres de jeunes de Wallonie Picarde et Kinovideo. Plusieurs courts-métrages ont vu le jour en 2016, certains avec quelques effets spéciaux. Cette approche permet aux jeunes d'appréhender l'outil vidéo et de se mettre en valeur dans les différents métiers du petit et du grand écran. Les films ont été diffusés par internet et les réseaux sociaux et ont été vus de très nombreuses fois. Ils ont été partagés par de nombreuses personnes. Ces films permettent de donner une image positive d'une jeunesse active et créative. Cette dynamique a permis de créer une émulation auprès d'autres jeunes qui fréquentent le centre et qui se mettent à travailler des scénarios pour réaliser leur propre court-métrage. Nous envisageons, à ce propos, d'organiser un petit festival du court-métrage réalisé par des ados. Le groupe reporter a récolté des témoignages de jeunes sur des sujets d'actualité. Cependant, nous n'avons pas diffusé ces images, car nous estimions finalement qu'elles ne permettaient pas de mettre en valeur utilement les jeunes. Les sujets choisis étaient trop polémiques et nous avons dès lors changé d'optique pour nous concentrer sur la réalisation de petites capsules vidéos de mise en valeur des jeunes au travers d'activités

réalisées par des jeunes. Nous avons déjà commencé à récolter les images. Une action qui sera poursuivie en 2017 et qui doit permettre de créer un nombre suffisant de capsules pour une diffusion régulière, notamment sur les réseaux sociaux.

#### Opération Mon quartier j'en prends soin

Les jeunes ont mené une nouvelle opération de nettoyage de leur quartier en ramassant une journée durant, les déchets qui jonchent les espaces publics de leur quartier. Cette opération a eu lieu avec quelques habitants du quartier. Cette action citoyenne permet à nouveau de valoriser les jeunes auprès des autres générations. Ils donnent une image à contresens de ce qu'on a l'habitude de véhiculer pour les jeunes lorsqu'on les cible comme perturbateurs et non respectueux de leur environnement. Cette action a été développée en partenariat avec le Logis tournoisien, l'intercommunale de gestion de l'environnement (Ipalle) et le comité de quartier Saint-Jean.

#### Perspectives

- Pérennisation des actions.
- Nouveaux courts-métrages et vidéos de valorisation et diffusion
- Amélioration du potager collectif en termes de décoration
- Nouvelle exposition photo
- Création d'un «bistrot de quartier» mensuel comme temps et espace de rencontre avec les jeunes et les habitants du quartier de manière à multiplier les moments d'échanges entre les générations.

#### 11. Projet déposé par l'ASBL Anama

L'ASBL Anama a démarré ses activités en janvier 2011. Deux axes définis par les statuts sont mis en place :

- Visites aux personnes isolées ne pouvant se déplacer.
- Mise en place d'activités permettant aux personnes qui peuvent se déplacer de se rencontrer.

##### 11.1. Visites aux personnes isolées

En 2016, 17 personnes seules (souvent précarisées ou devant faire face à des épisodes de vie difficile) sont visitées de façon récurrente. Les bénévoles ont dû faire face à 3 décès. Nous envisageons une formation d'accompagnement face à la mort pour nos bénévoles.

Parallèlement à ces visites, le projet «ANAMA VOUS ECOUTE» a vu le jour en juin 2015. Ce projet propose une permanence téléphonique chaque soir de 17 à 21 heures afin d'écouter les personnes qui souffrent de solitude. En décembre 2015, la CERA nous a attribué un subside pour ce projet. Ce subside a permis de financer une formation de 6 séances à télé accueil Bruxelles, ainsi qu'une formation en communication non violente à Namur.

##### 11.2: Activités pour les personnes pouvant se déplacer en 2016

#### Tables de conversation en anglais

Les conversations se basent sur des thèmes choisis par les participants ou sur des thèmes proposés tirés de l'actualité ou de la vie courante (voyages, actualités, expériences, partage du vécu, problèmes de société, quotidien, passe-temps favoris, sujets émis par les participants...).

Ces ateliers sont intergénérationnels. Ils regroupent chaque semaine une vingtaine de personnes dont l'objectif est de garder des acquis, de continuer une activité intellectuelle après la retraite et/ou de garder un tissu social.

En 2013, nous avons formé 2 niveaux : débutant et confirmé et en 2014, l'accent a particulièrement été mis sur les médias (visionnage de films et séquences d'actualité). En 2016, nous avons ouvert gratuitement ces tables de conversation aux primo-arrivants.

#### Cours de français au primo-arrivants

Toutes les semaines des bénévoles rencontrent des primo-arrivants maîtrisant mal (ou pas du tout) la langue française. Aide dans le cursus scolaire, dans les démarches administratives, permis de conduire, recherche de travail, vie courante ...

L'arrivée des réfugiés dans notre région a étoffé la demande. L'équipe de bénévoles a été renforcée. Une vingtaine de primo-arrivants fréquentent régulièrement ces cours. Outre les cours de français, nous souhaitons étendre cette formation à la connaissance de notre ville, région, pays et de leur culture (visites d'exposition de peinture, cinéma,...). Un subside de la fondation Roi Baudouin a été obtenu à cet effet. Il a permis d'intégrer les primo-arrivants dans nos différents ateliers (cuisine, théâtre, anglais,...).

#### Groupement d'achat solidaire

Un membre du groupement d'achat s'est installé à Rumes comme maraîcher en 2016. Nous lui adressons dorénavant nos commandes afin de l'aider dans sa démarche. Il assure la livraison au domicile des personnes qui ont commandé.

Organisation d'une journée de réflexion sur la communication (dans le cadre du Plan de Cohésion sociale) ainsi que de différents ateliers satellites.

#### Soirée contes

Cette année, nous avons privilégié le travail avec des groupes relais (enseignants, éducateurs,...) qui côtoient des publics vivant des difficultés. Les ateliers proposés visent à permettre à un public qui a des difficultés à exprimer des situations conflictuelles ou émotionnelles oralement, de communiquer via d'autres biais.

#### Bénin : «UN COMPOST DANS LE VILLAGE»

Création d'un compost collectif dans un village de la vallée de l'Ouémé au Bénin afin de favoriser le maraîchage et d'exploiter les ordures ménagères, source de pollution en Afrique.

Mais aussi, parmi les autres activités organisées : (<http://www.anama.be/events-calendar/historique/2016-2/>): atelier fabrication de produits cosmétiques naturels, le repas du mois, l'atelier chant (au home général Lemaire à Hérinnes), l'initiation à l'aquarelle, l'organisation de la journée «fripes à Hérinnes» vente de vêtements de seconde main, l'atelier «Fleur de Bach», l'atelier cuisine du monde (dont certains ont été proposés par des primo-arrivants qui suivent nos cours de français), l'organisation d'un rallye pédestre à Hérinnes, le groupe généalogie à la bibliothèque de Pecq, les rencontres avec les Bourleux de Léaucourt, les stages de poterie à Tournai, «Un parcours équitable, un engagement» pour faire connaître le commerce équitable, l'atelier yoga, l'atelier «la marionnette de toi à moi en passant par elle», l'atelier Art Thérapie, l'atelier écriture, l'atelier «De l'autre côté du miroir», la soirée contes.

#### Perspectives :

En 2017, dans le cadre de ses visites aux personnes isolées, Anama proposera également des formations aux différentes structures sociales et culturelles ainsi qu'à des groupes de particuliers qui le souhaitent. Un onglet spécial a été créé à ce sujet sur le site internet.

De même, Anama continuera ses activités destinées aux personnes pouvant se déplacer sur Tournai et sur l'entité de Pecq. Les demandes d'activités émaneront le plus souvent possible d'une demande d'un groupe de participants. Ces activités aideront les participants à retisser des liens sociaux tout en leur fournissant des outils permettant de devenir des citoyens responsables de leur vie et de leur futur.

#### 12. Projet «espace femmes» (ASBL Vie Féminine)

Cette année, un groupe de femmes s'est organisé afin de piloter l'espace femmes en proposant un espace d'accueil de première ligne, un réseau d'entraide et d'action, un lieu d'appartenance et de transition et une alternative à l'isolement des femmes.

C'est un espace qui est initié par les femmes et géré par elles. C'est un lieu qui privilégie l'expression et la confrontation des idées et favorise la confiance en soi dans une optique de changement et de positionnement face aux réalités exprimées. Les bénévoles permettent et impulsent les actions avec toutes les femmes fréquentant le lieu, tous les mercredis matin de 10 à 12 heures. Elles proposent

aussi des activités afin que chacune puisse trouver sa place dans l'espace. Les questions de soins aux autres, d'emploi/chômage, de logement et de précarité des aînées sont des points qui émergent souvent.

Afin de rompre l'isolement et de permettre aux femmes de prendre place dans l'organisation d'une activité qu'elles aiment, le groupe a proposé en 2016 plusieurs temps de découverte de la ville de Tournai (par exemple la visite de l'exposition Gabrielle Petit du Musée de Folklore, le 5 octobre 2016) et aussi des temps d'information sur les services (par exemple une rencontre le 14 décembre 2016 avec le Logis Tournaisien).

En effet, deux volets sont proposés : la rencontre et le retissage des liens (du 6 janvier au 23 mars via des activités comme la fête des reines, la chandeleur ou un atelier sur les œufs de Pâques) et les informations sur les droits des femmes comme une animation-discussion autour des droits des femmes en situation de divorce ou séparation (le 16 novembre), ou encore, à l'occasion d'une auberge espagnole pour l'arrivée de l'été (le 24 juin), une animation ludique autour des mesures politiques d'actualité et plus particulièrement sur la loi Peeters, en partant à chaque fois de ce que les femmes ont entendu, connaissent ou se posent comme question.

#### Perspectives 2017 :

- Continuer d'autonomiser ce groupe de femmes en tenant compte à la fois de leurs envies et de leurs réalités de vie.
- Développer des actions de lutte contre les violences faites aux femmes dans les différents domaines de la vie (emploi, rue, médias et pubs, couple,...) et essayer de toucher un public interculturel. Pour ce faire, il faut continuer à développer des partenariats en termes de mobilisation.

#### 13. Lutte contre la pauvreté par le biais de la vente de biens de seconde main (ASBL la Ressourcerie le Carré)

A Tournai, Le projet permet d'une part :

la mise à l'emploi de 7 personnes sous contrat à durée indéterminée et de 13 personnes sous contrat article 60§7 (mise à l'emploi de 72 personnes dont 32 personnes en contrat à durée indéterminée, toutes implantations confondues)

Et, d'autre part, la mise à l'emploi d'une job-coach qui assure l'après article 60§7 : nous suivons les personnes 6 mois après leur fin de contrat chez nous. But : les réinsérer le plus efficacement et rapidement possible.

Plusieurs centaines de personnes fréquentent l'implantation tournaisienne. Des réductions de 50% sur le prix de vente sont données à un public fragilisé issu du CPAS ou envoyé par d'autres organismes sociaux.

#### Actions menées en 2016:

- Collecte et vente de biens de seconde main : 1.500 tonnes de biens réutilisables collectés durant l'année.
- Réparation, entretien et vente de vélos de seconde main par le biais du point vélo.
- Ouverture d'une nouvelle antenne à Tournai : boulevard Eisenhower 61 : bâtiment plus facile d'accès pour les personnes n'ayant pas de moyen de transport, situé juste derrière la gare.

#### Perspectives 2017 :

- Création d'une entreprise de formation par le travail [centre d'insertion socioprofessionnelle (CISP)]. Formation de valoriste généraliste et valoriste spécialisé dans la réparation de cycles.
- Mise en place d'un restaurant social à côté du magasin situé au boulevard Eisenhower.

#### 14. Gestion de l'entrepôt de la maison des familles

Durant l'année 2016, nous avons noté une baisse de fréquentation. 273 familles (627 personnes : 392 adultes et 235 enfants) ont fréquenté l'antenne de Tournai cette année contre 318 familles (703 personnes : 437 adultes et 266 enfants) en 2015. Celle-ci s'explique notamment par différents facteurs : sur la région de Tournai, 9 autres associations (entraide paroissiale, associations de quartier, maison d'accueil) proposent également un service de colis alimentaire. Afin d'éviter un «tourisme social», les usagers doivent, dès lors, choisir d'être inscrits auprès d'une seule association. Toutefois, depuis la fin 2016 (décembre) et le début de l'année 2017, nous remarquons une augmentation de nos inscriptions, dont notamment des personnes bénéficiant d'un revenu «travail» ne leur permettant pas de joindre les deux bouts en fin de mois, de jeunes, ainsi que de personnes d'origine étrangère (réfugiés, etc.).

#### Actions menées :

Le projet vise à assurer, en amont de l'aide alimentaire fournie par la maison des familles, à des personnes et familles en difficultés économiques et sociales, la réception des marchandises fournies par la banque alimentaire ainsi que par les entreprises du secteur de l'agro-alimentaire, leur traçabilité, le tri, le stockage, le traitement éventuel des déchets ainsi que la redistribution de celles-ci auprès des lieux de permanence (distribution directe aux personnes précarisées)."

Les objectifs poursuivis sont :

- Grâce à une gestion attentive des produits reçus, permettre une distribution auprès des familles bénéficiaires de la maison des familles de produits diversifiés et de qualité et d'apporter une garantie quant à la traçabilité des produits reçus et redistribués [→ agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA)]
- De lutter contre le gaspillage (éventuellement en reconditionnant au possible des produits frais par exemple), grâce à une gestion rigoureuse de l'entrepôt, de lutter contre le gaspillage.
- Au travers de la gestion de l'entrepôt, permettre à des personnes en difficultés qui, au départ, étaient usagères de nos services, de se réinsérer socioprofessionnellement au travers de mesures à l'emploi comme les articles 60 ou les PTP (programmes de transition professionnelle).

Remarquons que la réorganisation de notre gestion de stocks et le démarchage afin d'obtenir des denrées alimentaires pour nos épiceries sociales ont permis de proposer une offre plus diversifiée pour les usagers qui nous fréquentent. Nous avons ainsi vu des personnes bénéficiaires d'entraides paroissiales venir se réinscrire auprès de la maison des familles.

Une réunion d'équipe a lieu maintenant chaque deuxième jeudi du mois entre les responsables logistiques et les responsables d'antenne afin d'assurer une meilleure coordination dans les approvisionnements, la gestion des stocks, mais également les relations internes à l'équipe.

Enfin, les relations avec la banque alimentaire se sont améliorées et les contacts sont actuellement très cordiaux. Par contre, des difficultés subsistent pour trouver des sources d'approvisionnement récurrentes et correctes pour nos épiceries sociales.

#### Perspectives 2017 :

Pérenniser l'action menée et étoffer l'offre en matière d'aide alimentaire au sein de nos épiceries sociales. Recherche continue de nouvelles sources d'approvisionnement pour nos épiceries sociales. Rechercher des financements et diminuer nos coûts afin de sortir de nos difficultés financières. Nous espérons également être consultés au niveau du travail effectué actuellement par le cabinet de Monsieur le ministre, Maxime Prévot, sur le projet de décret sur les épiceries sociales et du subventionnement y afférent.

#### 15. Taxi soci'ALE

Le service est issu d'un partenariat avec le CPAS et la Ville de Tournai.

Il intervient pour tous rendez-vous médicaux et administratifs, visites familiales, courses, loisirs. Du lundi au vendredi de 7heures à 19heures, le samedi de 9heures à 23heures et le dimanche de 11heures à 19heures (pas de transport les jours fériés).

649 utilisateurs sont inscrits au service «Mobilité +» (Taxi soci'ALE et ALE Mobile) pour l'année 2016, avec une moyenne de 25 trajets par jour sur le véhicule subsidié par le PCS.

Les utilisateurs sont les personnes âgées de 65 ans et plus, les personnes ayant un handicap reconnu, les personnes seules ou en couple avec des ressources mensuelles nettes ne dépassant pas 1.394,64€, les familles monoparentales avec un enfant de moins de 12 ans à charge et les jeunes âgés de 12 à 18 ans devant suivre des soins médicaux ou paramédicaux.

Les difficultés particulières rencontrées : parmi nos utilisateurs, un certain nombre d'entre eux sont fragilisés physiquement et/ou mentalement (personnes âgées, à mobilité réduite, handicapées, précarisées,...). Notre service fait le maximum pour répondre à leurs demandes de transport en collaboration avec différents services sociaux (CPAS, hôpitaux, aide à domicile), maisons de repos, institutions pour personnes handicapées, maisons médicales, etc.

Le service continue de voir ses demandes augmenter (184 nouveaux utilisateurs inscrits cette année 2016), l'arrivée d'un nouveau taxi subventionné par le PCS a permis de multiplier les interventions autres que les transports PMR (personnes à mobilité réduite). Les demandes de soutien à la poursuite des liens familiaux sont en augmentation. Désormais, nous pouvons répondre davantage aux demandes de parents qui souhaitent se rendre dans l'institution où est placé leur enfant, nous ramenons en famille pour le week-end des enfants placés, nous facilitons les rencontres entre époux, compagnons séparés pour des problèmes de santé importants... L'arrivée d'un nouveau taxi nous permet également de poursuivre les transports pour des activités de loisirs, courses ménagères dans le respect des critères de priorité des demandes.";

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **APPROUVE:**

##### **1. le rapport d'activités 2016 informatisé, annexé et résumé comme suit :**

" Partie 1 : équipe du plan de cohésion sociale (PCS):

les données relatives à l'équipe permanente du PCS et au chef de projet qui précisent le régime de travail du chef de projet (temps plein), le temps hebdomadaire qu'il consacre au plan (38 heures), le type de contrat sous lequel il a été engagé (CDI), la date de son entrée en fonction dans le cadre du PCS (1er avril 2009), le type de fonctions et les profils des personnes engagées dans le cadre du plan (1 ETP chargé de projets, 4,5 ETP éducateurs, 6 ETP ouvriers, 0,5 psychologue ETP), mais aussi que le besoin d'une formation en gestion des conflits a été identifié et rencontré en 2016

Partie 2 : Données relatives à la réalisation du plan (hors article 18) qui précisent:

- que le subside du plan est de 501.433,44€, les primes APE sont de 18.147,84€, que la part communale s'élève à la somme de 215.383,57€ et que les autres subventions (relatives à l'article 18) atteignent un montant de 41.300,00€;
- que les dépenses se ventilent comme suit: 572.085,10€ en frais de personnel, 74.268,93€ en frais de fonctionnement, 8.900,02€ en investissement et 89.502,34€ en dépenses de transfert);
- qu'aucune action du PCS n'a bénéficié d'une subvention ponctuelle en 2016;
- que 3 actions sont développées dans l'axe 1 (Insertion socioprofessionnelle);
- que les 3 thématiques principalement abordées y sont: la formation professionnelle qualifiante, la réinsertion professionnelle et la coordination des réseaux;
- que 3 actions sont développées dans l'axe 2 (Accès à un logement décent);
- que les 3 thématiques principalement abordées y sont: l'accompagnement social, l'accompagnement au logement et l'information et la communication vers les usagers;
- qu'une action est développée dans l'axe 3 (Accès à la santé et traitement des assuétudes);

- que les 3 thématiques principalement abordées y sont: le traitement des assuétudes, la santé - la précarité et l'information et la communication vers les usagers;
- que 9 actions sont développées dans l'axe 4 (Liens sociaux, intergénérationnels et interculturels);
- que les 3 thématiques principalement abordées y sont: les actions communautaires de quartier, le travail de rue et l'information et la communication vers les usagers;
- que toutes les actions sont entamées et qu'au cours de l'année 2016, les actions et le partenariat ont été réactualisés, notamment par une réorientation vers la lutte contre la pauvreté grâce à un travail de communication, de manière à toucher le plus de personnes précarisées;
- qu'on ne peut pas dire avoir été confronté à une problématique émergente, mais à un accroissement du nombre de situations rencontrées et à une aggravation de celles-ci;
- que 2 actions du plan sont totalement déléguées à un partenaire via une convention;

#### Partie 2 bis : Article 18

les données relatives à l'article 18 qui précisent:

- qu'aucune modification n'a été effectuée dans ce cadre;
- que les 6 actions, qui y sont inscrites, sont mises en oeuvre et quelles abordent les thématiques de la pauvreté et de l'intergénérationnel;

#### Partie 3 : Simplification des procédures

Où il est souligné que la simplification des procédures administratives relative à la coordination de PCS n'a pas permis de dégager du temps pour d'autres missions et que le "rapport d'activité simplifié", tel qu'en l'état, est incompréhensible et doit être accompagné d'un document explicatif.

#### Partie 4 : Focus alphabétisation

Le PCS ne mène pas d'action spécifique dans ce domaine;

#### Partie 5 : Focus contre la pauvreté infantile

Le PCS ne mène pas d'action spécifique dans ce domaine.

## **2. les rapports financiers 2016, annexés et résumés comme suit :**

Comme chaque année, 2 rapports sont à soumettre à l'approbation du conseil communal. Le premier, établi sur base de la fonction 84010 de la comptabilité communale, est relatif au plan proprement dit, tandis que le second se rapporte sur l'article 18 du décret (fonction 84011).

Depuis le 1er janvier 2014, une nouvelle procédure est entrée en vigueur. Tous les documents utiles sont produits automatiquement via le module eComptes.

La comptabilité publique des pouvoirs locaux tenue par le directeur financier ayant valeur probante, toute dépense imputée sous un autre article budgétaire d'une autre fonction et ayant servi à l'accomplissement du plan ne peut être prise en considération que moyennant une facturation interne.

Dès lors, pour que la ville puisse percevoir les subsides promis, la Région wallonne demande l'établissement par le Directeur financier de :

- la balance budgétaire récapitulative par article budgétaire et groupes économiques des fonctions 84010 pour le plan de cohésion sociale et 84011 pour l'article 18 du décret.
- le grand livre budgétaire des recettes et des dépenses afférentes aux mêmes fonctions
- le rapport financier simplifié.

En cas d'investissement(s), les pouvoirs locaux produiront également la ou les fiche(s) des projets extraordinaires afférents à ces fonctions ainsi que le tableau de l'amortissement des biens concernés. Nous pouvons considérer comme une certitude la perception de l'intégralité des subsides, tant pour le plan de cohésion sociale proprement dit que pour l'article 18.

En résumé, la ville a justifié en dépenses la somme de 725.637,03€. Pour percevoir l'intégralité du subside de 501.433,44€, elle est tenue d'y ajouter une participation minimale de 25% et donc de justifier des dépenses pour un montant minimum de 626.791,80€.



Pour ce qui concerne l'article 18, les comptes sont parfaitement en équilibre : 41.300,00€ en recettes, 41.300,00€ en dépenses".

<b>18. Club house de l'Orient. Convention de concession de gestion. Saison 2017. Reconduction. Avenant n°3. Ratification.</b>
---

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, fait observer que, selon la convention, la cafétéria devait être ouverte à partir du mois d'avril. Or, elle signale qu'elle était fermée le week-end précédent pendant que se déroulait le triathlon. De plus, selon elle, l'aménagement de la terrasse semble négligé.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS** et Madame l'Echevine **Ludivine DEDONDER** précisent que cette fermeture ponctuelle résulte d'un accord avec les organisateurs du triathlon. L'objectif était de ne pas créer de concurrence stérile entre les deux activités.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le club house de l'Orient est une cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient, en bordure du plan d'eau de la carrière;

Considérant que ce site dénommé "Aqua Tournai" regroupe également la piscine communale de l'Orient, le camping communal, une aire de jeux, un étang, un site nature géré par le cercle des naturalistes de Belgique et une activité d'accrobranche;

Considérant que ce club house est un outil majeur qui vient compléter l'offre faite sur le site aux citoyens et ce, en harmonie avec la vocation du site qui est d'être un centre de loisirs accessible à tous, dans un cadre à fort intérêt environnemental, touristique et ludique;

Considérant qu'en séance du 30 juin 2014, le conseil communal a approuvé une convention de concession de gestion ayant pour objet la gestion du club house de l'Orient, conclue avec la SPRL Le Quai 34 et que cette convention a pris fin le 30 septembre 2014;

Considérant qu'en séance du 27 avril 2015 et du 21 mars 2016, le conseil communal a marqué son accord sur la reconduction de la convention de concession de gestion, dont l'article 4 a été modifié respectivement par:

*l'avenant n°1: "La présente concession est conclue pour une durée déterminée. Elle prend cours le premier week-end des vacances scolaires de Pâques et prend fin le dernier dimanche de septembre 2015. Elle est reconductible par décision du conseil communal."*

*et par l'avenant n°2: " La présente concession est conclue pour une durée déterminée. Elle prend cours le premier week-end des vacances scolaires de Pâques et prend fin le dernier dimanche de septembre 2016. Elle est reconductible par décision du conseil communal .";*

Considérant qu'il y a lieu d'ajouter un avenant n°3 pour l'année 2017;

Considérant que l'article 3 de la convention prévoit que "*le concessionnaire s'engage à transmettre à la Ville, en fin de saison, un bilan complet d'activités et ce, afin d'évaluer la qualité de l'exploitation*";

Vu le rapport d'activités transmis par le concessionnaire;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **RATIFIE**

la reconduction de la convention de concession de gestion conclue avec la SPRL Le Quai 34, qui a pour objet l'exploitation du club house de l'Orient, dont l'article 4 est modifié comme suit par l'avenant n°3 : *"La présente concession est conclue pour une durée déterminée. Elle prend cours le premier week-end des vacances scolaires de Pâques et prend fin le dernier dimanche de septembre 2017. Elle est reconductible par décision du conseil communal."* :

"Entre les soussignés :

**La VILLE DE TOURNAI**, sise à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par son collègue communal au nom duquel agissent M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, en exécution de la délibération du conseil communal du 3 mai 2017, ci-après dénommée «**la Ville**»,

Et :

La **SPRL LE QUAI 34**, dont le siège social est établi à la rue de la Station, 8 à 7504 Froidmont (Tournai) et pour laquelle interviennent MM. Alexandre DELNESTE et Adrien DEGRES, ci-après dénommée «**le concessionnaire**»,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

#### Préambule :

Le club house de l'Orient est une cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient en bordure du plan d'eau de la carrière. Ce site dénommé «Aqua Tournai» est propriété de la Ville de Tournai et regroupe la piscine communale de l'Orient, le camping communal, une aire de jeux, un étang concours de pêche, un site nature géré par le cercle des naturalistes de Belgique et une activité d'accrobranche exploitée par l'entreprise Ecopark. Ce site a pour vocation d'être un service public de loisirs accessible à tous dans un cadre environnemental exceptionnel.

Ce club house est un outil majeur pour le site de l'Orient. Cet outil vient compléter l'offre faite sur le site aux citoyens et ce, en harmonie avec ce lieu à fort intérêt environnemental, touristique et ludique.

Le concessionnaire accepte d'assurer cette gestion selon les modalités convenues ci-après :

L'article 1712 du code civil stipule que «les baux des biens nationaux, des biens des communes et des établissements publics sont soumis à des règlements particuliers».

Au sens de la présente convention il y a lieu d'entendre par chef de service, le gestionnaire des piscines communales, M. Jawad LAWRIZY; en cas d'absence de ce dernier, il sera remplacé par le chef de service administratif, M. Yves DEBRABANDERE, ou toute autre personne dûment désignée à cet effet par une décision du collège communal.

#### Article 1er : objet de la convention

##### A. Description du bien mis en gestion

La Ville concède au concessionnaire la gestion de l'exploitation du club house de l'Orient, cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient sis à Tournai, rue de l'Orient et ce pour la période fixée par l'article 4 de la présente convention.

Ces lieux ainsi que l'état du matériel sont parfaitement connus du concessionnaire.

##### B. Etat des lieux

Un état des lieux est établi contradictoirement en présence de la Ville et du concessionnaire avant la première occupation par ce dernier des lieux visés à l'article 1er de la présente convention.

#### C. Acte faisant partie intégrante de la convention

Le concessionnaire s'oblige à respecter le règlement de police en vigueur sur le site.

#### **Article 2 : destination du bien mis en gestion**

La gestion du bien immobilier est concédée aux fins exclusives suivantes :

- cafétéria-terrasse proposant boissons, snacks, glaces et petite restauration
- la vente au nom et pour le compte de la Ville des tickets donnant accès aux pédalos présents sur le plan d'eau de la carrière de l'Orient.

Toute autre destination est interdite sauf accord préalable et écrit de la Ville.

#### **Article 3 : modalités d'exploitation**

Le concessionnaire s'engage à gérer le bien visé à l'article 1er dans le strict respect des lois en vigueur et de manière à offrir des prestations de qualité aux clients du club house et aux usagers du site de l'Orient tout en assurant une viabilité économique et touristique de l'infrastructure.

Le concessionnaire veillera particulièrement à ce que ses modalités d'exploitation s'intègrent harmonieusement avec celles du site de l'Orient. Il s'interdit et interdira, en conséquence, toute activité, tout comportement ou toute ambiance musicale de nature à perturber la bonne gestion du site comme pôle touristique, ludique et environnemental.

Tant la Ville que le concessionnaire s'engagent à collaborer positivement en vue d'atteindre l'objectif précité et à œuvrer en ce sens sur les bases suivantes :

- le concessionnaire a l'exclusivité des fournitures et de la vente de boissons, snacks, glaces ainsi que de la petite restauration. Il pourra toutefois être dérogé ponctuellement au droit d'exclusivité sur décision du collège communal à l'occasion d'une activité organisée par la Ville ou avec son autorisation sur le site;
- le concessionnaire s'engage à transmettre à la Ville, en fin de saison, un bilan complet d'activités et ce, afin d'évaluer la qualité de l'exploitation;
- la Ville veille à assurer l'exploitation et la surveillance des pédalos par un agent, titulaire du brevet supérieur de sauvetage aquatique et recyclé annuellement. L'intervention du concessionnaire dans le cadre de l'exploitation des pédalos se limite à percevoir, sans prise de bénéfice, le prix des tickets d'accès aux pédalos au montant fixé par la Ville.

Un justificatif, récapitulatif des ventes de tickets, sera fourni mensuellement (du 1er au 30/31 du mois) au chef de service.

L'intégralité des recettes provenant de la vente des tickets d'accès aux pédalos sera reversée à la réception de l'état de recouvrement édité par le service communal compétent, sur le compte bancaire de l'administration communale.

Le concessionnaire s'engage à mettre en place du personnel qualifié en suffisance afin de garantir les objectifs d'exploitation explicités dans la présente convention dans le respect de la législation sur le travail.

#### **Article 4 : durée de la convention**

La présente concession est conclue pour une durée déterminée. Elle prend cours le premier week-end des vacances scolaires de Pâques et prend fin le dernier dimanche de septembre 2017. Elle est reconductible par décision du conseil communal.

#### **Article 5 : horaires d'ouverture**

Le concessionnaire s'engage à assurer l'exploitation de la cafétéria visée à l'article 1er de la présente convention, les mercredis, samedis, dimanches et jours fériés.

Les horaires d'ouverture sont fixés de 11 heures à 20 heures.

Ceux-ci peuvent être revus en fonction des conditions climatiques.

Les autres jours, le concessionnaire n'est tenu d'ouvrir la cafétéria au public que si la météo est favorable.

On entend par météo favorable, un climat sans précipitation garantissant de pouvoir accueillir des usagers sur le site et sur la terrasse de l'infrastructure et ce, dans les conditions climatiques les plus adaptées à cette fréquentation.

La Ville et le concessionnaire conviennent cependant que cette «flexibilité» ne peut s'apparenter à de l'inconstance et qu'en conséquence, une certaine «régularité» doit être respectée de manière à ce que les horaires d'ouverture restent prévisibles pour la clientèle.

Les fermetures devront être communiquées par téléphone au chef de service ou, en son absence, à son équipe administrative et ce, afin d'optimiser la communication au public.

## **Article 6 : redevance, charges et caution**

### **A. Redevance**

La présente concession est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance mensuelle calculée comme suit : un fixe mensuel de 800,00€ charges comprises que le concessionnaire s'engage à verser sur le compte de la Ville à l'expiration de chaque mois.

A défaut de paiement au plus tard pour le quinze du mois suivant, des intérêts de retard calculés au taux légal commercial seront dus de plein droit et sans mise en demeure.

### **B. Charges**

Les charges liées aux consommations énergétiques sont comprises dans le montant de la redevance fixé à l'article 6 A de la présente convention.

Une ligne téléphonique dont le n° est 069/23.57.40 et un abonnement à un opérateur sont en service. Ceux-ci doivent impérativement rester opérationnels en permanence d'une part, pour le bon fonctionnement du central détection intrusion et de son module de communication et, d'autre part, pour pouvoir disposer sur le site d'une ligne téléphonique pour les urgences.

Seuls les appels téléphoniques sortants seront refacturés au concessionnaire sur base des factures de l'opérateur actuel. Le concessionnaire s'engage à rembourser à la Ville le coût des appels sortants dans les 15 jours après réception de la facture. A défaut de paiement dans ce délai de quinze jours, des intérêts de retard calculés au taux légal commercial seront dus de plein droit et sans mise en demeure.

### **C. Caution**

Le concessionnaire versera sur le compte de l'administration communale une caution de 1.000,00€ et ce, afin de garantir les obligations financières de celui-ci.

## **Article 7 : propreté, hygiène, entretien et réparations**

### **A. Propreté**

Le concessionnaire devra faire en sorte que le club house, en ce compris le mobilier, la terrasse et les vitres, soient à tout moment dans un état de propreté impeccable.

Le concessionnaire devra permettre en tout temps à la Ville de visiter les locaux accessibles au public ainsi que les locaux de préparation et de conservation des boissons et aliments pour y constater l'état d'entretien, de propreté et de gestion.

## **B. Hygiène**

Le concessionnaire s'engage à ce que toutes les règles d'hygiène ainsi que les dispositions légales, réglementaires relatives aux conditions d'exploitation des débits de boissons et de mise en vente d'aliments préparés sur place soient respectées strictement en tout temps [normes Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA)].

## **C. Entretien et réparation**

Le concessionnaire s'engage à gérer les lieux concédés en bon père de famille et à les tenir en bon état de réparation locative et d'entretien de toute nature ainsi qu'en parfait état de propreté.

Le titulaire s'engage à exploiter la cafétéria de manière raisonnée, notamment en matière de consommations d'eau et de dépenses énergétiques.

La Ville s'engage à prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement du central détection intrusion et des chambre froide, chaudière et frigo-bars du club house de l'Orient.

## **Article 8 : modifications et améliorations apportées au bien**

Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien mis à disposition ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit de la Ville.

Sauf convention contraire à intervenir lors de la délivrance écrite de cet accord, ils seront acquis sans indemnité à la Ville qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur pristin état.

## **Article 9 : responsabilité**

Le concessionnaire exploitera les locaux visés à l'article 1er sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls et garantit la Ville contre toute action initiée par un tiers qui trouverait son origine dans l'exploitation visée par la présente.

Il est responsable des dégradations éventuelles occasionnées aux locaux et matériels.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des lieux occupés, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait se produire soit dans le chef du concessionnaire soit dans le chef de tiers.

## **Article 10 : assurances**

Le concessionnaire assurera sa responsabilité découlant de l'article 9.

Il devra pouvoir justifier du paiement des primes en présentant les contrats et quittances aux services compétents de la Ville.

## **Article 11 : établissement de l'état des lieux de sortie et constatation des dommages locatifs éventuels**

Au plus tard le dernier jour ouvrable avant l'expiration de la présente convention, il est procédé à un «état des lieux de sortie» sans indication de l'estimation des éventuels frais de remise en état.

L'estimation détaillée des dommages éventuels est ensuite dressée de commun accord entre toutes les parties intéressées sur base de l'état des lieux d'entrée et de sortie, des éventuels états des lieux intermédiaires et en tenant compte de la vétusté, de l'usure normale et des cas de force majeure qui auraient pu se produire. Cette estimation donne lieu à l'établissement d'un «procès-verbal d'estimation des dommages locatifs», indiquant le montant des dégâts T.V.A. comprise et le temps nécessaire pour la remise en état des locaux.

Le montant des dégâts figurant au «procès-verbal d'estimation des dommages locatifs» est à charge du prestataire.

### **Article 12 : cession et sous-location**

Sans autorisation préalable et écrite de la Ville, le concessionnaire n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou à sous-louer le bien, en tout ou en partie.

### **Article 13 : litige**

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation, à l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

### **Article 14 : protection des tendances idéologiques et philosophiques**

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, le prestataire s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrément ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

### **Condition suspensive :**

La présente convention est signée par le concédant sous la condition suspensive de l'accord de l'autorité de tutelle sur les termes et conditions y stipulés.

Fait à Tournai en deux exemplaires, le .....".

Ainsi fait en séance les jour, mois et an que dessus.

Par le Conseil :

Le Directeur général,

L'Echevin délégué à la fonction majeure,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS

<b>19. Triptyque des Chauffeurs. Edition 2017. Convention de partenariat avec le Triathlon Grand Tournais (Tri GT). Ratification.</b>
---

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCCQ**, fait observer que cette convention est soumise à la ratification du conseil communal deux jours après une manifestation qui, selon elle, "en valait la peine".

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'organisation les dimanche 30 avril et lundi 1er mai 2017 du triptyque des Chauffeurs dans l'entité de Tournai, à partir de la carrière du site de l'Orient;

Considérant l'excellente organisation des précédentes éditions;

Considérant que la Ville est partenaire en tant que co-organisateur de cet événement sportif ayant accueilli lors de l'édition 2016 un peu plus de 1.600 compétiteurs et quelque 10.000 spectateurs;

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention avec le comité organisateur le "Triathlon Grand Tournais" (Tri GT), en vue de fixer les obligations réciproques des parties dans le cadre de ce partenariat;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

de ratifier la convention conclue avec le comité organisateur le "Triathlon Grand Tournaisis" (Tri GT), qui a pour objet l'organisation à partir de la carrière du site de l'Orient, les dimanche 30 avril et lundi 1er mai 2017, du triptyque des Chauffours édition 2017 :

"Entre les soussignés :

D'une part,

Le comité organisateur **Triathlon Grand Tournaisis** représenté par son président, Monsieur Jacques NAVEAU, domicilié rue de Tournai, 160 à 7620 Hollain, dénommé "**l'organisateur**",

et

D'autre part,

**La Ville de Tournai** dénommée "**la Ville**", sise rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale Paul-Olivier DELANNOIS et Monsieur le Directeur général Thierry LESPLINGART, agissant en exécution d'une décision du conseil communal du 3 mai 2017.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

#### **Article 1. Dénomination, nature et date de l'événement**

"Le triptyque des Chauffours"

Épreuves de triathlon dont le challenge national de triathlon des jeunes, un challenge inter-entreprises promo et le grand prix de Belgique de triathlon les dimanche 30 avril et lundi 1er mai 2017.

#### **Article 2. Objet du partenariat**

Co-organisation du triptyque des Chauffours par :

1. l'octroi d'une aide indirecte (estimée à 3.654,32€) c'est-à-dire :
  - le soutien logistique (prêt de matériel, mise à disposition de la piscine de l'Orient);
  - l'occupation du site et de la carrière de l'Orient;
  - l'aménagement d'un village sportif et de l'arrivée sur le parking de l'Orient.
2. l'octroi d'un subside d'aide directe à l'organisation d'un montant de 3.000,00€.

#### **Article 3. Description de la composante**

Organisation du triptyque des Chauffours au départ de la carrière de l'Orient les dimanche 30 avril et lundi 1er mai 2017.

#### **Article 4. Cahier de charges**

La Ville déclare avoir pris connaissance du cahier des charges relatif à ses prestations en tant que partenaire de l'événement et mettra à la disposition de l'organisateur toutes les infrastructures nécessaires à son bon déroulement, en conformité avec le cahier des charges de l'organisateur.

#### **Article 5. Participation financière à titre d'aide directe**

La Ville accordera une aide financière dans l'organisation de l'événement tel que précisé à l'article 3, à hauteur de 3.000,00€ (trois mille euros).

Fait à ....., le .....

(Signatures précédées de la mention olographe "Lu et approuvé", et cachet commune/club).".

## **20. Tournai en fête. Convention avec Sud Radio. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du collège communal du 13 janvier 2017 validant le tableau budgétaire prévisionnel de "Tournai en fête 2017";

Considérant que le collège communal, en séance du 13 avril 2017, a pris connaissance des termes de la convention conclue avec Sud Radio dans le cadre de Tournai en fête;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE:**

d'approuver les termes du projet de convention avec Sud Radio à l'occasion de Tournai en fête 2017 :

### **"Convention de partenariat avec Sud Radio dans le cadre de Tournai en fête 2017"**

Entre :

RMP. SA, régie publicitaire de Sud Radio, dont le siège social est établi au 42, rue de la chaussée à 7000 Mons, représentée par Mme Maryline LELEU, responsable mandatée,

Ci-après dénommée "**la radio**",

Et

la ville de Tournai, représentée par Monsieur l'échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le directeur général Thierry LESPLINGART, dont le siège social est établi à la rue Saint Martin, 52 à 7500 Tournai.

Ci-après dénommée "**l'annonceur**",

### **1° Objet**

Les deux parties conviennent de s'associer pour la promotion et l'organisation de TOURNAI EN FÊTE édition 2017.

### **2° Apport de la radio**

1. La radio s'engage à réaliser et diffuser gratuitement :

- sur ses émetteurs de Tournai, Mouscron, Ath et Enghien: une campagne de 80 spots de 30 secondes qui sera offerte pour l'annonce de l'ensemble des festivités
- des annonces agendas
- assurer un suivi journalistique avec annonce de l'événement dans les agendas de la semaine et du week-end, diffusés sur l'ensemble des émetteurs du Hainaut
- l'affichage de la manifestation sur le site [www.sudradio.net](http://www.sudradio.net) ainsi que sur les réseaux sociaux de la radio.

Valeur approximative de ce que Sud Radio offre en diffusion : 5.000,00€ hors TVA.

2. La radio s'engage également à offrir à la Ville :

- une SUD RADIO DISCOTECA, le samedi 3 juin 2017 de 23 heures à 1 heure du matin, d'une valeur de 1.000,00€ hors TVA
- création, réalisation et distribution (par ses hôtesse) de 5.000 flyers annonçant le concert de Patrick Sébastien
- les services d'hôtesse et de stewards Sud Radio afin d'animer "Terrasses en fête" le dimanche 4 juin 2017 (trois personnes qui déambuleront en mascotte) ainsi que pour la distribution de programmes



lors de l'inauguration

- une animation et du personnel au Tournai "Kid's Festival"
- deux parutions (2 x 1 page) dans le programme Imagix Mons et Tournai annonçant les festivités (valeur 800,00€ hors TVA)
- deux pleines pages parution dans le quotidien "La Dernière Heure Hainaut occidental" annonçant les festivités
- un animateur pour la présentation du Kid's Festival toute la journée et pour le concert du soir le samedi 3 juin 2017.

3. La radio s'engage à prendre en charge l'organisation des concerts les samedi 3 et dimanche 4 juin 2017 :

- la réservation et le paiement du concert de Patrick SÉBASTIEN (29.000,00€ hors TVA)
- la gestion des contrats d'artistes, fiches techniques, rider... y compris pour le dimanche 4 juin 2017.
- organisation de la journée du samedi et accompagnement des artistes tout le week-end.
- la réservation et le paiement de la sonorisation pour les deux jours (son + lumières) (16.500,00€ hors TVA)
- la réservation et le paiement de la scène pour les deux jours, barrières crash, régie son, escaliers... (7.500,00€ hors TVA)

En résumé, valeur totale de l'investissement de Sud Radio : 65.000,00€ hors TVA, soit 78.650,00€ TVA comprise.

Budget demandé à la Ville de Tournai : 37.500,00€ (TVA comprise).

### **3° Apport de l'annonceur (la Ville)**

La Ville de Tournai s'engage à :

- assurer la présence du logo Sud Radio sur toute la communication ayant trait aux différents événements organisés pour le week-end de Tournai en fête (affiches, brochures, site internet...)
- le logo Sud Radio devra toujours faire au minimum 10% de l'espace total de chaque support
- garantir une exclusivité sectorielle (média radio) à Sud Radio pendant toute la durée de la présente convention sur l'ensemble de la communication et sur les sites de la manifestation. L'exclusivité sectorielle est valable également pour toute publicité et annonce commerciale
- diffuser Sud Radio sur les différents sites de la manifestation selon les possibilités
- pour l'organisation du concert, l'annonceur prendra en charge la totalité du rider ci-joint comprenant : les loges, les repas chauds et froids (selon contrats d'artiste et contrat pour l'équipe de sonorisation), les navettes transportant les artistes et toute l'équipe à l'hôtel et ensuite à Lille (gare et aéroport) ainsi que les frais d'hébergement de l'équipe artistique
- prendre en charge la mise en place des raccordements électriques et l'électricité nécessaire au concert (location d'un groupe électrogène)
- prendre en charge toutes les assurances nécessaires (responsabilité civile, annulation, intempérie...)
- verser un acompte de 50% du montant demandé dès signature de la présente convention, soit 18.750,00€ TVA comprise à RMP. Le solde sera versé impérativement le mardi 6 juin 2017.

### **4° Divers**

- a) L'annonceur assumera seul l'entière responsabilité dans l'organisation des événements et tient la radio en dehors de toute conséquence pouvant en découler.
- b) L'annonceur s'engage à payer les frais de SABAM, les droits voisins et toutes autres taxes propres à l'événement.
- c) L'annonceur assumera l'entière responsabilité du contenu du message.
- d) L'annonceur laisse toute latitude à la radio pour la distribution de matériel promotionnel pendant la manifestation.
- e) Mme Maryline LELEU, responsable mandatée, sera, pour Sud Radio, l'interlocutrice chargée de la mise en œuvre des modalités pratiques du partenariat.

f) en cas d'inexécution par l'annonceur de tout ou partie de ses engagements, la radio se réserve le droit de lui facturer le montant total de la valeur de la campagne et des frais divers tels que production du spot, frais de personnel liés à la manifestation...

g) les présentes conditions concernent uniquement la ou les dates stipulées. Néanmoins, l'annonceur garantit à la radio un droit de premier refus pour les éditions ultérieures de la même manifestation, ce qui implique que la radio sera prioritairement consultée.

h) tout différend concernant la présente convention sera soumis à la compétence des tribunaux de Mons. Au préalable, les parties mettront tout en œuvre en vue de rechercher une solution amiable. Fait à Mons le..., en deux exemplaires, chacune des deux parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la radio,

Maryline LELEU

Gestionnaire du dossier

Emmanuelle DELVALLEE

Administrateur

Pour l'annonceur,

Le Directeur général,

l'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS ".

## **21. Tournai en fête. Convention avec l'ASBL "Just Magic". Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du collège communal du 13 janvier 2017 validant le tableau budgétaire prévisionnel de Tournai en fête 2017;

Considérant qu'en cette même séance, le collège communal a pris connaissance des termes de la convention à conclure avec Just Magic, dans le cadre de Tournai en fête 2017;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE:**

d'approuver les termes du projet de convention avec l'ASBL "Just Magic" dans le cadre de Tournai en fête 2017 :

### **"Convention de partenariat avec l'ASBL Just Magic dans le cadre de Tournai en fête 2017"**

Entre les soussignés :

La ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin 52, représentée par :

M. Thierry LESPLINGART, directeur général

M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale,

Ci-après dénommée **"la Ville"**,

Et

L'ASBL Just Magic dont le siège social est établi allée du Pré Magnette, 8 à 6280 Gerpinnes,

Ci-après dénommée **"l'ASBL"**,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

### **Article 1 : objet de la convention**

Dans le cadre du Tournai Kids Festival (festival faisant partie de Tournai en fête 2017), la Ville et l'ASBL Just Magic ont décidé de collaborer en vue de permettre l'organisation d'animations sur le thème des Super Héros, au sein de 14 stands installés à Tournai, dans le parc communal, le samedi 3 juin 2017, de 11 à 19 heures.

La présente convention a pour objet de régler les modalités relatives à cette collaboration.

### **Article 2 : engagements de la Ville**

La prise en charge des frais relatifs à la société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs (ou société d'auteurs belge – belgische auteurs maatschappij, SABAM) incombe à la Ville.

### **Article 3 : engagements de l'ASBL**

L'association sans but lucratif s'engage à assumer les engagements suivants :

1) la mise en place des 14 stands de jeux (voir description ci-dessous) durant la durée prédéfinie à l'article 1.

Détail des animations :

SPIDER MAN: parcours de toiles d'araignée

CAPTAIN AMERICA: lancer de bouclier

WONDER WOMAN : jeux du lasso

BATCAVE : dans le noir

JOCKER : balle lancer de bouteilles

SUPERMAN : à la recherche de la criptonite

BATGIRL : tatoos

HARLEY QUINN : jeux de la batte (lancer)

CAPTAIN AMERICA: jeux de la pomme dans l'eau

LE SINGE (planète des singes): la boîte à sensations

DEAD POOL : création de dessins

THOR : le lever du marteau (force)

CAT WOMAN : le jeu de la queue du chat à attacher

LES MÉCHANTS : jeux de l'arc à flèche (cibler les méchants)

2) l'ASBL prend en charge l'installation et l'animation des stands

3) la présence des différents super héros durant 3 heures (à 13 heures - 15 heures et 17 heures)

4) l'assurance couvrant sa responsabilité civile durant l'événement.

### **Article 4 : tarif**

Le coût relatif aux prestations de l'association sans but lucratif figurant à l'article 3 s'élève à 7.700,00€ toutes taxes comprises et se décline de la manière suivante :

Pour les animations :

1) Stands (à l'intérieur du parc) : total 4.200,00€

SPIDER MAN (parcours de toiles d'araignée) : 300,00€

CAPTAIN AMERICA (lancer de bouclier) : 300,00€

WONDER WOMAN : jeux du lasso : 300,00€

BATCAVE : dans le noir : 300,00€

JOCKER : balle lancer de bouteilles : 300,00€

SUPERMAN : à la recherche de la criptonite : 300,00€

BATGIRL : tatoos : 300,00€

HARLEY QUINN : jeux de la batte (lancer) : 300,00€

CAPTAIN AMERICA: jeux de la pomme dans l'eau : 300,00€

LE SINGE (planète des singes): la boîte à sensations : 300,00€

DEAD POOL : création de dessins : 300,00€

THOR : le lever du marteau (force) : 300,00€

CAT WOMAN : le jeu de la queue du chat à attacher : 300,00€

LES MÉCHANTS : jeux de l'arc à flèche (cibler les méchants) : 300,00€ .

## 2) Personnages pour l'animation des stands

Présence des personnages : 3 500,00€ pour 15 personnages.

Chaque personnage sera présent 3 heures (avec un horaire de passage à définir)

Une heure pour des photos au kiosque et 2 heures de déambulation dans le parc communal (près des stands; les personnages ne gèrent pas les stands, mais sont présents pour les photos)

Soit un montant de 7.700,00€ pour l'ensemble des prestations.

Un acompte de 40% de la somme, soit 3.108,00€ sera versé pour le 13 mai 2017 au plus tard.

Le solde, soit 4.592,00€, sera versé dans la semaine de la réception de la facture.

Les paiements seront effectués sur le compte BE36 0017 6211 9881.

### **Article 5 : protection des tendances idéologiques et philosophiques**

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, les parties s'abstiendront de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrément ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

### **Article 6 : tranquillité du voisinage**

La Ville et l'ASBL veilleront à prendre toutes les mesures utiles afin que l'occupation des lieux ne génère pas de trouble pour le voisinage

### **Article 7 : entretien — responsabilité**

L'ASBL s'engage à occuper les lieux en bon père de famille.

Elle sera tenue responsable à l'égard de la Ville des dégradations occasionnées au matériel de décoration mis à disposition.

Chaque partie assumera la responsabilité des prestations qui lui incombent.

La Ville décline, en outre, toute responsabilité quant à la violation éventuelle par l'ASBL, de la législation sur les droits intellectuels dans le cadre des animations proposées par celle-ci et garantit la Ville contre toute action qui trouverait son origine dans la violation desdits droits.

### **Article 8 : litiges**

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution de la présente convention sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

Fait à Tournai, le ....

Pour la Ville,

Le Directeur général,  
Thierry LESPLINGART

L'Échevin délégué à la fonction maïorale,  
Paul-Olivier DELANNOIS

Pour l'ASBL."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du collège communal du 13 janvier 2017 validant le tableau budgétaire prévisionnel de "Tournai en fête 2017";

Considérant que le collège communal, en séance du 13 avril 2017, a pris connaissance des termes de la convention conclue avec la province de Hainaut, dans le cadre de l'Envol des Cités;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

d'approuver les termes du projet de convention avec la province de Hainaut dans le cadre de l'Envol des Cités :

#### **Convention de partenariat avec la province de Hainaut dans le cadre de l'Envol des Cités**

"Entre, d'une part,

La province de Hainaut — HCT (hainaut culture tourisme - secteur audiovisuel) portant le projet "l'Envol des Cités" (siège administratif : Place de La Hestre, 19 - 7170 — La Hestre) et l'ASBL Hainaut culture (siège social : 83 rue Arthur Warocqué – 7100 La Louvière) représentée par Mme Fabienne CAPOT, députée provinciale et présidente de l'ASBL et Mme Béatrice AGOSTI, première directrice et trésorière de l'ASBL,

Ci-après dénommées : **l'Envol des Cités/Province de Hainaut**

Et,

d'autre part,

La ville de Tournai représentée par Monsieur l'échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le directeur général, Thierry LESPLINGART, dont le siège social est établi à la rue Saint-Martin, 52 – 7500 Tournai,

Ci-après dénommée : **La Ville**

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

**Article 1** : dans le cadre du projet musical "L'Envol des Cités", il est prévu que la Ville accueille ledit spectacle "L'Envol des Cités" le 2 juin 2017.

Lieu : Grand-Place.

**Article 2** : le spectacle sera composé d'une série de groupes et chanteurs de styles différents (Rock, Pop, Hip Hop, Chanson française...) émanant des quatre coins du Hainaut et sélectionnés lors des journées éliminatoires qui ont eu lieu les 22 et 23 février 2017 à l'Eden à Charleroi, ainsi que des concerts de "Call me LIA" , "MACHIABEL et l'ORCW".

**Article 3** : la Ville s'engage à organiser l'accueil dudit spectacle dans les meilleures conditions techniques possibles en collaboration avec le responsable technique de l'Envol des Cités, chargé d'assurer la régie son et lumière.

L'organisation comprend :

- la sécurité (police) ainsi que le matériel y afférent (barrières Nadar, signalisation...)
- la prise en charge d'un service de secours (Croix rouge, GeoSecours...)
- la fourniture de la puissance électrique suffisante pour la technique son et lumière (soit triphasé 400 V 2 x 63 A ou au moins 120 kva, via un point d'accès direct, un compteur forain, un groupe

électrogène...)

- la prise en charge du contrôle électrique par une société agréée (VINCOTTE, BTV,...)
- la promotion de la soirée sur le territoire de la Ville
- la prise en charge du catering et de l'accueil loge des artistes têtes d'affiche
- la société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs (ou Société d'Auteurs Belge – Belgische Auteurs Maatschappij, SABAM).

**Article 4 :** la Ville s'engage à verser la somme de 6.000,00€ TVA comprise représentant la quote-part du coût du personnel et du surplus de matériel pour la technique son et lumière, ainsi que la coproduction des groupes ou artistes professionnels, somme qui sera facturée par l'ASBL "Hainaut culture".

**Article 5 :** la Ville prendra toutes les assurances nécessaires pour l'organisation du spectacle, en ce compris les assurances liées à l'accueil des groupes ou artistes professionnels. L'Envol des cités décline toute responsabilité en cas d'accident.

**Article 6 :** l'entrée au spectacle sera gratuite, mais la Ville pourra récupérer les bénéfices liés à la vente des boissons et autres dérivés.

**Article 7 :** en contrepartie, l'Envol des Cités s'engage à prendre en charge les aspects suivants :

- la livraison du spectacle complet à la date convenue, spectacle qui représente une valeur de minimum 25.000,00€ par date (régie, technique ainsi que la scène)
- le cachet complet des groupes ou artistes professionnels
- la scène, la régie et la technique de scène
- la prise en charge du catering des groupes de l'Envol des Cités
- la réalisation d'une promotion générale de l'événement dans toute la province de Hainaut
- la mise à disposition des affiches, flyers, produits dérivés de la manifestation
- la mise à disposition d'un complément en matériel, régisseurs son et lumière (minimum trois).
- la sécurisation, par une entreprise privée, de toute l'arrière-scène (back stage), en ce compris la sécurité des artistes et de leur matériel
- la prise en charge d'une assurance "Responsabilité civile" exploitation.

**Article 8 :** Le présent contrat ne peut être résilié par les deux parties, par lettre recommandée, qu'en cas de retard dans le planning ou de dysfonctionnement grave. La résiliation produira ses effets à la date du courrier recommandé.

**Article 9 :** en cas de litige concernant la présente convention, seuls les tribunaux de Mons sont compétents.

Fait à La Louvière en 3 exemplaires, le ..... 2017

Pour la Ville de Tournai,  
Monsieur le Directeur général,  
maïorale,  
Thierry LESPLINGART

Monsieur l'Échevin délégué à la fonction  
Paul-Olivier DELANNOIS

Pour Hainaut culture Tourisme et l'ASBL Hainaut culture,  
Madame Fabienne CAPOT  
Députée provinciale

Madame Béatrice AGOSTI  
Première Directrice "

**23. Académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Coopération avec l'Université nationale des arts de Bucarest. Arrêté ministériel de subvention. Information.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus particulièrement les articles L1124-4, §4 et L1124-25 relatifs au contrôle interne;

Vu le règlement général portant sur la comptabilité communale et, plus particulièrement, son article 6 relatif à la gestion des comptes financiers;

Vu le cadre général du système de maîtrise de l'organisation adopté en séance du conseil communal le 23 février 2015;

Considérant que la gestion des projets élaborés par l'académie des Beaux-Arts (jour) et financés par l'organisme Wallonie-Bruxelles International (WBI) est assurée par un compte portant le numéro BE65 1262 0540 0196 ouvert auprès de la banque C.P.H. SCRL;

Considérant que, par l'intégration de ce compte à vue dans l'encaisse communale, le seul signataire du compte sera le directeur financier;

Considérant que les modifications proposées s'inscrivent dans le cadre de la mise en place du contrôle interne qui vise à la simplification et au regroupement des opérations financières entre les mains et sous la responsabilité du directeur financier;

Considérant qu'actuellement deux projets sont financés par WBI, l'un à Kinshasa (République démocratique du Congo - n° d'engagement : 277702) et l'autre à Tétouan (Maroc - n° d'engagement 288492);

Considérant que les recettes et dépenses de ces deux projets seront comptabilisées sous deux articles à créer, soit 73401/435-01 et 73401/465-48;

Considérant l'arrêté ministériel d'octroi de crédit par WBI, dans le cadre d'échanges pédagogiques entre l'académie des Beaux-Arts de Tournai et l'Université nationale des arts de Bucarest (Roumanie - UNARTE), établi au montant de 2.580,00€;

Considérant que cette subvention est destinée à couvrir les frais de mission et d'accueil dans le cadre du projet de coopération bilatérale avec la Roumanie;

Considérant que cet arrêté ministériel du 27 mars 2017 prend effet le 10 février 2017 et se clôture au plus tard le 15 décembre 2017;

Considérant qu'une avance de fonds de 75% maximum, soit la somme de 1.710,00€, sera versée via une déclaration de créance introduite le 30 mars 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**PREND CONNAISSANCE**

des termes de l'arrêté ministériel de subvention par Wallonie-Bruxelles International pour l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) dans le cadre du projet de photographie «Be\_and\_archives», échanges pédagogiques avec l'université nationale des arts de Bucarest (UNARTE) et ce, pour un montant de 2.580,00€ :

## **WALLONIE-BRUXELLES INTERNATIONAL**

### **Arrêté ministériel – Bilatéral Nord**

Octroyant une subvention à l'académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai dans le cadre du projet de photographie «Be\_and\_archives», échanges pédagogiques entre l'académie des Beaux-Arts de Tournai (AC'T) et l'université nationale des arts de Bucarest (UNARTE).

Le Ministre-Président, en charge des relations internationales,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu le décret du 14 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de Communauté française pour l'année budgétaire 2017;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du gouvernement modifié par l'arrêté du 18 avril 2016;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du gouvernement modifié par l'arrêté du 25 novembre 2015;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 1er juillet 2010 portant adaptation, pour ce qui concerne Wallonie-Bruxelles International, des montants prévus dans l'arrêté royal du 8 avril 1954 réglant les modalités de contrôle des inspecteurs des finances dans certains organismes d'intérêt public;

Considérant la volonté de la Fédération Wallonie-Bruxelles de soutenir des projets en matière d'éducation et de formation, de recherche et d'enseignement supérieur, de citoyenneté et de jeunesse, de rayonnement économique, de culture, de développement des connaissances et du facteur humain, d'appui aux acteurs de la solidarité;

Considérant les échanges pédagogiques entre l'académie des Beaux-Arts de Tournai (AC'T) et l'Université nationale des arts de Bucarest (UNARTE) dans le cadre du projet de photographie «Be\_and Ro\_archives»;

### **ARRETE**

#### **Article 1**

L'article 1 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2017, octroyant une subvention à l'académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai, énoncé comme suit :

#### **Article 1. OBJET/ BÉNÉFICIAIRE**

1.1. Cette subvention est destinée à couvrir les frais de mission et d'accueil de l'académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai, dans le cadre du projet de coopération bilatérale avec la Roumanie

1.2. Une subvention d'un montant de 2.280,00€ est octroyée à l'académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai, rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai. Numéro de compte bancaire : BE42 1262 0528 9254.

EST REMPLACÉ PAR LA DISPOSITION SUIVANTE :

1.1. Cette subvention est destinée à couvrir les frais de mission et d'accueil de l'académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai, dans le cadre du projet de coopération bilatérale avec la Roumanie

1.2. Une subvention d'un montant de 2.580,00€ est octroyée à l'académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai, rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai. Numéro de compte bancaire : BE42 1262 0528 9254.



## Article 2. DURÉE/DÉLAIS

2.1. Le présent arrêté prend effet à la date du 10 février 2017.

2.2. Période d'éligibilité des dépenses :

Le présent arrêté couvre les dépenses exposées dans le cadre du projet entre le 10 février et le 1er novembre 2017.

La déclaration de clôture, ainsi que les pièces justificatives couvrant les dépenses effectuées et acquittées pour le projet et le rapport d'activités (final) devront être transmis au plus tard pour le 15 décembre 2017.

Le délai doit impérativement être respecté afin que Wallonie-Bruxelles International puisse clôturer le dossier avant le terme de la subvention.

Wallonie-Bruxelles International n'est pas tenu d'intervenir dans les dépenses exposées (réalisées et acquittées) par l'académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai en cas de non-respect de la période d'éligibilité des dépenses et du délai d'introduction des différentes pièces susmentionnées.

EST REMPLACÉ PAR LA DISPOSITION SUIVANTE :

## Article 2. DURÉE/DÉLAIS

2.1. Le présent arrêté prend effet à la date du 10 février 2017

2.2. Période d'éligibilité des dépenses :

Le présent arrêté couvre les dépenses exposées dans le cadre du projet entre le 10 février et le 15 décembre 2017.

La déclaration de clôture, ainsi que les pièces justificatives couvrant les dépenses effectuées et acquittées pour le projet et le rapport d'activités (final) devront être transmis au plus tard pour le 10 janvier 2018.

Le délai doit impérativement être respecté afin que Wallonie-Bruxelles International puisse clôturer le dossier avant le terme de la subvention.

Wallonie-Bruxelles International n'est pas tenu d'intervenir dans les dépenses exposées (réalisées et acquittées) par l'académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai en cas de non-respect de la période d'éligibilité des dépenses et du délai d'introduction des différentes pièces susmentionnées.

## Article 3. MODALITES DE PAIEMENT

3.1. Les dépenses admissibles au titre de la présente subvention sont constituées des frais dont la nature et l'estimation sont décrites ci-dessous :

Octroi de frais de déplacement à justifier d'un montant de maximum de 2.280,00€ comprenant le remboursement des postes suivants :

- Frais de mobilité : billet d'avion, train et frais de transferts;
- contribution de Wallonie-Bruxelles International aux frais de séjour et de logement à concurrence de 80,00€ maximum par jour par personne (à justifier) soit 3 personnes x 80,00€ x 3 jours.
- Le billet d'avion est remboursé sur base du tarif effectif; la différence ne peut être récupérée.

«Le destinataire de la subvention s'engage à ne bénéficier d'aucune autre subvention ou aide pour les frais rentrés dans le cadre de la présente subvention».

3.2. La subvention sera mise en liquidation selon les règles en vigueur et les modalités suivantes :

Une avance de fonds de 75% maximum, soit la somme de 1.710,00€, pourra être versée sur renvoi d'une déclaration de créance, complétée et signée en original.

Le solde de la subvention sera payé au terme de la mission, sur base de la déclaration de créance de clôture, complétée et signée en original, accompagnée des factures et d'un rapport d'activités (cfr. annexe.....).

Dans le cas d'une réservation et d'un achat du ticket d'avion sur Internet, il sera demandé de transmettre une copie de la carte d'embarquement ainsi qu'une preuve de paiement : extrait de compte bancaire ou extrait VISA sur lequel apparaît uniquement le montant effectif du billet d'avion payé.

Le rapport d'activités (le modèle vous sera transmis par courriel) est indispensable pour assurer la liquidation et la clôture du dossier budgétaire.

La déclaration de créance, les justificatifs ainsi que le rapport d'activités devront être adressés à Wallonie-Bruxelles International au plus tard le 15 décembre 2017.

Toute déclaration de créance accompagnée des documents requis, sera adressée à Madame Pascale DELCOMMINETTE, administratrice générale, Wallonie-Bruxelles International, 2 place Saintelette - 1080 Bruxelles.

Les déclarations de créance originales seront fournies signées et portant la mention «certifié sincère et véritable à la somme de .....EUROS» (en toutes lettres).

EST REMPLACÉ PAR LA DISPOSITION SUIVANTE :

Article 3. MODALITES DE PAIEMENT

3.1. Les dépenses admissibles au titre de la présente subvention sont constituées des frais dont la nature et l'estimation sont décrites ci-dessous :

Octroi de frais de déplacement et d'accueil à justifier d'un montant de maximum de 2.580,00 € comprenant le remboursement des postes suivants :

- Frais de mobilité : billet d'avion, train et frais de transferts;
- contribution de Wallonie-Bruxelles International aux frais de séjour et de logement à concurrence de 80,00€ maximum par jour par personne (à justifier) soit 3 personnes x 80,00 € x 7 jours.
- Le billet d'avion est remboursé sur base du tarif effectif; la différence ne peut être récupérée.

«Le destinataire de la subvention s'engage à ne bénéficier d'aucune autre subvention ou aide pour les frais rentrés dans le cadre de la présente subvention»

3.2. La subvention sera mise en liquidation selon les règles en vigueur et les modalités suivantes :

Une avance de fonds de 75% maximum, soit la somme de 1.935,00€, pourra être versée sur renvoi d'une déclaration de créance, complétée et signée en original.

Le solde de la subvention sera payé au terme de la mission, sur base de la déclaration de créance de clôture, complétée et signée en original, accompagnée des factures et d'un rapport d'activités (cfr. annexe ..).

Dans le cas d'une réservation et d'un achat du ticket d'avion sur Internet, il sera demandé de transmettre une copie de la carte d'embarquement ainsi qu'une preuve de paiement : extrait de compte bancaire ou extrait VISA sur lequel apparaît uniquement le montant effectif du billet d'avion payé.

Le rapport d'activités (le modèle vous sera transmis par courriel) est indispensable pour assurer la liquidation et la clôture du dossier budgétaire.

La déclaration de créance, les justificatifs ainsi que le rapport d'activités devront être adressés à Wallonie-Bruxelles International au plus tard le 10 janvier 2018.

Toute déclaration de créance accompagnée des documents requis, sera adressée à Madame Pascale DELCOMMINETTE, administratrice générale, Wallonie-Bruxelles International, 2 place Saintelette-1080 Bruxelles.

Les déclarations de créance originales seront fournies signées et portant la mention «certifié sincère et véritable à la somme de ..... EUROS» (en toutes lettres).

Bruxelles, le .....

Par délégation,

<b>24. Plaines de jeux. Règlement d'ordre intérieur et projet pédagogique 2017. Approbation.</b>
--

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"Nous sommes très interpellés par le niveau d'encadrement. Seule une personne sur trois doit être brevetée. Cela nous semble bien trop peu, d'autant que certains enfants fréquentant les plaines peuvent présenter de grosses difficultés sociales ou autres.

Il faut donc faire en sorte que des jeunes suivent la formation et en faire la publicité, notamment dans Tournai Info. D'autre part, il faut évidemment donner priorité aux personnes formées pour accéder aux postes.

Enfin, pouvez-vous me dire comment sont sélectionnés les candidats?"

Monsieur l'Echevin **Vincent BRAECKELAERE** lui répond :

"Nous respectons les normes d'encadrement définies par l'Office de la naissance et de l'enfance. Le décret de la Communauté française doit être respecté. On peut estimer que l'encadrement n'est pas suffisant au niveau des moniteurs brevetés. Mais on respecte la norme. Les centres de vacances fonctionnent depuis des décennies sans qu'il y ait jamais eu de problèmes importants avec les normes d'encadrement.

Pour répondre à la deuxième question, je précise qu'il est de plus en plus compliqué de trouver des moniteurs brevetés dans la mesure où cette formation est payante. Elle est organisée par le SPJ (service provincial de la jeunesse). D'autres associations s'en chargent également. La formation coûte grosso modo 300,00€. Certains hésitent, ce qui est un peu idiot, puisque c'est vite rentabilisé.

Concernant le recrutement, la quasi-totalité des demandes est acceptée car on a besoin d'énormément de moniteurs. Il n'y a quasiment aucun refus. Les candidats transmettent leur cv accompagné d'un extrait de casier judiciaire et d'un certificat médical attestant qu'ils sont aptes à effectuer cette tâche. Les chefs de plaine sont en général des personnes plus âgées, des adultes, des institutrices, ...A titre personnel, je souhaite qu'on engage des adultes. Parfois la différence d'âge est très réduite entre le moniteur et l'utilisateur de l'activité. Les plaines attirent régulièrement 600 enfants."

Monsieur le Conseiller communal **ECOLO, Guillaume DENONNE**, intervient à son tour :

"La ville ne pourrait-elle pas proposer à des personnes qui souhaitent travailler dans le cadre des plaines de jeux, une formation ? Quitte même à avancer le prix de la formation. Après, on pourrait le récupérer.

Quand j'étais moniteur de voile, ma formation a été récupérée sur mes premiers salaires de moniteur."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient tous les trois ans d'actualiser le règlement d'ordre intérieur des centres de vacances ou plaines de jeux;

Vu le décret du 17 mai 1999 émanant de la Communauté française et relatif aux centres de vacances ou plaines de jeux;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2001 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances ou plaines de jeux;

Vu que l'article 7 point 3 du décret stipule que pour obtenir l'agrément, le centre de vacances ou la plaine de jeux doit définir un projet pédagogique :

- qui rencontre les missions définies à l'article 3 du décret, soit contribuer à l'encadrement, l'éducation et l'épanouissement des enfants pendant les périodes de congés scolaires;
- qui fixe les objectifs poursuivis, les méthodes et les moyens développés en tenant compte des composantes socioculturelles de la société;

Considérant le projet pédagogique qui a été établi sur base du développement global de l'enfant en tenant compte de sa personnalité dans ses composantes sociales, corporelles, culturelles, ludiques, créatives et citoyennes;

Considérant que l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) a donné, le 27 mars 2017, son agrément au règlement d'ordre intérieur des plaines de jeux de Tournai ainsi qu'au projet pédagogique qui l'accompagne;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver le règlement d'ordre intérieur 2017 des centres de vacances ou plaines de jeux de la Ville ainsi que le projet pédagogique qui l'accompagne;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE:**

#### **"1) LE RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR DES CENTRES DE VACANCES OU PLAINES DE JEUX :**

Les centres de vacances ou plaines de jeux sont ouverts à tous. Ils sont reconnus et subventionnés par l'Office de la naissance et de l'enfance de la Communauté française de Belgique (ONE)

Pouvoir organisateur : administration communale.

##### **1. Modalités d'inscription**

L'inscription préalable est obligatoire pour chaque enfant. Les inscriptions débutent un mois avant chaque période de vacances scolaires et ce, uniquement au centre Bozière, de 8 heures 30 à 12 heures 00 et de 13 heures 30 à 16 heures 30.

Aucune inscription n'est acceptée pendant la période d'activités.

Les inscriptions se clôturent au plus tard une semaine avant le début des plaines.

##### **a) Conditions d'accessibilité**

Les centres ou plaines de jeux sont accessibles aux enfants âgés de 2 ½ ans à 13 ans, sans discrimination.

Dans tous les centres ou plaines de jeux, le nombre de participants peut être limité en fonction du lieu d'accueil (infrastructure disponible) et du volume de l'encadrement.

Au cas où le nombre maximal d'enfants est atteint dans un centre, les enfants sont dirigés vers un autre centre de vacances de l'entité.

La priorité est donnée aux enfants domiciliés dans l'entité de Tournai.

Les enfants sont considérés comme étant inscrits uniquement après la remise du dossier d'inscription dûment complété et signé par les parents et lorsque le paiement est effectué.

Les inscriptions permettent de connaître le nombre d'enfants pour chaque centre afin d'assurer la cohérence et le suivi des activités en constituant des équipes d'animateurs et, donc, un encadrement adéquat.

##### **b) Le dossier d'inscription**

Avant de prendre l'inscription d'un enfant, le coordinateur des centres fournit aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, les documents suivants : le formulaire d'inscription, le règlement d'ordre intérieur et le projet pédagogique.

Le formulaire d'inscription devra être entièrement et correctement complété pour chaque enfant et ce, pour chaque période de vacances scolaires. Le règlement d'ordre intérieur devra également être lu et signé pour chaque période de vacances.

Un nouveau formulaire d'inscription doit être remis au coordinateur du centre Bozière pour chaque période.

La situation familiale et médicale étant susceptible d'évoluer d'une période à l'autre, le dossier d'inscription comprend :

- les noms, prénom, adresse, code postal, localité, date de naissance et données médicales de l'enfant (+ 2 vignettes de la mutualité)
- les noms, adresse, code postal, localité et numéro de téléphone de la personne de contact
- les remarques éventuelles des parents (allergies, restrictions alimentaires ..)
- le règlement d'ordre intérieur lu et approuvé.

Autorisation parentale : les parents s'engagent à compléter et à signer le formulaire adéquat lors des sorties hors territoire. Dans ce cadre, l'enfant devra obligatoirement être muni de sa carte d'identité ou d'un passeport. Si le parent ne le désire pas, une «garderie» sera prévue dans la mesure du possible ou un déplacement éventuel de l'enfant vers un autre centre sera organisé.

#### c) Les conditions d'inscription

Les parents ont le choix entre deux formules :

- une participation de 2,00€ par jour et par enfant. Ces frais d'inscription sont réglés au centre Bozière auprès du coordinateur avant le début de la période de vacances scolaires. L'inscription n'est effective qu'après paiement de la participation.
- un forfait annuel de 30,00€ par enfant. Cette formule permet à l'enfant d'accéder aux centres de vacances durant toute l'année civile. Les paiements se font en espèces au centre Bozière uniquement. Le reçu remis aux parents fait office de preuve de paiement. Attention, le paiement de ce forfait n'est pas une priorité d'inscription, mais une facilité pour les parents. L'inscription devra être refaite avant chaque période de vacances scolaires.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'accès des enfants ne soit pas empêché par le montant de la participation financière demandée aux parents.

Une attestation de déductibilité fiscale des frais de participation aux centres est remise à la fin de la période de vacances aux parents qui en font la demande. Ils peuvent ainsi déduire les frais de garde et d'accueil de leurs revenus imposables et bénéficier aussi d'une intervention de la part de leur mutualité. Cette dernière dispose d'un document-type à faire compléter au centre Bozière, après la période de vacances.

Il est généralement disponible sur le site Web de la mutualité.

## **2. Périodes. Jours. Heures d'ouverture**

Les plaines "Paris" et "Bozière" sont accessibles du lundi au vendredi de 7 heures 00 à 17 heures 30, les autres plaines le sont de 9 heures 00 à 17 heures 00.

Durant les vacances de Pâques, toutes les plaines sont ouvertes.

Elles le sont également en été, et ce durant 6 à 7 semaines suivant les années.

Pour les vacances de Toussaint, de Noël et de Carnaval, des activités sont uniquement prévues aux centres "Paris" et "Bozière".

## **3. Lieux d'accueil**

Lieu, adresse, heures d'ouverture et public accueilli.

### - Tournai

Ecole communale Paris, rue du Sondart, 12

7 heures 00 - 17 heures 30

2 ans ½ à 6 ans

Ecole communale Beau Séjour, avenue Beau Séjour, 80

9 heures - 17 heures

2 ans ½ à 6 ans

Centre Bozière, avenue Bozière 1 bis

7 heures 00 - 17 heures 30

6 ans à 13 ans

Ecole communale du Val d'Orcq, résidence Marcel Carbonnelle, 7 b

9 heures 00 - 17 heures 00

6 ans à 13 ans

- Blandain

Ecole communale maternelle, rue Edmond Richard, 4

9 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 6 ans

Ecole communale primaire, rue Oscar Roger, 25

9 heures 00 - 17 heures 00

6 ans à 13 ans

- Templeuve

Ecole communale Camille Dépinoy, rue de Tournai, 4

9 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 13 ans

- Kain

Ecole communale Les Apicoliers, rue des Ecoles, 1

9 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 13 ans

- Warchin

Ecole communale, Vieux chemin d'Ath, 175

9 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 13 ans

- Gaurain-Ramecroix

Ecole communale, rue d'Antoing, 4

9 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 13 ans

#### **4. Organisation quotidienne**

##### **a) Les horaires**

Une garderie est assurée le matin et le soir aux centres "Paris" et "Bozière", de 7 heures 00 à 9 heures 00 et de 16 heures 30 à 17 heures 30. Elle est surveillée par les moniteurs. D'autre part, il est demandé aux parents de déposer l'enfant au plus tard à 9 heures 25.

Horaire-type d'une journée :

07 heures 00 à 09 heures 00 : garderie (pour les centres Bozière et Paris)

09 heures 00 à 09 heures 30 : accueil

09 heures 30 à 10 heures 30 : activités (1 heure)

10 heures 30 à 11 heures 00 : collation + jeux libres

11 heures 00 à 12 heures 00 : activités (1 heure)

12 heures 00 à 13 heures 30 : repas (pique-nique) + jeux libres

13 heures 30 à 15 heures 00 : activités (1 heure 30)

15 heures 00 à 15 heures 30 : collation + jeux libres

15 heures 30 à 16 heures 15 : activités (45 minutes)

16 heures 15 à 16 heures 30 : rangement des locaux et retour au calme

16 heures 30 à 17 heures 00 : garderie

17 heures 00 à 17 heures 30 : garderie (pour les centres Bozière et Paris)

La responsabilité de l'équipe s'arrête dès que l'enfant est confié à la personne qui a autorité sur lui.

L'enfant n'est confié qu'aux personnes identifiées lors de l'inscription. Aucune dérogation n'est accordée à ce sujet. Le matin, le parent doit informer l'équipe par écrit d'un changement éventuel. La personne responsable doit obligatoirement présenter l'enfant à l'accueil le matin et se représenter en fin de journée pour le reprendre.

Le coordinateur de plaine se réserve le droit de solliciter une pièce d'identité à la personne qui se présente pour reprendre l'enfant.

#### b) Les groupes

Dans chaque centre de vacances ou plaines de jeux, les enfants sont regroupés par tranches d'âge.

Le nombre et l'importance des groupes varie en fonction des centres ou plaines et du nombre d'enfants inscrits et ce, afin de respecter les normes minimales d'encadrement : soit un animateur par groupe de 8 enfants, dont un ou plusieurs ont moins de 6 ans, et un animateur par groupe de 12 enfants de plus de 6 ans.

Au cours des activités, les enfants rejoignent leurs groupes respectifs.

#### c) Les repas

les enfants apportent leur nourriture pour la journée, soit le pique-nique, les collations et les boissons  
les enfants, qui arrivent tôt, peuvent également prendre leur petit déjeuner entre 7 heures et 9 heures

les parents veillent à privilégier une alimentation saine

l'eau et le lait (pour les petits) sont également mis à disposition

chaque centre ou plaine est muni d'un frigo

lorsque le temps le permet, les repas sont pris à l'extérieur.

#### d) La piscine

L'accès à la piscine est gratuit. Les enfants (à partir de 4 ans) s'y rendent en bus. L'équipement nécessaire (maillot + essuie de bain et éventuellement langes de piscine) est à la charge des parents.  
Les enfants, qui ne savent pas nager, restent dans les petites profondeurs sous la surveillance des maîtres-nageurs et des animateurs.

Pour les plus petits, des bouées (brassières) sont disponibles sur place.

Par mesure de sécurité, elles sont enfilées à tous les enfants de moins de 6 ans, ainsi qu'aux plus grands s'il échet.

#### e) La sieste

Une sieste est prévue après le repas pour les plus petits (moins de 6 ans), mais elle n'est pas imposée.  
Pour le confort de leur enfant et pour personnaliser les couchettes, les parents peuvent fournir un essuie-éponge, un drap, un petit coussin, une couverture, un doudou, une tétine,...

Ces éléments sont confiés au chef de plaine en début de centre ou plaine et restitués aux parents le dernier jour. Pour des questions de facilité, ces objets seront identifiés par des nominettes ou autre signe distinctif.

#### f) L'équipement

En ce qui concerne la tenue vestimentaire, les parents prévoient :

- une tenue confortable et adaptée aux activités sportives et créatives organisées
- une casquette ou un chapeau et de la crème solaire en cas de fortes chaleurs
- des vêtements de pluie
- des vêtements de rechange pour les plus petits.

Le centre ou la plaine dispose de tout le matériel nécessaire à l'organisation des activités. Cependant, les enfants peuvent apporter du matériel de récupération pouvant servir à la réalisation d'activités créatives ou récréatives (pots de yaourt, journaux, bouchons de liège, pommes de pin,...).

## **5. Les mesures de prévention**

### **a) Enfant malade**

Si un enfant est malade, les parents sont avertis immédiatement et il leur est demandé de venir le chercher dans la mesure du possible.

En cas d'état alarmant, l'équipe peut appeler le médecin traitant ou le service 100, les parents sont également prévenus.

Pour rappel, la fiche médicale doit être complétée et deux vignettes de mutualité y sont jointes.

Aucun médicament ne peut être administré sous la responsabilité de l'équipe d'animation sauf sur prescription médicale. Les parents veillent, par ailleurs, à inscrire sur la boîte les nom et prénom, les heures d'administration ainsi que le dosage. Si l'enfant est fiévreux ou présente des signes de maladie, il est préférable qu'il reste à la maison.

### **b) Enfant blessé**

Chaque plaine dispose d'une trousse de secours et d'une pharmacie qui est fournie au centre Bozière.

### **c) Hygiène des tout-petits**

Les parents doivent prévoir des langes en suffisance, des vêtements de rechange, et des gants de toilette (pas de lingettes).

## **6. La discipline**

### **a) Comportement**

Durant la participation aux plaines, parents et enfants sont tenus de respecter les dispositions des différents règlements et, particulièrement, du présent règlement d'ordre intérieur ainsi que les consignes, directives et horaires qui leur sont communiqués.

Les enfants doivent respecter les règles de bienséance. Il leur est demandé d'avoir une attitude correcte et respectueuse tant à l'égard des autres enfants qu'envers les membres du personnel ou de toute autre personne.

Les enfants doivent faire preuve de discipline, de politesse, d'ordre et de propreté.

Les installations mises à disposition doivent être utilisées conformément à leur destination.

Les enfants doivent respecter le matériel.

### **b) Les interdits**

Les sorties ont lieu sous la surveillance et en compagnie des moniteurs responsables.

Les enfants inscrits à la plaine ne peuvent quitter seuls le site d'animations sans autorisation parentale.

Il est défendu de fumer dans le centre ou la plaine.

Les animaux, les trottinettes, les objets dangereux ou inutiles (jouets, argent, bijoux, téléphone, MP3, MP4, IPAD, consoles de jeux,...) sont également interdits et ne sont en aucun cas assurés.

En cas de dérogation au règlement, ces objets sont confisqués et remis aux parents.

Si l'enfant vient au centre ou plaine à vélo, celui-ci reste à l'entrée du centre ou de la plaine et est cadenassé.

### **c) Les sanctions**

Tout manque de respect envers les animateurs ou un autre membre du personnel du centre ou de la plaine ainsi que tout comportement incorrect ou indiscipliné d'un enfant fait l'objet d'une réprimande et d'un avertissement auprès des parents. Les faits sont inscrits par le coordinateur dans le carnet des doléances et communiqués aux responsables.

En cas de problème grave ou persistant, le coordinateur, responsable des plaines, convoque les parents et prend les mesures nécessaires en collaboration avec le pouvoir organisateur et le service



social. Ces mesures peuvent aller jusqu'à l'exclusion temporaire, voire définitive, du centre de vacances ou plaine de jeux.

## **7. Assurances**

Le pouvoir organisateur souscrit une assurance auprès d'une compagnie couvrant la responsabilité suite au dommage corporel causé aux enfants pendant les activités de la plaine.

Lorsqu'un accident survient, la direction prend les mesures qui s'imposent.

Les parents sont contactés immédiatement. Ainsi les responsables doivent être en possession d'un numéro de téléphone où les parents peuvent être joints à tout moment.

Malgré la vigilance des animateurs, l'enfant peut présenter à son retour à la maison (après une chute, par exemple), des signes préoccupants. Dans ce cas, les parents ayant fait appel à un médecin doivent se présenter dès que possible, munis de certificats médicaux éventuels, lesquels permettent les démarches auprès des compagnies d'assurance et ce, dans les délais prévus.

Le centre ou la plaine décline toute responsabilité en cas de perte, de dégradation ou de vol d'objets.

## **8. Photographies**

L'organisateur des centres ou plaines se réserve le droit de prendre des photographies des enfants participant aux activités. Elles sont utilisées dans le cadre strict de l'organisation des centres de vacances ou plaines de jeux, et ce pour autant que les parents ou responsables légaux aient marqué leur assentiment.

Pour les cas non prévus par le présent règlement et pour tout litige qui surviendrait, seul le pouvoir organisateur représenté par l'échevin compétent ou son remplaçant sera habilité à prendre une décision.

Lu et approuvé.

Date: ..... / ..... / 20.....

Signature des parents

Pour tout renseignement complémentaire s'adresser au Centre Bozière, 1bis avenue Bozière à 7500 Tournai. Téléphone : 069/22.35.86 ou au 0473/374.106.";

## **2) LE PROJET PEDAGOGIQUE RELATIF AUX CENTRES DE VACANCES OU PLAINES DE JEUX :**

VILLE DE TOURNAI  
SERVICE JEUNESSE

### **"Projet pédagogique**

#### **Centres de vacances ou plaines de jeux**

Les centres de vacances ou plaines de jeux sont ouverts à tous, ils sont reconnus et subventionnés par l'office de la naissance et de l'enfance de la Communauté Française de Belgique (ONE)"

Pouvoir organisateur : administration communale

La Ville de Tournai organise pendant les vacances scolaires l'accueil non résidentiel d'enfants âgés de 2 ans et demi à 13 ans dans le respect du code de la qualité de l'accueil fixé par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 et le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances ou plaines de jeux.

Une relation avec les personnes qui inscrivent l'enfant est développée de façon à ce que celui-ci soit confié en toute sérénité. Ainsi, le milieu d'accueil veille à concilier les notions d'accueil et de garde en proposant un service qui rencontre les besoins de l'enfant, tout en répondant à la demande des personnes qui le confient.

L'accueil a lieu au sein des centres de vacances ou plaines de jeux qui sont accessibles à tous sans discrimination.

La plaine est un lieu de vie, d'éducation, développée dans l'environnement géographique et social habituel de l'enfant. C'est un lieu de projets, un espace dynamique où toutes les mesures sont prises pour tendre à l'épanouissement de l'enfant.

### **1. Périodes. Jours. Heures d'ouverture**

Les centres ou plaines "Paris" et "Bozière" sont accessibles du lundi au vendredi de 7 heures 00 à 17 heures 30, les autres centres ou plaines le sont de 9 heures 00 à 17 heures 00.

Durant les vacances de Pâques, tous les centres ou plaines sont ouverts.

Ils le sont également en été, et ce durant 6 à 7 semaines.

Pour les vacances de Toussaint, de Noël et de Carnaval, des activités sont uniquement prévues aux centres ou plaines "Paris" et à "Bozière".

### **2. Lieux d'accueil**

Lieu, adresse, heures d'ouverture et public accueilli :

#### **- Tournai**

Ecole communale Paris, rue du Sondart, 12

07 heures 00 - 17 heures 30

2 ans ½ à 6 ans

Ecole communale Beau Séjour, avenue Beau Séjour, 80

09 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 6 ans

Centre Bozière, avenue Bozière 1 bis

07 heures 00 - 17 heures 30

6 ans à 13 ans

Ecole communale du Val d'Orcq, résidence Marcel Carbonnelle, 7 b

09 heures 00 - 17 heures 00

6 ans à 13 ans

#### **- Blandain**

Ecole communale maternelle, rue Edmond Richard, 4

09 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 6 ans

Ecole communale primaire, rue Oscar Roger, 25

09 heures 00 - 17 heures 00

6 ans à 13 ans

#### **- Templeuve**

Ecole communale Camille Dépinoy, rue de Tournai, 4

09 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 13 ans

#### **- Kain**

Ecole communale Les Apicoliers, rue des Ecoles, 1

09 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 13 ans

#### **- Warchin**

Ecole communale, Vieux chemin d'Ath, 175

09 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 13 ans

- Gaurain Ramecroix

Ecole communale, rue d'Antoing, 4

09 heures 00 - 17 heures 00

2 ans ½ à 13 ans

### **3. Objectifs**

Dans le respect de l'article 3 du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances ou plaines de jeux, différents objectifs sont poursuivis.

#### Objectif 1. Assurer le développement physique de l'enfant

Le centre ou la plaine favorise le développement physique de l'enfant par le biais d'activités sportives et de psychomotricité en salle et en plein air.

L'enfant peut ainsi bouger, courir, s'ébattre, sauter... Il apprend à doser ses efforts, à prendre conscience de ses capacités et à apprécier ses limites.

Sont programmés au sein du centre ou de la plaine, des petits matches de football, basket-ball, uni hockey, des jeux de frisbee, des courses relais et des danses rythmiques.

D'autres activités sont prévues hors de l'enceinte du centre ou de la plaine :

- natation à la piscine de l'Orient et accoutumance à l'eau pour les enfants à partir de 4 ans à Kain (piscine plus adaptée pour cette tranche d'âge);
- initiation au kayak, au VTT et à la trottinette à Péronnes en collaboration avec la province, initiation à l'équitation et au tennis en collaboration avec l'ADEPS;
- beach volley – Vint d'bisse à Chercq – août;
- patinage – initiation en saison – La patinoire;
- excursion à la mer – vacances d'été (uniquement pour les enfants de plus de 6 ans);
- après-midis récréatives (parc d'attraction, Tournai la plage (en collaboration avec l'ASBL Carnaval);
- marche – parcours santé - promenade dans le bois du Mont-Saint-Aubert;
- journée sportive à la RUSTA (plus de 6 ans);
- pique-nique et après-midi de détente au parc d'Estaimbourg à partir de 2,5 ans;
- journée au zoo de Lille à partir de 2,5 ans;
- visite en petit train touristique et activités équestres au centre de la Frisonnerie à Warchin;
- ecopark : acrobranche sur le site de l'Orient à partir de 3 ans.

#### Objectif 2. Créativité – Accès et initiation à la culture

Il importe que l'enfant puisse s'exprimer, créer, imaginer, explorer...

Des ateliers créatifs permettent aux enfants d'affiner leur dextérité manuelle, d'apprendre à maîtriser leurs gestes pour agir avec plus de précision et ce, par le biais de la peinture, du modelage, du découpage, du piquage, du dessin.

Différents matériaux tels le papier, la terre, les pastels, le plâtre sont utilisés. Ils permettent, par ailleurs, aux enfants de développer leur sens du toucher.

Des animations ludiques fondées sur la musique, le théâtre (jeux de rôle, mimes, improvisation, scénettes) sont programmées. Un écrivain public anime des ateliers d'écriture (contes, poèmes en fonction de l'âge).

Des séances de cinéma sont programmées. Une bibliothécaire de rue se rend dans chaque centre ou plaine pour lire des histoires aux enfants.

L'initiation à la culture se fait également par la découverte des musées tournaisiens, du Centre de la Marionnette et des monuments historiques (avec guide).

La découverte du patrimoine des villages (bâtiments civils, monuments commémoratifs, paysages, lieux-dits, folklore) est visée également. Toutes les activités visent à susciter la participation active de l'enfant.

Une discussion a lieu lors du retour en centre ou plaine et des dessins ou bricolages sont réalisés sur ce qui a été vécu.

### Objectif 3. Intégration sociale de l'enfant

A la plaine de vacances, l'accent est mis sur l'intégration sociale de chaque enfant, quelles que soient son origine et sa situation familiale.

L'intégration commence par le respect de l'autre, dans ses différences. Les comportements discriminatoires sont bannis et les échanges culturels favorisés.

Les animateurs veillent à rappeler les règles de vie en société. La vie en groupe est un apprentissage en soi.

Il importe d'établir un code avec des repères clairs pour que l'enfant sache où il se situe dans le groupe et quelles sont les règles qu'il doit observer.

Une CHARTE du CENTRE ou de la PLAINE reprenant lesdites règles négociées entre les enfants et les animateurs est établie. Elle n'est pas immuable et est affichée dans les locaux pour que chacun puisse s'y référer facilement. L'enfant doit la signer (s'il sait écrire) afin de montrer son implication.

Via cette charte et grâce à l'attitude exemplaire des animateurs, les enfants sont également sensibilisés au respect :

- des infrastructures (cours, jardins, sanitaires, ..)
- de l'ordre (dans chaque groupe, les enfants désignés à tour de rôle aident au rangement) et de la propreté
- du matériel
- de leurs objets personnels ou appartenant à d'autres (cartables, vêtements...)
- de l'environnement (arbres, plantes...).

Le gaspillage est évité et la récupération encouragée.

Par ailleurs, l'accent est mis sur le sens du partage et de l'entraide.

### Objectif 4. Apprentissage de la citoyenneté et de la participation

Les enfants sont de futurs citoyens. La citoyenneté comporte des droits et des devoirs, qui permettent une vie en communauté harmonieuse et durable. Etre citoyen, c'est participer pleinement à cette vie.

Les animateurs veillent à expliquer aux enfants qu'ils ont des droits (droit d'être respecté, considéré, bien traité...), mais également des devoirs vis-à-vis des autres (exemples : attendre son tour dans les attractions, être poli, courtois, contrôler sa colère, réprimer l'envie, ne pas voler, ne pas être violent...).

Ils les sensibilisent aux valeurs de solidarité et de participation et tendent à développer leur sens moral et civique en les amenant à respecter la discipline et les règlements quels qu'ils soient et qui sont nécessaires à l'équilibre, à la stabilité et à la cohérence du groupe.

### Objectif 5. Accueil spécifique pour les petits (moins de 6 ans)

#### \* Temps de l'accueil

Les particularités des petits enfants accueillis sont considérées pour satisfaire leur besoin de sécurité affective et physique.

Les animateurs sont attentifs, lors de leur prise en charge, aux remarques éventuelles des parents.

Un encadrement stable par des personnes expérimentées est mis en place.

Un accueil spécifique est prévu pour les enfants de moins de 6 ans : temps d'accueil et activités proposées pour faciliter la séparation parents-enfants (plasticine, légos, coloriage) et ce, sous forme de rituels matinaux. Parfois même, l'enfant sera pris dans les bras afin de le rassurer.

Les animateurs apportent une aide à l'enfant pour qu'il puisse faire connaissance avec les autres et découvrir son environnement humain et matériel. Ils lui donnent des points de repère et les informations nécessaires pour qu'il puisse apprivoiser son nouvel espace de vie.

#### \* Temps du repas

L'espace pour prendre le repas, le matériel et le mobilier sont adaptés. Une ambiance calme est favorisée. Les moniteurs prennent leur repas avec les enfants. L'appétit de l'enfant sera respecté, on ne le forcera pas, mais on veillera et informera les parents.

#### \* Temps de la sieste

Les petits de moins de 6 ans ont besoin d'un moment de repos et de détente. Un espace "sieste" est réservé. Il dispose du mobilier et du matériel adéquats.

Les enfants peuvent amener un objet personnel pour faciliter leur endormissement et des rituels sont observés (lecture d'une histoire...).

Pour ceux qui n'éprouvent pas le besoin de dormir, ils peuvent s'investir dans des activités calmes et apaisantes.

L'intendance prévoit ce qui permet d'assurer le confort des enfants (vêtements de rechange, table à langer).

#### \* Temps des activités

Les activités sont adaptées : rondes, comptines, jeux de balle, travaux et activités manuelles correspondant à leur âge.

Jeux libres : les enfants sont toujours sous surveillance, l'animateur définit un espace de jeux et met du matériel à la disposition de ceux-ci (coloriages, ballons). Il en va de même pour les plus grands.

### Objectif 6. Santé et bien-être

Les animateurs veillent à permettre à l'enfant d'évoluer dans un environnement sain et rassurant, en respectant son rythme, en lui recommandant une alimentation de bonne qualité, en lui permettant de boire (eau et lait) en suffisance, en l'aidant à se protéger du soleil, en lui donnant des conseils quant à son hygiène corporelle [se laver les mains, les cheveux (lutte contre les poux)].

Les incidents de santé sont gérés par une personne responsable désignée pour s'occuper en priorité de la boîte de secours et des fiches de santé. Un suppléant est prévu.

Une trousse de secours est disponible dans chaque centre ou plaine et est emportée lors des activités extérieures. Celle-ci comprend : du désinfectant, du sérum physiologique, des compresses stériles, du sparadrap, des bandes de gaze, des ciseaux et une pince à échardes.

### Objectif 7. Alimentation saine

Le centre ou la plaine ne fournit pas de repas, mais des boissons à volonté (eau, lait,...) et veille :

- a) au rythme des repas et à l'équilibre alimentaire
  - b) à l'hygiène dans le cadre de la préparation et de la conservation des aliments
  - c) à la confection d'un pique-nique, d'une collation ou d'un repas équilibré en évitant le grignotage
- Le matériel et l'espace utilisés pour prendre les repas sont nettoyés régulièrement.

## **4. Moyens**

### **a) Infrastructures**

Les plaines de vacances de la Ville de Tournai ont lieu dans les écoles. Des locaux séparés sont prévus pour les petits et les plus grands. Ils présentent les caractéristiques suivantes : aérés, bien éclairés et chauffés avec des installations conformes. Un éclairage de secours est prévu et entretenu régulièrement. Des poubelles sélectives sont mises à disposition. Ils sont décorés agréablement pour

donner aux lieux une ambiance chaleureuse et disposent d'espaces parfois préservés des regards (change des petits et sieste). Ils sont équipés de sanitaires adaptés (1 toilette pour 10 ou au moins 2 toilettes par infrastructure) et d'appareils électroménagers tel un frigo.

Les aires de jeux sont conformes aux règlements et entretenues régulièrement. Elles sont surveillées en permanence pour éviter les accidents et pour prévenir les incendies. Des sorties de secours sont signalées, elles sont accessibles et dégagées. Des extincteurs sont disponibles et un schéma d'évacuation est dressé et connu des responsables. Ils disposent à tout moment d'une liste des enfants accueillis. Le numéro d'appel des pompiers est affiché à divers endroits bien visibles.

#### b) Matériel

Sont mis à disposition, du matériel sportif (ballons, crosses de hockey, frisbee, paniers de basket-ball et petits buts de football), de bricolage (crayons, marqueurs, gouaches), de psychomotricité (cerceaux, cônes, cubes, parachute) ainsi que du matériel adéquat pour les petits (dînettes, poupées, petits livres, jeux) et également pour des activités particulières tels les déplacements sur la route (gilets fluorescents).

Les enfants sont invités à apporter du matériel de récupération qui sert lors d'activités créatives.

#### c) Encadrement

Les enfants sont encadrés par du personnel répondant aux conditions particulières de formation et proportionnel au nombre d'enfants accueillis.

Un appel aux candidats est lancé dans la presse.

##### \* Composition de l'équipe d'animation

- un coordinateur responsable pédagogique par plaine (10 chefs de plaine)
- un animateur par groupe de 8 enfants dont un ou plusieurs ont moins de 6 ans
- un animateur par groupe de 12 enfants de 6 ans et plus
- un animateur sur trois est breveté
- des stagiaires (éventuellement)

##### \* Rôle de l'animateur

- l'animateur est garant du bon fonctionnement du séjour en accord avec le projet pédagogique
- l'animateur assure l'accueil et la surveillance des enfants
- l'animateur anime et encadre les activités et adapte l'accompagnement pour que la sécurité soit assurée.
- l'animateur veille au bien-être de l'enfant et tient compte de ses capacités et aptitudes
- l'animateur entretient un contact permanent avec les parents
- l'animateur, dans son attitude, se positionne face aux enfants de façon loyale et impartiale
- les règles élémentaires de sécurité sont respectées lors des déplacements sur la route. L'itinéraire tient compte des dangers potentiels. Les enfants sont munis de gilets fluorescents.

##### \* Rôle du chef de plaine

Il supervise l'équipe chaque jour, veille au bon déroulement des activités et assure le respect du projet pédagogique. Il contrôle la tenue des documents administratifs (liste des présences, inscriptions et fiches médicales).

##### \* Rôle de l'aide-moniteur

L'aide-moniteur est un «adjoint» du moniteur.

L'aide-moniteur n'est jamais seul avec un groupe, mais assure la surveillance, le rangement et constitue une aide précieuse pour le moniteur breveté.

##### \* Rôle du stagiaire

Le stagiaire est un futur animateur breveté. Il observe l'animateur qui le conseille et le dirige. Il prépare ses activités et prend en charge un groupe d'enfants.

Chaque animateur qualifié ou non fait l'objet d'un rapport afin d'évaluer ses compétences et ses capacités à gérer un groupe.

Dans le cadre de transport motorisé (bus, train), les enfants montent et descendent par les portes situées du côté du trottoir, ils attachent leur ceinture et les bousculades sur les quais sont réprimées. Pour les transports à vélo

Le début et la fin du peloton sont signalés. Le code de la route est respecté.

#### \* Les groupes d'âge

Afin de respecter les rythmes biologiques des enfants et l'individualité de chacun au sein de chaque centre ou plaine, des groupes sont créés et répartis par tranche d'âge, afin que les enfants retrouvent leurs camarades habituels. De cette manière, les moments collectifs et les activités proposées sont appropriés aux besoins et aux envies des enfants.

On peut toutefois décider de grouper différemment les enfants pour des activités définies, par choix pédagogique.

Les animateurs restent en charge d'un même groupe afin de donner aux enfants un point de repère stable et de favoriser le développement d'une relation approfondie avec l'encadrant.

#### \* Préparation des activités

Des réunions de concertation de l'équipe d'animation sont organisées avant et pendant les plaines.

Avant les plaines : au cours de journées de briefing (en mai notamment pour les vacances d'été), le coordinateur discute du contenu du projet pédagogique ainsi que des instructions pratiques avec les futurs animateurs et ce, pour viser au bon déroulement des plaines. Ils échangent des idées et établissent les activités et un programme bien détaillé.

Pendant les plaines : les activités sont planifiées une semaine à l'avance. Les chefs de plaine doivent faire le point avec leur équipe au moins une fois par semaine.

A la fin de chaque semaine (le vendredi après 17 heures 30), les chefs de plaine se réunissent au centre Bozière et évaluent ensemble le déroulement et les événements de la semaine, discutent des points positifs et négatifs et envisagent les améliorations à apporter.

L'évaluation globale a lieu en fin de plaine.

#### d) Le planning

Le planning est affiché chaque fin de semaine dans le local d'accueil de chaque centre ou plaine et tient compte des différents besoins des enfants et des objectifs fixés par le projet pédagogique.

Le programme est mis en place avec toute l'équipe d'animation et préparé sur des fiches décrivant les activités.

Des concertations sont également réalisées en fin de journée avec les enfants afin que chacun puisse s'exprimer sur sa journée.

#### e) Thème

Pour chaque période de vacances s'étendant au-delà d'une semaine, les organisateurs optent pour une thématique spécifique à toutes les plaines. Le thème constitue le fil conducteur des activités. Celles-ci se calquent sur ledit thème et se modulent en fonction de l'âge, des capacités et des besoins des enfants.

Les vacances de Pâques, de juillet et d'août se clôturent par une journée de rassemblement au centre Bozière. Le thème y est mis à l'honneur au travers d'activités diverses (ateliers, musique, château gonflable, petits goûters...).

#### f) Déroulement type d'une journée

Une journée type en plaine se déroule selon un canevas précis.

Une garderie est assurée le matin et le soir aux centres "Paris" et "Bozière" et ce, de 7 heures 00 à 9 heures 00 et de 16 heures 30 à 17 heures 30.

La surveillance est assurée par les moniteurs.

Il y a lieu de noter que les enfants sont en vacances et ont le droit de ne pas participer à une activité lorsqu'ils sont fatigués et souhaitent un peu de repos.

#### Horaire-type de la journée

07 heures 00 à 09 heures 00 : garderie (pour les centres Bozière et Paris)

09 heures 00 à 09 heures 30 : accueil  
09 heures 30 à 10 heures 30 : activités (1 heure)  
10 heures 30 à 11 heures 00 : collation + jeux libres  
11 heures 00 à 12 heures 00 : activités (1 heure)  
12 heures 00 à 13 heures 30 : repas (pique-nique) + jeux libres  
13 heures 30 à 15 heures 00 : activités (1 heure 30)  
15 heures 00 à 15 heures 30 : collation + jeux libres  
15 heures 30 à 16 heures 15 : activités (45 minutes)  
16 heures 15 à 16 heures 30 : rangement des locaux et retour au calme  
16 heures 30 à 17 heures 00 : garderie  
17 heures 00 à 17 heures 30 : garderie (pour les centres Bozière et Paris)

g) Publicité du projet pédagogique et du règlement d'ordre intérieur

Le projet pédagogique et le règlement d'ordre intérieur sont affichés dans le local d'accueil de chaque plaine.

Ils sont consignés dans un fascicule remis lors de l'inscription aux parents ou aux personnes ayant autorité sur l'enfant.

## **5. Conclusion**

Les plaines de vacances de la Ville de Tournai veillent à répondre aux besoins des familles et de leurs enfants.

Le projet pédagogique est basé sur l'évaluation des nécessités du public accueilli.

Toutes les mesures sont prises pour assurer le bien-être et l'épanouissement de l'enfant hors du temps scolaire ou familial."

<b>25. Tournai. Salle de jeux sise Grand-Place, 49/1. Nouvelle convention d'exploitation. Approbation.</b>
--

Par 33 voix pour et 5 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE, Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, M. A. MELLOUK.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, lequel stipule : «*Les établissements de jeux de hasard de classe II sont des établissements dans lesquels sont exploités exclusivement les jeux de hasard autorisés par le Roi. Le nombre total des établissements de jeux de hasard de classe II autorisés est limité à 180.*

*L'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II doit s'effectuer en vertu d'une convention à conclure entre la commune du lieu de l'établissement et l'exploitant. La décision de conclure une telle convention relève du pouvoir discrétionnaire de la commune. La convention détermine où l'établissement de jeux de hasard est établi ainsi que les modalités, jours et heures*



*d'ouverture et de fermeture des établissements de jeux de hasard de classe II et qui exerce le contrôle de la commune.»;*

Considérant qu'en application de l'article 34 alinéa 3 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard cité ci-avant, la société SPIELOTHEK B.V.B.A. a conclu avec la Ville une convention en date du 29 mars 2001 en vue d'exploiter la salle de jeux sise Grand-Place, 49/01, sous l'enseigne «GOLDEN PALACE», et ce pour une durée indéterminée;

Considérant que l'article 4 de la convention susvisée prévoit que l'établissement de jeux précité est ouvert :

"- du lundi au jeudi, de 12 heures au plus tôt à 4 heures au plus tard;

- du vendredi au dimanche, de 12 heures au plus tôt à 6 heures au plus tard.

Toute ouverture au-delà des heures précisées ci-avant doit faire l'objet d'une nouvelle convention à négocier avec la commune.";

Considérant que, par courrier du 16 décembre 2016, le groupe GOLDEN PALACE, qui englobe la société précitée, a sollicité de la Ville de pouvoir modifier les heures d'ouverture de la salle de jeux visée ci-avant, exploitée par la société SPIELOTHEK BELGIE SPRL et ce, en vue de pouvoir ouvrir dès 9 heures du matin en lieu et place de 12 heures actuellement;

Considérant que le collège communal, en séance du 10 février 2017, a marqué son accord de principe sur cette modification des heures d'ouverture de la salle de jeux sise Grand-Place, 49/01;

Considérant, toutefois, qu'il a décidé, par souci d'harmonisation et d'équité, de fixer l'ouverture à 10 heures du matin au plus tôt en lieu et place des 9 heures sollicitées, d'autres salles de jeux implantées à Tournai ouvrant en matinée, le plus tôt à partir de 10 heures.

Considérant, pour rappel, que la convention du 29 mars 2001 a été conclue avec la société dénommée «SPIELOTHEK BVBA»;

Considérant que depuis, c'est une nouvelle société, SPIELOTHEK BELGIE SPRL, qui est actuellement titulaire de la licence d'exploitation pour l'établissement en question;

Considérant qu'au lieu d'établir un avenant à la convention du 29 mars 2001 en vue de modifier les horaires d'ouverture, il apparaît juridiquement plus opportun de conclure une nouvelle convention avec l'entité actuellement titulaire de la licence pour l'établissement en question, à savoir la société «SPIELOTHEK BELGIE»;

Considérant que les clauses reprises dans ce projet de nouvelle convention sont similaires à celles précédemment conclues à l'exception, toutefois, du changement d'horaire évoqué supra et de la suppression de la condition suspensive liée à l'obtention de la licence d'exploitation devenue sans objet;

Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 5 voix contre;

#### **DÉCIDE**

d'approuver le projet de convention à conclure avec la société "SPIELOTHEK BELGIE" relatif à l'exploitation d'un établissement de jeux de classe II sis Grand-Place, 49/01 à 7500 Tournai et ce, en exécution de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et dont les termes suivent :

"Entre la VILLE DE TOURNAI, représentée par Monsieur ..... et

M....., en exécution d'une délibération du conseil communal du 3 mai 2017,

ci-après dénommée «**LA VILLE**», d'une part,

Et

La société SPIELOTHEK BELGIE SPRL dont le siège social est situé avenue des Croix de Guerre, 120 à 1120 BRUXELLES, inscrite sous le numéro 0875.621.572 à la banque carrefour des entreprises et valablement représentée par Monsieur Massimo MENEGALLI, gérant;

ci-après dénommée «**L'EXPLOITANT**», d'autre part.

**PREAMBULE :**

*L'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard stipule : " (...) L'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II doit s'effectuer en vertu d'une convention à conclure entre la commune du lieu de l'établissement et l'exploitant. La décision de conclure une telle convention relève du pouvoir discrétionnaire de la commune. La convention détermine où l'établissement de jeux de hasard est établi ainsi que les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture des établissements de jeux de hasard de classe II et qui exerce le contrôle de la commune."*

En application de l'article 34 alinéa 3 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard cité ci-avant, la société SPIELOTHEK B.V.B.A. (nommée erronément «MERKUR SPIELOTHEK») a conclu avec la Ville de Tournai la convention dont question ci-avant en date du 29 mars 2001 en vue d'exploiter la salle de jeux sise Grand-Place, 49/01 sous l'enseigne «GOLDEN PALACE», et ce pour une durée indéterminée.

L'article 4 de la convention susvisée prévoit que l'établissement de jeux précité est ouvert :

- du lundi au jeudi, de 12 heures au plus tôt à 4 heures au plus tard;
- du vendredi au dimanche, de 12 heures au plus tôt à 6 heures au plus tard.

Toute ouverture au-delà des heures précisées ci-avant doit faire l'objet d'une nouvelle convention à négocier avec la commune.

Par courrier du 16 décembre 2016, le groupe GOLDEN PALACE, qui englobe la société précitée, a sollicité de la Ville de pouvoir modifier les heures d'ouverture de la salle de jeux visée ci-avant sise Grand-Place, 49, exploitée par la société SPIELOTHEK BELGIE SPRL et ce, en vue de pouvoir ouvrir dès 9 heures du matin en lieu et place de 12 heures actuellement.

Le collège communal, en sa séance du 10 février 2017, a marqué son accord de principe sur la modification des heures d'ouverture de la salle de jeux sise Grand-Place, 49/01, mais a souhaité toutefois fixer l'ouverture à partir de 10 heures du matin au plus tôt, en lieu et place des 9 heures sollicitées.

Pour rappel, la convention du 29 mars 2001 a été conclue avec la société dénommée «SPIELOTHEK BVBA» (nommée erronément «MERKUR SPIELOTHEK». Or, depuis, c'est une nouvelle société SPIELOTHEK BELGIE SPRL qui est actuellement titulaire de la licence d'exploitation pour l'établissement en question et ce, suite à une restructuration, une constitution de filiale, un apport de branche d'activité et cela avant l'acquisition, en 2011, par le groupe Golden Palace de la nouvelle SPRL «SPIELOTHEK BELGIE».

Une nouvelle convention est conclue avec l'entité actuellement titulaire de licence pour l'établissement en question, à savoir la société «SPIELOTHEK BELGIE». Les clauses de la présente convention sont similaires à celles précédemment conclues à l'exception toutefois du changement d'horaire évoqué supra et de la suppression de la condition suspensive liée à l'obtention de la licence d'exploitation devenue sans objet.

La convention du 29 mars 2001 prendra fin de plein droit le jour d'entrée en vigueur de la présente convention.

Ce préambule fait partie intégrante de la présente convention.

**IL EST DES LORS CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1 – Objet**

La présente convention est conclue en application de l'article 34 alinéa 3 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et a pour objet de fixer les modalités, jours et heures d'ouverture des établissements de jeux de classe II.

**Article 2 – Situation de l'établissement**

La présente convention concerne l'établissement de jeux de hasard dénommé «GOLDEN PALACE» sis Grand-Place 49/01 à 7500 Tournai, et vise l'exploitation des jeux de hasard de classe II autorisés par la commission des jeux de hasard.

### **Article 3 – Modalités d'exploitation**

L'exploitant s'engage à exploiter son établissement en parfaite conformité avec les dispositions légales et plus particulièrement,

\* il s'interdit :

- de connecter deux ou plusieurs appareils entre eux en vue d'octroyer un prix unique;
- d'autoriser l'accès aux salles de jeux aux personnes de moins de 21 ans;

\* il s'oblige à :

- mettre à la disposition du public, à un endroit visible et en nombre suffisant pour satisfaire à la demande, des dépliants contenant des informations sur la dépendance au jeu, le numéro d'appel du service d'aide 0800 et les adresses d'assistants sociaux;
- séparer entièrement et rigoureusement la salle de jeux des espaces ayant une autre affectation à l'intérieur de l'établissement de jeux de hasard de classe II ainsi que des espaces extérieurs à l'établissement de jeux de hasard de classe II qui sont accessibles au public, en ce sens qu'il ne peut en aucun cas être possible d'avoir de l'extérieur de la salle de jeux une vue sur les jeux de hasard;
- n'installer que des jeux de hasard autorisés par la loi ou par la commission;
- respecter l'interdiction de consommer de l'alcool à l'intérieur des salles de jeux de l'établissement;
- respecter l'interdiction de consentir des prêts et/ou avances aux joueurs;
- respecter le règlement communal de police plus particulièrement dans ses dispositions relatives à la tranquillité publique.

### **Article 4 – Jours et heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement de jeux de hasard**

L'établissement de jeux de hasard est ouvert :

- du lundi au jeudi de 10 heures du matin au plus tôt à 4 heures au plus tard;
- du vendredi au dimanche de 10 heures du matin au plus tôt à 6 heures au plus tard.

Toute ouverture au-delà des heures précisées ci-avant doit faire l'objet d'une nouvelle convention à négocier avec la Ville.

### **Article 5 – Contrôle de la Ville**

Le contrôle légal de la Ville est exercé par les membres de la police locale de la zone pluricommunale de Tournai – Brunehaut – Rumes – Antoing.

### **Article 6 – Condition résolutoire**

La perte de la licence de classe B entraînera de plein droit et sans mise en demeure la résolution de la présente convention.

### **Article 7 – Durée de validité et résiliation**

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

La Ville pourra résilier en tout temps la présente convention en cas de manquement grave aux obligations découlant de la présente convention.

### **Article 8 – Clause de juridiction**

Tout litige né de l'exécution ou de la rupture de la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - division Tournai.

Ainsi fait à Tournai, le ..... en deux originaux, chacune des parties ayant reçu son original.".

**26. Tournai. Salle de jeux sise Grand-Place, 49/2. Avenant n°1 à la convention d'exploitation.  
Approbation.**

Par 33 voix pour et 5 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE, Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, M. A. MELLOUK.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard lequel stipule : *"Les établissements de jeux de hasard de classe II sont des établissements dans lesquels sont exploités exclusivement les jeux de hasard autorisés par le Roi. Le nombre total des établissements de jeux de hasard de classe II autorisés est limité à 180.*

*L'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II doit s'effectuer en vertu d'une convention à conclure entre la commune du lieu de l'établissement et l'exploitant. La décision de conclure une telle convention relève du pouvoir discrétionnaire de la commune. La convention détermine où l'établissement de jeux de hasard est établi ainsi que les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture des établissements de jeux de hasard de classe II et qui exerce le contrôle de la commune."*

Considérant qu'en séance du 14 décembre 2015, le conseil communal a décidé d'approuver le projet de convention avec la société LERUS CENTERS SA, relatif à l'exploitation d'un établissement de classe II sis Grand-Place, 49/2, en exécution de l'article 34 alinéa 3 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard;

Considérant que la convention d'exploitation de cette salle de jeux ouverte sous l'enseigne «VIP TOURNAI» a été signée le 17 décembre 2015;

Considérant que l'article 4 de cette convention prévoit la disposition suivante : *«l'établissement de jeux précité est ouvert :*

- du lundi au jeudi, de 12 heures au plus tôt à 4 heures au plus tard;*
- du vendredi au dimanche, de 12 heures au plus tôt à 6 heures au plus tard.*

*Toute ouverture au-delà des heures précisées ci-avant doit faire l'objet d'une nouvelle convention à négocier avec la commune.»;*

Considérant que, par courrier du 16 décembre 2016, le groupe GOLDEN PALACE (lequel englobe la société LERUS CENTERS SA) a sollicité l'accord de la Ville afin de pouvoir modifier l'heure d'ouverture : à partir de 9 heures du matin, en lieu et place de 12 heures actuellement;

Considérant que cette salle de jeux ne fait l'objet d'aucun trouble à l'ordre public;

Considérant qu'en séance du 10 février 2017, le collège communal a marqué son accord de principe sur la modification des heures d'ouverture, mais que par souci d'harmonisation et d'équité, l'ouverture dudit établissement se ferait à 10 heures du matin au plus tôt en lieu et place des 9 heures sollicitées, d'autres salles de jeux implantées à Tournai ouvrant en matinée le plus tôt à partir de 10 heures;

Considérant que la modification de cet horaire d'ouverture nécessite l'établissement d'un avenant à la convention d'exploitation susvisée;

Vu le projet d'avenant n°1 à la convention d'exploitation conclue le 17 décembre 2015 avec la société LERUS CENTERS SA;

Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 5 voix contre;

#### **DÉCIDE**

d'approuver le projet **d'avenant n°1** à la convention d'exploitation conclue le 17 décembre 2015 avec la SA LERUS CENTERS, relatif à l'exploitation d'un établissement de jeux de classe II sis Grand-Place, 49/02 à 7500 Tournai et ce, en exécution de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et dont les termes suivent :

"Entre la VILLE DE TOURNAI, représentée par Monsieur ..... et

M....., en exécution d'une délibération du conseil communal du 3 mai 2017,

ci-après dénommée «LA VILLE», d'une part,

Et

La société LERUS CENTERS, dont le siège social est situé Grand-Place, 49/02 à 7500 TOURNAI, inscrite sous le numéro 0457.965.308 à la banque carrefour des entreprises et valablement représentée par Monsieur Massimo MENEGALLI, administrateur délégué.

ci-après dénommée «L'EXPLOITANT», d'autre part.

#### **PREAMBULE :**

L'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard stipule : "*Les établissements de jeux de hasard de classe II sont des établissements dans lesquels sont exploités exclusivement les jeux de hasard autorisés par le Roi. Le nombre total des établissements de jeux de hasard de classe II autorisés est limité à 180.*

*L'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II doit s'effectuer en vertu d'une convention à conclure entre la commune du lieu de l'établissement et l'exploitant. La décision de conclure une telle convention relève du pouvoir discrétionnaire de la commune. La convention détermine où l'établissement de jeux de hasard est établi ainsi que les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture...*".

En application de cette loi sur les jeux de hasard, la société LERUS CENTERS SA a conclu avec la Ville une convention le 17 décembre 2015, en vue d'exploiter la salle de jeux sise Grand-Place, 49/02 sous l'enseigne «VIP TOURNAI», et ce pour une durée indéterminée.

L'article 4 de la convention dont question ci-avant prévoit la disposition suivante que l'établissement de jeux précité est ouvert :

"-du lundi au jeudi, de 12 heures au plus tôt à 4 heures au plus tard;

- du vendredi au dimanche, de 12 heures au plus tôt à 6 heures au plus tard.

*Toute ouverture au-delà des heures précisées ci-avant doit faire l'objet d'une nouvelle convention à négocier avec la commune."*

Par courrier du 16 décembre 2016, le groupe GOLDEN PALACE (lequel englobe notamment la société LERUS CENTERS SA) a sollicité l'accord de la commune afin de pouvoir modifier les heures d'ouverture: à partir de 9 heures du matin en lieu et place de 12 heures actuellement.

Le collège communal, en séance du 10 février 2017, a marqué son accord de principe sur la modification des heures d'ouverture, mais que par souci d'harmonisation et d'équité, l'ouverture dudit établissement se ferait à 10 heures du matin au plus tôt en lieu et place des 9 heures sollicitées, d'autres salles de jeux implantées à Tournai ouvrant en matinée le plus tôt à partir de 10 heures.

Le présent avenant modifie, en conséquence, la convention mieux identifiée ci-avant comme suit :

#### **Article 1 :**

L'article 4 relatif aux jours et heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement de jeux de hasard libellé dans la convention du 17 décembre 2015 est remplacé par le texte suivant :

L'établissement de jeux de hasard est ouvert :

- du lundi au jeudi de 10 heures du matin au plus tôt à 4 heures au plus tard;
- du vendredi au dimanche de 10 heures du matin au plus tôt à 6 heures au plus tard.

Toute ouverture au-delà des heures précisées ci-avant doit faire l'objet d'une nouvelle convention à négocier avec la Ville.

**Article 2 :**

Toutes les dispositions de la convention du 17 décembre 2015, à l'exception de celles expressément modifiées par l'article 1er du présent avenant, sont maintenues dans leur intégralité.

**Article 3 :**

Les dispositions du présent avenant sortent leurs effets à la date de signature de celui-ci.

Ainsi fait à Tournai, le ..... en deux originaux, chacune des parties ayant reçu son original."

<b>27. Aménagement du territoire. Lutte contre les inondations. Création d'une zone d'immersion temporaire éco-intégrée à Willemeau. Avis.</b>
--

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, s'exprime le premier :

"Nous sommes très heureux que ce projet progresse. En 2011, une délégation de la ville s'était rendue à Silly pour visualiser un lieu assez magique. C'est un lieu d'activités pédagogiques, de découverte de la nature et aussi un lieu d'expression culturelle. Il y avait à l'époque une exposition de troncs sculptés. J'espère qu'on s'orientera vers cela. Si c'était le cas, ce serait un outil pédagogique intéressant pour les écoles, pour les amis de la nature et aussi un lieu d'activités relativement intéressant à plusieurs titres."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, poursuit :

"Mon intervention va dans le même sens. J'ajoute une petite question : est-ce que le contrat de rivière et le parc naturel ont été impliqués dans le projet ?"

Madame la Conseillère communale MR, **Hélène LELEU**, intervient ensuite :

"Je vais commencer par dire que oui, il faut essayer de lutter au mieux contre les inondations. Oui, je me sens au cœur du sujet car j'ai nettoyé la boue le 7 juin 2016 et me suis réveillée les pieds dans l'eau le 4 juillet 2005. Les riverains de Willemeau et d'Ere ont parfois tout perdu dans ces inondations. Mais il ne faut pas lutter contre les inondations n'importe comment.

A l'origine, suite à la construction du TGV, un site avait été prévu pour la création d'un bassin d'orage. Mais il n'a jamais été réalisé. Le site est actuellement en friche. Le projet actuel n'a absolument plus rien à voir.

Ce nouveau projet de zone d'immersion temporaire est immense, gigantesque, complètement démesuré. Le projet consiste en la construction de deux zones d'immersion temporaire sur un même rieu, le rieu de Taintignies qui n'est pas énorme. Elles seront construites à 800m l'une de l'autre et le projet s'étalera sur une superficie totale de 9 ha.

Premièrement, le problème des inondations se situe surtout sur le rieu de Barges. Lors des premières inondations, le rieu de Barges a été nettoyé et les égouts de la place de Willemeau ont été remis à neuf, ce qui a déjà permis une belle avancée.

Le rieu de Taintignies se jette dedans au centre du village de Willemeau.

Pourquoi faut-il dépenser 1,5 million d'euros pour un petit rieu qui se jette dans le rieu de Barges et faire un projet complètement hors normes ? Cet endroit n'est qu'une toute petite partie de la raison qui explique la crue du rieu de Barges. Pourquoi ne pas plutôt agir directement sur le rieu de Barges

en amont des villages de Willemeau et d'Ere ? En sachant que le village de Froidmont qui a été inondé également se situe en amont du rieu.

Une seule zone d'immersion serait tout à fait normale et permettrait de retenir la plus grande partie des eaux. La deuxième zone (située rue du Pèlerin) est totalement mal située et est complètement inutile. De plus, les deux zones ne collecteront pas du tout un des bassins versant situé sur le côté de Willemeau. Le problème ne sera donc pas du tout résolu puisque l'eau passera tout simplement sur le côté des deux bassins d'orage. Les riverains l'ont d'ailleurs souligné lors de précédentes enquêtes publiques concernant le projet et l'ont encore très bien aperçu quand les eaux sont arrivées lors de l'orage. Pourquoi, lorsqu'un projet comme celui-ci est à l'étude, ne prenons nous pas contact avec les riverains vivant parfois depuis des générations à Willemeau ? Cela permettrait de connaître beaucoup plus le trajet de l'eau.

Début juin, avant le gros orage, le niveau du rieu de Barges qui prend sa source en France était déjà fort élevé suite aux précipitations qui avaient eu lieu en France les semaines précédentes. Ne serait-il pas plus opportun de construire cette deuxième zone d'immersion temporaire plus haut sur le rieu de Barges ? Toute une série de petits bassins d'orage, le long du rieu de Barges, d'Esplechin à Tournai seraient beaucoup plus appropriés qu'un seul énorme projet. Cela désengorgerait totalement les villages de Willemeau et d'Ere et prendrait en compte les habitants de Froidmont qui sont totalement oubliés !

Il est aussi question, selon le futur schéma de structure communal, de construire une ZACC le long du rieu de Barges à hauteur de Froidmont. Croit-on que c'est une bonne idée alors que c'est une zone inondable ? Pensons plus à différents bassins plutôt qu'à une ZACC. C'était une des raisons pour lesquelles je m'étais abstenue lors du vote sur la présentation du schéma de structure.

De plus, je crois vraiment que le rieu doit être nettoyé et entretenu beaucoup plus régulièrement qu'il ne l'a été jusqu'à présent.

Le rieu de Barges se jette dans l'Escaut au niveau de Chercq. Mais là aussi, il y a un gros problème. Le lieu du rejet se situe plus bas que l'Escaut. Donc en cas de grosses précipitations, l'eau ne sait jamais partir. Cette fois-ci, il a fallu attendre le 8 juin à midi pour que les habitants inondés voient partir l'eau. Il faudrait également concentrer ses efforts à cet endroit là.

Le rieu de Taintignies est loin d'être le seul responsable de la crue du rieu de Barges et cela ne réduira absolument pas le problème !

Deuxième point, la rétention des eaux en cas de fortes pluies n'est pas la seule motivation du projet. En effet, une zone touristique et une nature totalement artificielle y seront intégrées. C'est cette zone qui constitue une grosse partie du projet.

Dans de nouveaux projets tels que celui là, il n'est plus de coutume d'évacuer la terre enlevée puisque cela coûte trop cher. On regarde donc à gauche et à droite, ou de bonnes terres agricoles sont cultivées et on y met la terre du trou. Cela équivaut à prendre tout simplement la terre se situant sur les côtés pour un déchet et encore une fois impacter les agriculteurs. Les agriculteurs, quoique la plupart des gens pensent, sont les premiers à aimer la nature, à la respecter, et à la travailler le plus naturellement possible et à préserver au mieux l'environnement. Pourquoi vouloir y construire une zone environnementale totalement artificielle et agrandir encore le projet ? Le petit village de Willemeau possède de nombreux poumons verts, totalement naturels et totalement environnementaux. Je vous invite à les découvrir si vous le désirez. Quel dommage de les remplacer par des infrastructures telles que proposées.

Ce site sera peut être entretenu 2, 3, 5 ans et après ? Cela deviendra une friche ? Un lieu totalement abandonné qui ne ressemblera plus à rien. Il est déjà difficile pour la ville d'entretenir toutes les routes et villages de l'entité et on veut encore leur en donner plus.

Les agriculteurs sont totalement d'accord d'aider à la lutte contre les inondations, il faut y faire quelque chose mais ils ne sont pas du tout d'accord de gaspiller la terre qui est très précieuse aujourd'hui pour nourrir la population mondiale. Les agriculteurs subissent aussi les

inondations et sont aussi les premiers à venir en aide à la population lorsque de tels événements se produisent.

En conclusion, je vais répéter qu'il faut lutter contre les inondations, il faut prendre le problème à bras le corps mais pas de manière totalement démesurée et ne pas se concentrer sur un seul des petits problèmes. Je voterai avec le conseiller communal Jean-Louis VIEREN, ce soir, contre ce projet."

Monsieur l'Echevin **Philippe ROBERT** répond à ces interventions :

"Commençons par le positif. Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'on préfère une zone d'immersion temporaire à un bassin d'orage qui ne fera que retenir les eaux. On préfère avoir une zone d'immersion temporaire où la faune et la flore vont pouvoir se développer. Au sujet de l'entretien, je rappelle que ce n'est pas la ville qui va entretenir, mais les services de la Province, ce rieu étant provincial. Je laisserai mon collègue Armand BOITE qui est échevin mais aussi conseiller provincial, répondre sur ce point.

Au sujet du parc naturel des plaines de l'Escaut, la ville n'en est pas encore membre. Donc la question ne se pose pas. En tant que président du contrat rivière Escaut Lys (CREL), j'ai organisé mercredi dernier une réunion citoyenne. Il y avait plus de 110 personnes. Les riverains du bassin du rieu de Barges sont très intéressés de savoir ce qu'on est en train de faire pour eux.

Le CREL est partie prenante. Mais on sait très bien qu'il n'y aura pas de moyens financiers, mais des conseils, des diagnostics et du travail technique.

Je précise à la conseillère communale Hélène LELEU que le collège ne dispose pas des compétences techniques et ne veut pas prendre la place d'un autre. Un ingénieur hydraulique dépêché par la Région wallonne et la Province a été chargé de toutes ces études qui ont duré plusieurs années. Elles ont débouché sur des cartes aléas, des cartes de ruissellement, pour un bassin versant de 38.644 m<sup>2</sup>. Ce n'est pas seulement un rieu qui fait 11 km. C'est tout le bassin versant qui est concerné. Quand on réalise un bassin d'orage, ce n'est pas uniquement pour les quelques mètres ou kilomètre du rieu. Le collège communal fait confiance aux professionnels, aux ingénieurs. On ne voit qu'une chose, c'est l'intérêt général, celui de l'ensemble des riverains, agriculteurs compris.

Je rappelle que les agriculteurs ne perdront aucune terre. Nous procéderons à un remembrement. Des échanges de terre auront lieu. Les agriculteurs, on ne va pas leur enlever leur gagne-pain. En ma qualité d'échevin de l'agriculture, j'y suis aussi attentif.

Ce bassin est le premier. Celui de Rumes viendra ensuite. D'autres suivront.

Ce projet a pris douze ans pour se concrétiser; 12 ans que nous attendons pour obtenir des subventions et pour avoir un résultat; 12 ans que la population du versant du rieu de Barges attend que des moyens financiers soient octroyés. 1.5 million d'euros ont été mobilisés : 60% par la Région wallonne et 40% par la Province. J'en profite pour remercier le ministre président wallon de l'époque qui est aujourd'hui notre bourgmestre en titre.

En ce qui concerne l'entretien du rieu de Barges, je l'ai dit, ce sera la Province qui s'en occupera. Votre position me désole. Nous nous sommes tous mobilisés dans ce dossier pour parvenir à des solutions. En effet, le risque zéro n'existe pas. Pour celui qui habite à côté d'un rieu, le risque existera toujours d'être inondé. C'est cela que le CREL a expliqué lors de cette conférence. C'est ce qu'on fait, en créant un bassin de 80.000 m<sup>3</sup>, un bassin qui a été calculé pour des pluies cinquantenaires. Habituellement on travaille à un horizon de 20 ans.

Nous avons mobilisé notre énergie pour obtenir ces subventions, l'accord de toutes les parties. C'est un travail de 12 ans pour arriver à un premier résultat.

Je demande simplement qu'on puisse se revoir et que vous réfléchissiez à ce que vous allez faire dans le futur pour ces gens qui attendent d'avoir un résultat.



Ces zones d'immersion temporaire vont permettre de laisser un temps supplémentaire, entre 20 et 30 minutes, pour que les gens puissent réagir lors d'une inondation comme celle que nous avons connue le 7 juin dernier.

Faisons confiance à des professionnels. Nous avons pris en compte les demandes des agriculteurs pour arriver à un résultat conforme à l'intérêt général."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient à son tour :

"Je voudrais intervenir à propos des 9 ha qui vont être soustraits à l'agriculture. Même s'ils appartiennent à l'heure actuelle au comité de remembrement, ces 9 ha sont exploités, cultivés par des agriculteurs.

Ils n'appartiennent pas à des agriculteurs, à des fermiers. Mais ils sont quand même cultivés. Donc ces 9 ha seront quand même soustraits à l'agriculture."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient alors :

"Quand il y a une inondation, chacun essaie de trouver une cause, une personne, un organisme qui est le seul et unique responsable.

Dans ce dossier, si demain il pleut à nouveau comme il a plu ce jour là, avec la même intensité, des problèmes, il y en aura encore. On ne va pas mentir aux gens. On sait très bien qu'on ne va pas régler tous les problèmes d'inondations avec les deux zones qu'on va créer. Mais ça va quand même améliorer la situation. Je pense que ce serait stupide de ne rien faire, parce que les subsides sont importants.

Je voudrais aussi rectifier un point. J'avais promis aux agriculteurs de le faire. Le soir des inondations, des choses ont été dites : c'était à cause de la ville, d'une intercommunale, des agriculteurs, ...

En fait, il n'y a pas un seul responsable. Par contre, si le dossier a traîné aussi longtemps dans les tiroirs de certaines administrations, je veux rétablir la vérité : ce n'est pas dû à deux agriculteurs tout noirs opposés à une administration toute blanche. De nombreux éléments expliquent le fait que ce dossier a traîné : la législation a changé, des choses ont évolué.

L'échevin Philippe ROBERT y a fait allusion. J'ai animé - le terme est faible - des réunions entre la Région wallonne et les agriculteurs. Cela vaut la peine d'être vécu !

Mais je suis quelqu'un de positif et je ne retiens que l'accord final. Je remercie les agriculteurs d'avoir joué le jeu et la Région wallonne d'avoir mis de l'eau dans son vin."

Le **président** d'assemblée intervient également :

"Pour ma part, simplement, je voudrais dire que les techniciens qui se sont penchés sur ce dossier ont bien calibré les choses. L'intérêt général communal fait que l'on doit toujours trouver des équilibres entre les intérêts particuliers, que notre population a le droit aussi de bénéficier des mesures de précaution, ce qui me semble utile. Je n'ai pas la compétence technique pour remettre en cause ce qui fut décidé, notamment par nos experts de la province. Je pense qu'il est important de rappeler que nous ne sommes pas les défenseurs d'un corps particulier mais de l'ensemble de la population."

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, intervient ensuite :

"Monsieur l'Echevin Philippe ROBERT a bien résumé la situation au niveau de la province.

Contrairement à ce qu'a pu dire Madame la Conseillère communale Hélène LELEU, de nombreux travaux ont été réalisés sur le rieu de Barges. On l'a encore vu récemment avec les opérations de nettoyage. Depuis 2005, quelques travaux d'élargissement ont été réalisés, notamment avec des gabions, des élargissements de pont.

Suite à l'étude menée par l'université de Liège et la faculté de Gembloux, deux bassins vont être construits à Willemeau et Taintignies. Trois autres bassins seront réalisés à Esplechin au confluent du

rieu de Barges et du ruisseau de Bachy, et à Willemeau au confluent du rieu de Barges et du ruisseau de Taintignies.

Malheureusement il ne suffit pas de dire qu'on va aménager des bassins ou des zones d'immersion. Il faut surtout des moyens financiers importants pour réaliser ces travaux.

Un autre projet a été mis en exergue dans la partie en aval. C'est le dédoublement du rieu de Barges. La province a prévu ces travaux cette année, depuis la chaussée jusqu'à l'Escaut. Une étude est en train de se finaliser pour dédoubler ce tronçon du rieu de Barges jusqu'à sa jonction avec l'Escaut. Comme l'a dit la conseillère communale Hélène LELEU, il est vrai que la jonction du rieu avec le niveau de l'Escaut, si celui-ci est en charge, se fait difficilement."

Le **président** d'assemblée conclut ces échanges comme suit :

"Je terminerai par une information qui m'avait échappé, mais qui est importante pour les équilibres généraux. Quand on a discuté il y a quelques semaines du schéma de structure communal, on a rappelé que le retrait d'un certain nombre de ZACC, initialement classées en priorité 1, restitue plusieurs dizaines d'hectares (45) au monde agricole. Nous sommes sensibles au monde agricole, même si nous défendons l'intérêt général, au delà des intérêts particuliers. Il me semble utile de souligner qu'une ville rurale comme Tournai ne peut pas négliger ses agriculteurs."

Par 34 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVI, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-L. VIEREN, Mme H. LELEU

Se sont abstenus : MM. B. MAT, S. LECONTE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courrier recommandé du 9 mars 2017 du comité d'aménagement foncier Rumes-Brunehaut (département de la ruralité et des cours d'eau, direction de l'aménagement foncier rural, boulevard Winston Churchill, 28 à 7000 Mons) précisant les modalités pratiques d'organisation d'une enquête publique relative à la mise dans le domaine public de parcelles agricoles reprises dans le périmètre du remembrement Rumes-Brunehaut pour la création de deux zones d'immersion temporaire éco-intégrées afin de lutter contre les inondations à Willemeau;

Considérant que ces deux zones d'immersion temporaire éco-intégrées seront créées l'une à Willemeau, rue de la Maladrerie, et l'autre à Taintignies, rue du Pèlerin;

Considérant le plan de la Région wallonne repris en annexe (D283-4);

Considérant qu'une enquête publique dans le cadre de l'aménagement foncier «Rumes-Brunehaut» sur le territoire des communes de Rumes et Tournai devait être réalisée en application de l'article D.283 du Code wallon de l'agriculture et selon les modalités du Code de l'environnement, livre Ier, partie III, titre III;

Considérant qu'il s'agit d'un plan d'aménagement de catégorie B et qu'une enquête publique d'une durée de 30 jours devait être organisée dans l'entité du lundi 27 mars au mardi 25 avril 2017 conformément au chapitre III du titre III du Code du droit de l'environnement, livre Ier – disposition générale;

Considérant qu'il y avait lieu d'informer la population de cette enquête publique au plus tard dans les 8 jours précédant le début de l'enquête, soit le lundi 20 mars 2017 par le biais :

- d'un affichage à l'hôtel de ville et aux endroits habituels d'affichage (districts) pendant toute la durée de l'enquête publique, l'affiche devant respecter les dispositions réglementaires habituelles relatives aux enquêtes publiques;
- d'un avis publié sur le site internet de la Ville;

Considérant que le dossier a pu être consulté durant les heures d'ouverture ainsi qu'un jour par semaine jusqu'à 20 heures ou le samedi matin en prenant rendez-vous au plus tard 24 heures à l'avance auprès du conseiller en environnement;

Considérant que toute personne a pu également obtenir toutes les explications relatives aux différents documents auprès du conseiller en environnement;

Considérant que les observations écrites ont été consignées dans un registre tout au long de l'enquête publique et lors de la séance de clôture organisée par la Ville;

Considérant que les observations verbales ont été recueillies par le conseiller en environnement, qui les a consignées lors de la clôture de l'enquête publique;

Considérant que l'ensemble de ces remarques ont été communiquées au comité d'aménagement foncier Rumes-Brunehaut, département de la ruralité et des cours d'eau, direction de l'aménagement foncier rural, boulevard Winston Churchill, 28 à 7000 Mons;

Considérant que, conformément à l'article D.283 du Code wallon de l'agriculture, le conseil communal est invité à rendre un avis sur la création d'une zone d'immersion temporaire éco-intégrée à la rue de la Maladrerie à Willemeau, suivant le plan repris en annexe (D283-4);

Sur proposition du collège communal;

Par 34 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions;

#### **DÉCIDE**

de rendre un avis favorable sur la création d'une zone d'immersion temporaire éco-intégrée à la rue de la Maladrerie à Willemeau, suivant le plan repris en annexe (D283-4).

<b>28. Ecole de Marquain. Réfection du mur arrière. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</b>
---

Monsieur le Conseiller communal Claude MICHEZ sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1er, 1<sup>o</sup>, a et c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 3;

Vu le rapport de l'auteur de projet;

*"La direction de l'école de Marquain nous a fait savoir que le mur situé à l'arrière de l'école (classe informatique) s'était en partie effondré (voir photos jointes) d'une façon imprévisible.*

*Nous avons dès lors consulté 3 entreprises générales de construction en urgence (BOUTRIBATI, VINCENT LUCAS et MOERMAN PERMANNE) pour procéder à la réfection de ce mur. Il n'est pas envisageable d'attendre pour la réalisation des travaux, car le bâtiment pourrait subir d'autres dégâts à cause des intempéries (infiltrations d'eau,...) et se dégrader beaucoup plus avec le risque qu'une autre partie du mur s'y attachant ne s'effondre à son tour vers l'extérieur ou vers l'intérieur. Ce qui serait d'autant plus dangereux, vu la présence d'une cuve à mazout à l'extérieur à proximité du mur. Deux entreprises nous ont répondu favorablement :*

- BOUTRIBATI : 12.093,96€ hors TVA – 12.819,60€ TVA comprise*
- VINCENT LUCAS : 18.225,60€ hors TVA – 19.319,14€ TVA comprise.*

*L'entreprise MOERMAN PERMANNE nous a fait savoir par mail que son agenda était rempli et qu'elle ne pourrait pas satisfaire à notre demande (voir mail ci-joint).*

*En comparant les 2 devis, nous avons demandé par téléphone à l'entreprise BOUTRIBATI des précisions concernant les frais de protection : il s'agit de protéger les châssis et le revêtement de toit, et concernant le fait que la pose d'un isolant n'était pas notée. L'entreprise m'a confirmé qu'il était prévu de poser un isolant de la même épaisseur que celui existant de +/- 50mm (voir confirmation par mail ci-jointe).*

*L'auteur de projet propose d'attribuer le marché à l'entreprise BOUTRIBATI : 302F, rue du Relais à 7531 Havinnes pour les travaux de réfection du mur de l'école de Marquain au montant de son offre la plus basse de 12.093,96€ hors TVA.*

*Toutefois, les devis ont été établis sans démontage et il serait judicieux de prévoir une somme à justifier de 1.200,00€ hors TVA soit 1.272,00€ TVA comprise ( $\pm$  10% du montant).";*

Considérant que sur cette base, le collège communal a décidé, en séance du 31 mars 2017, de passer un marché par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° c de la loi du 15 juin 2006, auprès de la firme BOUTRIBATI, rue du Relais, 302F à 7531 Havinnes, son offre s'élevant à 12.093,96€ hors TVA, soit 12.819,60€ TVA comprise;

Considérant que des crédits sont disponibles au budget extraordinaire 2017 sous l'article 722/724-60, mais qu'ils sont affectés à d'autres travaux et qu'il conviendra donc de prévoir un montant équivalent à la dépense par voie de modification budgétaire n°1;

Considérant qu'il revient au conseil communal de prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 31 mars 2017 et d'admettre ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

#### **PREND CONNAISSANCE :**

de la décision prise par le collège communal en séance du 31 mars 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et 1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché ayant pour objet la réfection du mur arrière de l'école de Marquain, avec la firme BOUTRIBATI, rue du Relais, 302F à 7531 Havinnes, au montant de son offre s'élevant à 12.093,96€ hors TVA. La TVA au taux de 6%, soit 12.819,60€ TVA comprise, sera payée au service public fédéral finances. Un montant complémentaire de 10% sera engagé afin de couvrir les éventuels suppléments.

Article 2 : l'ordre de commencer est donné immédiatement.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera régi d'une part par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui en prendra acte lors de sa prochaine séance et qui en admettra ou non la dépense.

Article 5 : un montant de 13.000,00€ sera prévu au budget extraordinaire 2017 par voie de modification budgétaire n°1;

A l'unanimité;

**ADMET**

la dépense.

**29. Réseau mutualisé de vidéosurveillance, Wi-Fi et interconnexion de bâtiments communaux. Paiement de facture. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5;

Vu la décision du collège communal du 14 août 2015 de désigner la firme

AV PROTEC, drève Gustave Fache, 1 à 7700 Mouscron, dans le cadre du marché de services ayant pour objet l'analyse visant à la mise en place d'un réseau mutualisé et évolutif des projets de vidéosurveillance, Wi-Fi et interconnexion de bâtiments communaux (en intra-muros), au montant de son offre jugée régulière et répondant aux attentes du pouvoir adjudicateur s'élevant à 4.100,00€ hors TVA, soit 4.961,00€ TVA comprise, de passer commande immédiatement et d'engager les crédits nécessaire à la réalisation de ce marché sous l'article 1241/733-60;

Vu la facture n°23/02/2017 du 15 mars 2017 émanant de la firme AV PROTEC et s'élevant à 2.480,50€ TVA comprise, relative à la mise en forme et à la finalisation du marché et à la transposition dans les composantes techniques du marché;

Considérant que les crédits relatifs à cette commande n'ont pas été engagés en 2015;

Considérant la décision du collège communal prise en séance du 31 mars 2017, en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense relative aux prestations effectuées par AV PROTEC et d'en donner connaissance au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Considérant que la régularisation des crédits sera effectuée lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2017 sous l'article 1241/733-60/15, à concurrence de 4.961,00€;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal

**PREND CONNAISSANCE**

de la décision du collège communal du 31 mars 2017 :

- en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir aux dépenses relatives aux prestations effectuées par la firme AV PROTEC dans le cadre du marché de services ayant pour objet l'analyse visant à la mise en place d'un réseau mutualisé et évolutif des projets de vidéo surveillance, Wi-Fi et interconnexion de bâtiments communaux (en intra-muros) et de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;
- d'approuver et d'autoriser le paiement de la facture n°22-02/2017 du 15 mars 2017 émanant de la firme AV PROTEC et s'élevant à 2.480,50€ TVA comprise, relative aux phases une et deux de la mission d'étude d'un réseau mutualisé pour les projets de vidéo surveillance, Wi-Fi et interconnexion de bâtiments communaux (en intra-muros) et ce, pour mission accomplie;
- de régulariser les crédits lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2017 sous l'article 1241/733-60/15, à concurrence de 4.961,00€;

A l'unanimité;

**ADMET**

la dépense.

**30. Orcq, rue de la Terre à Briques. Remise en état de points lumineux. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du conseil communal du 10 novembre 2014 de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à Tournai, la remise en état des points lumineux suivants :

- rue des Volontaires (section Tournai) - poteau Géolum n°255/05278 (pour un montant de 2.351,74€ hors TVA);
- rue de la Terre à Briques à Orcq - poteau Géolum n°255/13508 (pour un montant de 2.125,93€ hors TVA)
- rue de la Terre à Briques à Orcq - poteau Géolum n°255/13509 (pour un montant de 2.134,93 hors TVA);
- résidence du Plat d'Or (section Vezon) - poteau Géolum n°255/09835 et 255/09845 (pour un montant de 2.718,08€ hors TVA);
- statue Christine de Lalaing - Grand Place (section de Tournai) - poteau Géolum n°255/14925 (pour un montant de 2.187,40€ hors TVA);

Considérant que l'ensemble de ces travaux représente un montant total de 11.518,08€ hors TVA, la TVA d'un montant de 2.418,80€ étant payée directement à l'administration de la TVA;

Vu la facture d'ORES Assets n°12045435, datée du 28 février 2017 et relative à la remise en état de l'éclairage public à la rue de la Terre à Briques à Orcq - poteau Géolum n°255/13509, s'élevant à 2.134,93€ hors TVA;

Considérant que cette facture est conforme au devis approuvé et aux travaux réalisés par le responsable du service voirie;

Considérant que les crédits reportés au nom d'ORES Assets sont insuffisants;

Considérant la décision du collège communal du 17 mars 2017 prise en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense relative aux travaux effectués par ORES et d'en donner connaissance au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Considérant que la dépense sera régularisée par voie de modification budgétaire n°1 de l'exercice 2017, sous l'article 426/735-60/14;

Sur proposition du collège communal,

**PREND CONNAISSANCE**

de la décision prise par le collège communal en séance du 17 mars 2017, en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

- de pourvoir à la dépense relative aux travaux effectués par ORES dans le cadre de la remise en état de l'éclairage public à la rue de la Terre à Briques à Orcq - poteau Géolum n°255/13509;
- d'approuver et d'autoriser le paiement à ORES du montant de sa facture n° 12045435 relative à la réparation de l'éclairage public à la rue Terre à Briques à Orcq s'élevant à 2.134,93€ hors TVA;

- d'approuver et d'autoriser le paiement au service public fédéral finances du montant de la TVA sur ces travaux, soit la somme de 448,34€;

A l'unanimité;

**ADMET**

la dépense.

<b>31. Ilot des Sept Fontaines. Remplacement des réseaux de chaleur. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.</b>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §2 d;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions des travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Vu la décision du 3 juin 2016 du collège communal de désigner le bureau d'études BE DTS SPRL, avenue des Dauphins, 8 à 1495 Sart-Dames-Avelines, comme prestataire dans le cadre du marché de services ayant pour objet l'étude du remplacement des réseaux de chaleur (tuyauterie, compteurs, vannes, collecteurs...) à l'Ilot des Sept Fontaines;

Considérant que le bureau a établi les documents du marché et que le devis s'élève à 120.175,00 € hors TVA et options comprises, soit 127.385,50 € TVA 6% et options comprises;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation de ce marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques du marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée directe avec publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §2 d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services (montant estimé du marché inférieur à 600.000,00€ hors TVA);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet le remplacement des réseaux de chaleur (tuyauterie, compteurs, vannes, collecteurs...) à l'Ilot des Sept Fontaines estimé à 120.175,00 € hors TVA et options comprises, soit 127.385,50 € TVA 6% et options comprises.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée directe avec publicité, conformément à l'article 26 § 2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce,

sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établi à cet effet et le plan y relatif.

Article 4 : les documents à remettre dans le cadre de la sélection qualitative sont:

- par le simple fait de déposer son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans l'un des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics
- un certificat d'agrément en sous-catégorie D17- classe 1, classe basée sur l'estimation du marché sans préjudice de la loi sur l'agrément des entrepreneurs de travaux.

Article 5 : le critère d'attribution est le prix.

Article 6 : les crédits seront inscrits au budget de la régie foncière par voie de modification budgétaire n°1.

**32. Tournai, placette aux Oignons. Travaux de voiries, d'égouttage, aménagement d'un rond-point et sécurisation du parvis de Saint-Quentin et du parc Delannay. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant que l'auteur de projet a établi le projet définitif relatif au marché conjoint de travaux de voiries et d'égouttage de la placette aux Oignons, en ce compris l'aménagement d'un rond-point dans le carrefour et la sécurisation du parvis de Saint-Quentin et du parc Delannay;

Considérant que ces travaux comprendront notamment :

- les travaux préparatoires;
- le démontage d'avaloirs, taques d'égout, d'éléments linéaires;
- la démolition d'avaloirs, taques d'égout, filets d'eau, éléments linéaires;
- la remise à niveau de trapillons divers;
- la démolition des fondations et sous-fondations;
- le démontage de revêtements en pavés;
- les terrassements de déblais et remblais, nivellements, blindages, rabattements, recherche de canalisations existantes, etc.;
- la réalisation des travaux de voiries et aménagements des abords, égouttage, rejets;
- le placement de nouvelles bordures en pierre;
- la réalisation de sous-fondations;
- la réalisation de fondations;
- la réalisation de voiries et d'accotements en pavés de pierre;
- la réalisation de voiries en béton imprimé;
- la mise en place de portails automatiques pour gérer l'accès nocturne au parc Delannay, de clôtures autour du parc et au niveau de l'église Saint-Quentin, ainsi que de la mise en lumière du passage;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai : à 445.454,63€ hors TVA, soit 539.000,10€ TVA comprise
- pour la subdivision 2 - société publique de gestion de l'eau (SPGE) : à 297.283,84€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SPGE),



soit un total de 742.738,47€ hors TVA, soit 836.283,94€ TVA comprise;

Considérant qu'au stade de l'approbation de l'avant-projet, un subside de 398.090,00€ est octroyé par la direction générale opérationnelle 4 (DGO4) - revitalisation urbaine;

Considérant que le comité de direction de la SPGE, en date du 27 septembre 2016, a marqué son accord sur le projet suivant les modalités du contrat d'égouttage, pour un montant de 298.964,83€ hors TVA dont 1.680,99€ pour le forfait voirie;

Considérant que les travaux pour la partie SPGE sont inscrits au point 10 du plan d'investissement communal 2017-2018 pour un montant de 273.000,00€, approuvé par le conseil communal en date 19 décembre 2016 et non encore approuvé par la direction générale opérationnelle 1 (DGO1);

Considérant que les crédits nécessaires seront prévus lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2017 à concurrence de 550.000,00€, sous l'article 421/731-60 (à confirmer);

Considérant qu'il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1 : il sera passé un marché conjoint ayant pour objet les travaux de voiries et d'égouttage de la placette aux Oignons, en ce compris l'aménagement d'un rond-point dans le carrefour et la sécurisation du parvis de Saint-Quentin et du parc Delannay, estimés à :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai : 445.454,63€ hors TVA, soit 539.000,10€ TVA comprise
- pour la subdivision 2 - SPGE : 297.283,84€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SPGE), soit un total de 742.738,47€ hors TVA, soit 836.283,94€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 4;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que, par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires seront prévus lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2017 à concurrence de 550.000,00€, sous l'article 421/731-60.

<b>33. Templeuve. Travaux d'égouttage 2017. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.</b>
---

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, §2;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux d'égouttage 2017 à Templeuve, Cahos (pie);

Considérant que le projet prévoit :

- la démolition de chaussée
- les déblais localisés
- la réalisation de fondation en empierrement type IIA
- la réalisation d'une fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- la fourniture et la pose d'un hydrocarboné type AC-10 surf 4-1 et AC-14base3-1
- la fourniture et la pose d'éléments linéaires
- la fourniture et la pose de tuyaux en polypropylène;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 82.025,00€ hors TVA, soit 99.250,25€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 100.000,00€ sont inscrits à l'article 877/735-60 du budget extraordinaire 2017;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée, conformément à l'article 26 §1er 1°a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux d'égouttage 2017 à Templeuve, Cahos (pie).

Le montant est estimé à 82.025,00€ hors TVA, soit 99.250,25€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et le plan y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en catégorie C classe 1 et une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 100.000,00€ sont inscrits à l'article 877/735-60 du budget extraordinaire 2017.

### **34. Fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin. Compte 2015. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 septembre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de ses pièces justificatives le 10 février 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son compte pour l'exercice 2015;

Considérant que le compte 2015 n'a pas été remis à la date prévue en raison du décès de l'ancien trésorier;

Considérant que les pièces justificatives du compte ont été réclamées à la veuve du trésorier et que ces dernières n'ont été remises que récemment;

Considérant que la facture de 3.495,65€ inscrite à l'article 27 des dépenses du chapitre II n'était pas jointe et que le document des ajustements internes manquait également;

Considérant que ces documents ont été fournis par le nouveau trésorier en date du 15 mars 2017;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 7 mars 2017 réceptionnée en date du 9 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve le reste du compte 2015 sans remarque;

Considérant que le montant inscrit à l'article 41 des dépenses du chapitre II est erroné;

Considérant que le montant à inscrire est de 302,27€ ([recettes ordinaires totales : 21.624,38€ - 15.578,96€] X 5 %) et qu'il y a donc lieu de rectifier;

Considérant que sur base des pièces justificatives jointes au compte 2015, plusieurs dépenses ont été affectées à un mauvais article budgétaire et qu'il y a donc lieu de rectifier ces erreurs matérielles;

Considérant que compte tenu des corrections apportées au compte 2015, le résultat de 1.556,78€ est modifié et doit être remplacé par 1.827,79€;

Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base des corrections apportées, le compte 2015 de la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DÉCIDE**

**Article 1** : la délibération du 14 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son compte pour l'exercice 2015, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
41 (dépenses)	Remise au trésorier	450,83 €	302,27 €
45 (dépenses)	Papiers, plumes...	0,00 €	50,05 €
47 (dépenses)	Contributions	1.538,57 €	1.495,27 €
50D (dépenses)	Assurance R.C.	184,49 €	146,80 €
50E (dépenses)	Assurance-loi	0,00 €	37,69 €
50M (dépenses)	Dépenses diverses	0,00 €	41,20 €
1 (dépenses)	Pain d'autel	0,00 €	64,95 €
2 (dépenses)	Vin	0,00 €	83,40 €
3 (dépenses)	Cires, encens et chandelles	215,90 €	124,30 €
4 (dépenses)	Huiles pour lampes ardentes	0,00 €	45,80 €
15 (dépenses)	Achat de livres liturgiques	436,45 €	163,50 €

**Article 2** : la délibération telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	21.624,38 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	15.578,96 €
Recettes totales extraordinaires	1.899,04 €
- dont un boni comptable du compte 2014 de	1.899,04 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.283,25 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	18.412,38 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>23.523,42 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>21.695,63 €</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>1.827,79 €</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'État, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

### 35. Fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 22 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 23 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 23 mars 2017 réceptionnée le 28 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### DECIDE:

**Article 1** : la délibération du 22 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son compte pour l'exercice 2016, est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	14.973,67€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	5.610,70€
Recettes totales extraordinaires	96.031,58€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont l'excédent présumé de l'exercice précédent :	3.062,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.102,44€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	14.077,05€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	92.963,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>111.005,25€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>108.142,49€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>2.862,76€</b>

**Article 2** : conformément à l'article 3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<b>36. Fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert. Compte 2016. Approbation.</b>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 30 mars 2017 réceptionnée le 4 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert, au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

**Article 1** : la délibération du 13 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son compte pour l'exercice 2016, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	16.798,51€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	13.857,18€
Recettes totales extraordinaires	3.515,10€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€

• dont l'excédent présumé de l'exercice précédent :	0,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.905,65€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	14.645,74€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>20.313,61€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>17,551,39€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>2.762,22€</b>

**Article 2** : conformément à l'article 3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

### **37. Fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai. Compte 2016. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 25 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 3 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 3 avril 2017 réceptionnée le 5 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

**Article 1** : la délibération du 25 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016, est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	36.491,28€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	30.767,59€
Recettes totales extraordinaires	229.805,04€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	23.500,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2015 :	6.305,04€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.961,36€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	32.789,52€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	223.442,16€
<b>Recettes totales</b>	<b>266.296,32€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>261.193,04€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>5.103,28€</b>

**Article 2** : conformément à l'article 3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

**38. Fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles. Compte 2016. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 7 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 14 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;



Vu la décision du 16 mars 2017 réceptionnée en date du 23 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "article 11A erreur d'encodage par rapport à la facture. Montant diminué de 0,02€ et ramené à 129,96€";

Considérant que cette correction modifie le résultat du compte : 3.834,70€ en lieu et place de 3.834,68€;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre I des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base de la correction apportée, le compte 2016 de la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

**Article 1** : la délibération du 16 mars 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son compte pour l'exercice 2016, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
11A (dépenses)	Matériel pour entretien de l'église	129,98€	129,96€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales à l'ordinaire	15.172,46€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.940,47€
Recettes totales à l'extraordinaire	2.179,80€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	2.179,80€
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre I	1.502,47€
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre II	12.015,09€
Dépenses totales à l'extraordinaire du chapitre II	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>17.352,26€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>13.517,58€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>3.834,70€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

**39. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Compte 2016. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 22 février 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 2 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 mars 2017 réceptionnée en date du 14 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

**Article 1** : la délibération du 22 février 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016 est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	57.354,04€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	25.957,70€
Recettes totales extraordinaires	80.523,77€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	16.966,73€

Dépenses totales ordinaires du chapitre I	10.048,53€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	50.345,43€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	63.257,04€
<b>Recettes totales</b>	<b>137.877,81€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>123.651,00€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>14.226,81€</b>

**Article 2** : conformément à l'article 3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

#### **40. Fabrique d'église Saint-André à Chercq. Compte 2016. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 21 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 21 mars 2017 réceptionnée en date du 23 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-André à Chercq au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### DÉCIDE

**Article 1** : la délibération du 13 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son compte pour l'exercice 2016, est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales à l'ordinaire	22.794,18 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.687,31 €
Recettes totales à l'extraordinaire	11.172,57 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	11.172,57 €
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre I	1.479,13 €
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre II	26.317,85 €
Dépenses totales à l'extraordinaire du chapitre II	0,00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>33.966,75 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>27.796,98 €</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>6.169,77 €</b>

**Article 2** : conformément à l'article 3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-André à Chercq
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

#### 41. Fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 6 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 7 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 mars 2017 réceptionnée en date du 16 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé :

- article 5 : montant diminué de 320,65€ (entretien chaudière). L'article 35a n'ayant pas de crédit budgétaire, ce montant devra être inscrit à l'article D62 via modification budgétaire en 2017
- article 6D : montant ramené à 0,00€ (mauvaise ventilation)
- article 10 : montant majoré de 35,26€ (sacs-poubelle et absorbeur d'humidité)
- article 12 : montant majoré de 29,92€ (fleurs);

Considérant que, sur base des corrections apportées, le résultat du compte 2016 est le suivant : 16.095,32€, en lieu et place de 15.774,67€;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre I des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### DECIDE

**Article 1** : la délibération du 6 mars 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
5 (dépenses)	Eclairage	982,86€	662,21€
6D (dépenses)	Dépenses diverses	65,18€	0,00€
10 (dépenses)	Nettoisement de l'église	538,97€	574,23€
12 (dépenses)	Achat d'ornements et vases sacrés ordinaires	8,99€	38,91€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	43.020,72€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	41.078,83€
Recettes totales extraordinaires	23.382,33€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	20.682,33€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	5.982,50€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	41.343,32€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	2.981,91€
<b>Recettes totales</b>	<b>66.403,05€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>50.307,73€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>16.095,32€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<b>42. Fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes. Compte 2016. Approbation.</b>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 16 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 21 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 21 mars 2017 réceptionnée en date du 23 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant de 78.000,00€ inscrit à l'article 56 des dépenses extraordinaires ne répond pas au principe de sincérité budgétaire;

Considérant que, compte tenu des justificatifs joints au compte, il s'agit d'un placement effectué sur un compte BNP Paribas Fortis pour des travaux qui n'ont pas été réalisés;

Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre I des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base de la correction apportée, le compte 2016 de la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

**Article 1** : la délibération du 16 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
56 (dépenses)	Grosses réparations à l'église	78.000,00€	0,00€
53 (dépenses)	Placements de capitaux	24.550,00€	102.550,00€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales à l'ordinaire	26.022,56€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	16.427,02€
Recettes totales à l'extraordinaire	107.995,66€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	1.445,66€
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre I	2.798,07€
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre II	16.096,63€
Dépenses totales à l'extraordinaire du chapitre II	106.470,84€
<b>Recettes totales</b>	<b>134.018,22€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>125.365,54€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>8.652,68€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

#### **43. Fabrique d'église Saint-Martin à Quartes. Compte 2016. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 8 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 13 mars 2017 réceptionnée en date du 17 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

**Article 1** : la délibération du 8 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son compte pour l'exercice 2016, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	10.884,27€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	9.528,18€
Recettes totales extraordinaires	3.933,54€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	3.508,54€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	993,53€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	9.266,39€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	500,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>14.817,81€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>10.759,92€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>4.057,89€</b>

**Article 2** : conformément à l'article 3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).



Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 15 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 16 mars 2017 réceptionnée le 23 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### DÉCIDE

**Article 1** : la délibération du 13 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son compte pour l'exercice 2016, est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	21.909,35 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	16.447,57 €
Recettes totales extraordinaires	9.557,20 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	9.557,20 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.657,09 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	18.209,86 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0.00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>31.466,55 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>19.866,95 €</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>11.599,60 €</b>

**Article 2** : conformément à l'article 3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

<b>45. Fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin. Budget 2017. Approbation.</b>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 septembre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de ses pièces justificatives le 8 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 8 mars 2017 réceptionnée le 10 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant de la remise au trésorier de 360,00€ inscrit à l'article 41 des dépenses du chapitre II est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par 354,20€ ([recettes totales ordinaires - subside ordinaire communal] \* 5%);

Considérant que suivant le compte 2015 approuvé par le conseil communal, il y a lieu de modifier le calcul du montant de l'excédent présumé inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires : 779,03€ en lieu et place de 508,02€;

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de ramener le supplément communal à 15.948,33€ en lieu et place de 16.225,14€;

Considérant que le budget 2017, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DÉCIDE**

**Article 1er** : la délibération du 14 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 41	Remise au trésorier	360,00 €	354,20 €
Recettes 17	Supplément de la commune	16.225,14 €	15.948,33 €
Recettes 20	Excédent présumé	508,02 €	779,03 €

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	23.032,27 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	15.948,33 €
Recettes totales extraordinaires	779,03 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice 2015 de :	779,03 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.736,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	20.075,30 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>23.811,30 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>23.811,30 €</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00 €</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles), dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

**46. Fabrique d'église Saint-Martin à Quartes. Première modification budgétaire 2017. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 ° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 15 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 21 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 22 mars 2017 réceptionnée en date du 28 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la modification budgétaire et approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside communal ordinaire supplémentaire de 300,00€ afin de faire face à un contrôle des installations techniques ainsi qu'une analyse des risques;

Considérant que la première modification budgétaire 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE:**

**Article 1** : la délibération du 15 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017, est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	17.767,91€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	16.425,94€
Recettes totales extraordinaires	1.557,89€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont l'excédent présumé de l'exercice en cours :	1.557,89€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.107,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	17.218,80€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>19.325,80€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>19.325,80€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article 3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

<p><b>47. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Première modification budgétaire 2017.</b>  <b>Approbation.</b></p>
---

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 §1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 22 février 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 8 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 13 mars 2017 réceptionnée en date du 17 mars 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la fabrique d'église souhaite acquérir des terres (4ha 88a 48ca) sur fonds propres pour un montant de 116.437,66€ (frais compris);

Considérant l'avis favorable de l'évêché du 7 novembre 2016 quant à cette acquisition;

Considérant que, dans son courrier du 27 décembre 2016, le service public de Wallonie ne s'oppose pas à cette acquisition;

Considérant que cette opération devrait diminuer le subside communal à l'ordinaire compte tenu des fermages à percevoir par la fabrique d'église;

Considérant que la première modification budgétaire 2017 de la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

**Article 1er** : la délibération du 22 février 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017, est

**APPROUVEE** comme suit :

Recettes totales ordinaires	54.275,10€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	26.336,60€
Recettes totales extraordinaires	124.071,59€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	7.633,93€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	10.600,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	51.309,03€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	116.437,66€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>178.346,69€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>178.346,69€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

**48. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Première modification budget 2017.  
Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 §1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 9 février 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 15 février 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 20 février 2017 réceptionnée en date du 23 février 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste de cette première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire 2017 de la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant que, suivant la circulaire budgétaire 2017 de la Région wallonne, le subside extraordinaire de 35.000,00€ pour les travaux à la toiture de l'église ne pourra être versé à la fabrique d'église que sur production d'une (de) facture(s) de l'entrepreneur désigné, facture(s) accompagnée(s) des pièces justificatives;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire 2017 de la Ville;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

**Article 1er** : la délibération du 9 février 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017, est **APPROUVEE** comme suit :

Recettes totales ordinaires	26.063,73€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	24.227,73€
Recettes totales extraordinaires	36.231,27€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	35.000,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	1.231,27€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.815,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	22.480,00€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	35.000,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>62.295,00€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>62.295,00€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

#### **49. Fabriques d'église Saint-Lazare et Saint-Paul à Tournai. Fusion. Avis.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles 61 et 62 de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) qui attribuent compétence aux évêques pour formuler des propositions de création, de modification ou de suppression des paroisses, lesquelles doivent être autorisées par le "gouvernement", c'est-à-dire le gouvernement wallon, en la personne du ministre ayant l'exercice de la tutelle sur les cultes dans ses attributions;

Vu que les articles 61 et 62 de la loi précitée servent de base légale à l'autorisation de désaffectation d'une paroisse;

Considérant le procès-verbal de la réunion extraordinaire du 3 novembre 2016 de la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai;

Considérant le procès-verbal de la réunion extraordinaire du 21 mars 2016 de la fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai;

Considérant que la fabrique d'église Saint-Lazare a décidé:

- de se dissoudre et de fusionner avec la fabrique Saint-Paul.
- de transférer ses biens vers cette dernière.
- de demander à l'autorité diocésaine le rattachement territorial de la paroisse Saint-Lazare au territoire de la paroisse Saint-Paul, ainsi que la désaffectation de l'église et du presbytère;

Considérant que la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai a émis un avis positif sur ces différents éléments ainsi que sur la destination future de l'église Saint-Lazare, à savoir l'affectation de l'église et du presbytère au culte orthodoxe grec;

Considérant que la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai a marqué son accord sur l'inventaire exhaustif du patrimoine de la fabrique d'église Saint-Lazare (et d'en être désigné comme destinataire);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

d'émettre un **AVIS FAVORABLE** sur:

- la suppression de la paroisse Saint-Lazare à Tournai , au sens territorial, et son rattachement au territoire de la paroisse Saint-Paul à Tournai;
- la dissolution de la fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai et sa fusion avec la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai;
- la désaffectation de l'église Saint-Lazare à Tournai;
- le transfert du patrimoine de la fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai vers la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai.

<b>50. Finances communales. Exercice 2013. Comptes communaux annuels. Révision et modifications en comptabilité budgétaire. Arrêt.</b>
--

Monsieur le Conseiller communal Claude MICHEZ rentre en séance.

Madame l'Echevine des finances, **Laetitia LIENARD**, donne les explications suivantes :

"C'est une simple correction technique apportée au compte 2013 qui a été approuvé par notre conseil communal le 30 juin 2014 à l'issue d'un contrôle de la tutelle, consistant en une vérification des pièces comptables. Suite à cette vérification, des corrections avaient été demandées. Malgré ces corrections, il restait encore un différentiel de 694,00€ dû au fait d'une transmission difficile entre notre ancien logiciel et le logiciel e-compte de la Région wallonne. Donc on corrige ici le compte de 694,12€."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution notamment ses articles 41 et 162;



Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation notamment en ses articles L1122-23, L1122-26, L1122-30;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le conseil communal, en séance du 30 juin 2014, a arrêté les comptes annuels de l'exercice 2013 de la Ville (comptes budgétaires, bilan, compte de résultats et annexes) aux chiffres ci-après:

Compte budgétaire:

	<b>Recettes (Droits nets)</b>	<b>Dépenses (Engagements)</b>	<b>Résultat budgétaire</b>
Service ordinaire	107.186.907,28	100.478.556,67	<b>6.708.350,61</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	44.465.398,49	<b>7.872.830,71</b>
	<b>Recettes (Droits nets)</b>	<b>Dépenses (Imputations)</b>	<b>Résultat comptable</b>
Service ordinaire	107.186.907,28	97.702.350,03	<b>9.484.557,25</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	14.818.034,23	<b>37.520.194,97</b>

Compte de résultats:

	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Boni/Mali</b>
Résultat d'exploitation	104.526.538,93	104.963.660,20	-437.121,27
Résultat exceptionnel	4.621.604,24	2.283.705,23	2.337.899,01
Résultat de l'exercice	109.148.143,17	107.247.365,43	<b>1.900.777,74</b>

Total actif/passif : 510.175.830,00 €

Résultats globalisés : 87.622.668,06 €

Réserves : 4.495.513,36 €;

Vu les nombreux problèmes rencontrés pour transmettre les comptes sous format de fichier SIC aux autorités de tutelle;

Considérant le contrôle sur place des pièces comptables des comptes communaux de l'exercice 2013 par les autorités de tutelle en date du 26 février 2015;

Considérant les erreurs constatées dans la comptabilité générale des comptes et plus précisément, dans la balance des comptes généraux bilantaires et des comptes particuliers;

Considérant la réunion de travail qui s'est tenue dans les locaux du service public de Wallonie à Mons, en date du 11 avril 2016 pour examiner les corrections à apporter;

Considérant le courrier du 4 juillet 2016 du service public de Wallonie - département de la gestion et des finances des pouvoirs locaux - relatif aux impôts communaux de l'exercice 2013, signalant qu'il y avait des problèmes au niveau de la transmission du fichier SIC et que les pièces justificatives étaient incomplètes;

Considérant que les corrections portent sur le rétablissement de soldes anormaux (débiteurs ou créditeurs) de plusieurs comptes du bilan;

Considérant que ces corrections n'influencent pas la comptabilité budgétaire arrêtée dans les comptes annuels présentés en séance du 30 juin 2014;

Considérant que, vu la comptabilisation des écritures de corrections, la masse bilantaire est passée de 510.175.830,00€ à 511.427.978,39€ et les résultats globalisés de 87.622.668,06€ à 88.874.666,45€, tandis que le montant des réserves reste inchangé;

Considérant sa décision du 24 octobre 2016 révisant et arrêtant à nouveau les comptes communaux de l'exercice 2013 **modifiés** au niveau de la comptabilité générale alors que les résultats budgétaires et comptables restent identiques;

Considérant que les comptes communaux annuels de l'exercice 2013 sont établis après révision aux montants suivants :

Comptabilité budgétaire :

	<b>Recettes (Droits nets)</b>	<b>Dépenses (Engagements)</b>	<b>Résultat budgétaire</b>
Service ordinaire	107.186.907,28	100.478.556,67	<b>6.708.350,61</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	44.465.398,49	<b>7.872.830,71</b>
	<b>Recettes (Droits nets)</b>	<b>Dépenses (Imputations)</b>	<b>Résultat comptable</b>
Service ordinaire	107.186.907,28	97.702.350,03	<b>9.484.557,25</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	14.818.034,23	<b>37.520.194,97</b>

Compte de résultats :

	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Boni/Mali</b>
Résultat d'exploitation	104.526.538,93	104.963.660,20	- 437.121,27
Résultat exceptionnel	4.621.604,24	2.283.705,23	2.337.899,01
Résultat de l'exercice	109.148.143,17	107.247.365,43	<b>1.900.777,74</b>

	service ordinaire	service extraordinaire
<b>Résultat budgétaire</b>	<b>6.707.656,49</b>	<b>7.872.830,71</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>9.483.863,13</b>	<b>37.520.194,97</b>

Comptabilité générale :

Total actif/passif : 511.427.978,39 €

Résultats globalisés : 88.874.666,45 €

Réserves : 4.495.513,36 €.

Considérant que des droits négatifs relatifs aux participations des parents dans les crèches n'ont pas été reportés lors de la clôture dans la comptabilité de l'exercice 2013 pour un montant de 694,12€;

Considérant que dès lors, le montant total des droits constatés nets s'élève non plus à 107.186.907,28€ mais à 107.186.213,16€ ramenant le résultat budgétaire à 6.707.656,49€ et le résultat comptable à 9.488.863,13€;

Attendu que conformément à l'article 74 du règlement général de la comptabilité communale et après vérification que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes;

Attendu que le collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège communal veillera également, en application de l'article L1122-23 § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication des présents comptes modifiés, dans les cinq jours de l'adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présents comptes modifiés aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présents comptes;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### DECIDE

de revoir ses décisions du 30 juin 2014 et du 24 octobre 2016 arrêtant les comptes communaux de l'exercice 2013 aux chiffres suivants :

#### Compte budgétaire :

	<b>Recettes (droits nets)</b>	<b>Dépenses (engagements)</b>	<b>Résultat budgétaire</b>
Service ordinaire	107.186.907,28	100.478.556,67	<b>6.708.350,61</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	44.465.398,49	<b>7.872.830,71</b>
	<b>Recettes (droits nets)</b>	<b>Dépenses (imputations)</b>	<b>Résultat comptable</b>
Service ordinaire	107.186.907,28	97.702.350,03	<b>9.484.557,25</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	14.818.034,23	<b>37.520.194,97</b>

#### Compte de résultats :

	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Boni/Mali</b>
Résultat d'exploitation	104.526.538,93	104.963.660,20	-437.121,27
Résultat exceptionnel	4.621.604,24	2.283.705,23	2.337.899,01
Résultat de l'exercice	109.148.143,17	107.247.365,43	<b>1.900.777,74</b>

#### Comptabilité générale :

Total actif/passif: 511.427.978,39 €

Résultats globalisés: 88.874.666,45 €

Réserves: 4.495.513,36 €;

#### ARRETE

aux chiffres suivants les comptes communaux de l'exercice 2013 **modifiés** au niveau de la comptabilité budgétaire alors que les résultats budgétaires et comptables restent identiques et donc établis aux montants suivants :

	<b>Recettes (droits nets)</b>	<b>Dépenses (engagements)</b>	<b>Résultat budgétaire</b>
Service ordinaire	107.186.213,16	100.478.556,67	<b>6.707.656,49</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	44.465.398,49	<b>7.872.830,71</b>
	<b>Recettes (Droits nets)</b>	<b>Dépenses (Imputations)</b>	<b>Résultat comptable</b>
Service ordinaire	107.186.213,16	97.702.350,03	<b>9.483.863,13</b>
Service extraordinaire	52.338.229,20	14.818.034,23	<b>37.520.194,97</b>

Compte de résultats :

	Produits	Charges	Boni/Mali
Résultat d'exploitation	104.526.538,93	104.963.660,20	- 437.121,27
Résultat exceptionnel	4.621.604,24	2.283.705,23	2.337.899,01
Résultat de l'exercice	109.148.143,17	107.247.365,43	<b>1.900.777,74</b>

	service ordinaire	service extraordinaire
<b>Résultat budgétaire</b>	<b>6.707.656,49</b>	<b>7.872.830,71</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>9.483.863,13</b>	<b>37.520.194,97</b>

Comptabilité générale :

Total actif/passif : 511.427.978,39 €

Résultats globalisés : 88.874.666,45 €

Réserves : 4.495.513,36 €;

**DECIDE**

de transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle et au directeur financier.

**51. Finances communales. Exercice 2017. Subsidés aux associations locales. Première partie. Approbation.**

Dossier incorrect sur le plan technique.

Le Conseil décide de reporter le point.

**52. Finances communales. Tarif des services rendus et des biens fournis par la Ville. Exercice 2017. Actualisation. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la délibération du collège communal du 27 janvier 2017, décidant notamment:

- de vendre le catalogue de l'exposition "DALI-PITXOT" du musée des Beaux-Arts au prix de 30,00€;
- d'accorder aux Amis du musée des Beaux-Arts la réduction de 5% sur l'ouvrage et de proposer la vente à 28,50€;

Vu la délibération du collège communal du 10 mars 2017 fixant notamment le prix de vente du catalogue de l'exposition "Amphibiens" du musée d'histoire naturelle et vivarium à 12,00€;

Vu la délibération du collège communal du 17 mars 2017 décidant notamment d'accorder la gratuité d'entrée dans les musées communaux pour l'ensemble des guides touristiques, sur présentation de la carte officielle délivrée par la Fédération Wallonne des guides touristiques;

Vu la délibération du collège communal du 17 mars 2017 décidant d'autoriser des forains à installer leurs manèges sur la Grand-Place de Tournai, aux dates et conditions suivantes:

- \* du 1er au 17 avril 2017 et du 1er au 30 juillet 2017 :

- M. Sylvano PAVONE, rue du Pont Paquette, 5 à 7730 Evregnies, à côté de la statue de Christine de Lalaing sur la Grand-Place, côté halle aux draps, à condition de démonter son trampoline le vendredi soir et de le remonter le samedi à la clôture du marché, après 13 heures 45 minimum, son droit d'emplacement étant fixé à 400,00€ pour la période du 1er au 17 avril 2017 et à 500,00€ pour la période du 1er au 30 juillet 2017;

- M. Nicolas MATON, rue de l'Abbé, 151 à 7390 Quaregnon, entre la statue Christine de Lalaing et le café LE CENTRAL sur la Grand-Place, à condition de se serrer au maximum contre la statue et les bacs de fleurs et de ne pas ouvrir son manège le samedi matin durant le marché, des maraîchers jouxtant directement son manège, son droit d'emplacement étant fixé à 400,00€ pour la période du 1er au 17 avril 2017 et à 500,00€ pour la période du 1er au 30 juillet 2017;

\* du 5 au 27 août 2017:

- Mme Mathilde GRUMIAU, rue de Breuze, 86 à 7540 Kain, entre la statue Christine de Lalaing et le café LE CENTRAL sur la Grand-Place, à condition de se serrer au maximum contre la statue et les bacs de fleurs et de ne pas ouvrir son manège le samedi matin durant le marché, des maraîchers jouxtant directement son manège, son droit d'emplacement étant fixé à 500,00€.

\* Les montants des emplacements seront à verser à la direction financière et comptable avant l'installation des métiers forains sur la Grand-Place de Tournai.

\* Aucune prolongation ne sera accordée.

Vu la délibération du collège communal du 24 mars 2017 décidant notamment d'établir à 25,50€ par enfant le montant de la participation au stage de Pâques (du 4 octobre 2017 au 10 avril 2017) animé par le musée d'histoire naturelle et Danses et compagnie;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver ces décisions;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### DÉCIDE:

- de vendre le catalogue de l'exposition "DALI-PITXOT" du musée des Beaux-Arts au prix de 30,00€ et d'accorder aux Amis du musée des Beaux-Arts la réduction de 5% sur l'ouvrage, leur proposant l'ouvrage à 28,50 €;

- de vendre le catalogue de l'exposition "Amphibiens" du musée d'histoire naturelle et vivarium au prix de 12,00€;

- d'accorder la gratuité d'entrée dans les musées communaux pour l'ensemble des guides touristiques, sur présentation de la carte officielle délivrée par la Fédération Wallonne des guides touristiques;

- de fixer comme suit les conditions d'implantation des métiers forains sur la Grand-Place de Tournai, hors période de foire:

Implantation de métiers forains sur la Grand-Place de Tournai, hors période de Foire		
TARIF		
1.	du 1er au 17 avril 2017	400,00€
2.	du 1er au 31 juillet 2017	500,00€
3.	du 5 au 27 août 2017	500,00€
CONDITIONS PARTICULIERES		

1.	Emplacements : - à côté de la statue de Christine de Lalaing, côté halle aux draps - entre la statue Christine de Lalaing et le café LE CENTRAL
2.	Les forains devront respecter les conditions fixées par le collège communal dans son autorisation (emplacement, démontage de certaines structures ou fermeture du manège pendant le marché du samedi...)
3.	Le montant devra être versé à la direction financière et comptable AVANT l'installation des métiers forains sur la Grand-Place.
4.	Aucune prolongation ne sera accordée.

- d'établir à 25,50€ par enfant le montant de la participation au stage de Pâques (du 10 avril 2017 au 10 octobre 2017), animé par le musée d'histoire naturelle et Danses et compagnie;

**53. Finances communales. Cimetière de Tournai sud. Espace multiphilosophique. Matériel défectueux. Exonération. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la convention relative à l'occupation de l'espace multiphilosophique du cimetière de Tournai sud prévoit :

- en son article 1er que : "*l'espace comprend le matériel suivant (permettant de suivre la cérémonie à l'extérieur de la structure et même sur internet) :*
  - *deux pupitres pour la prise de parole comportant chacun un écran d'ordinateur*
  - *cinq caméras*
  - *cinq téléviseurs dont un à l'extérieur de la structure.*";
- en son article 3 que : "*la redevance due pour l'occupation est fixée à cent cinquante euros.*";

Considérant que, suite à la réunion du 26 octobre 2016 qui s'est tenue à l'espace multiphilosophique, il a été constaté qu'une partie du matériel était défectueuse : deux des cinq téléviseurs n'ont pas démarré, certains spots, l'écran tactile de l'orateur et le clavier du pupitre orateur sont également inutilisables;

Considérant que diverses demandes d'occupation de cet espace ont été introduites par deux sociétés de pompes funèbres durant la période de panne;

Considérant que les entreprises de pompes funèbres mandatées par les familles sollicitent l'exonération de la redevance durant la remise en état du matériel multimédia:

- *les pompes funèbres Paul LADAVID, pour des funérailles organisées le 20 janvier 2017*
- *les pompes funèbres Paul LADAVID, pour des funérailles organisées le 2 février 2017*
- *les pompes funèbres Paul LADAVID, pour des funérailles organisées le 9 mars 2017*
- *les pompes funèbres DESABLENS, pour des funérailles organisées le 16 mars 2017;*

Considérant qu'en séance du 13 avril 2017, sous réserve de l'accord du conseil communal, le collège communal a pris la décision de principe de ne pas réclamer la redevance de 150,00€ relative à l'occupation de l'espace multiphilosophique du cimetière de Tournai sud pour les funérailles organisées au moment de la panne du matériel multimédia;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

d'approuver l'exonération de la redevance de 150,00€ relative à l'occupation de l'espace multiphilosophique du cimetière de Tournai sud pour les funérailles organisées durant la panne du matériel multimédia.

**54. Finances communales. Marché conjoint de services bancaires et d'investissement  
"Financement des dépenses extraordinaires - budget 2017". Mode et conditions de  
passation du marché. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4 et les articles L3111-1 et suivants;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 26 et 38;

Vu sa décision du 19 septembre 2016 de passer un marché conjoint par appel d'offres ouvert de services bancaires portant sur le financement par emprunt des investissements 2016 prévus aux budgets de la Ville, de ses régies, de la zone de police et du Centre public d'action sociale (CPAS), conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics;

Vu la décision du collège communal du 9 décembre 2016 de désigner comme prestataire de services dans le cadre du susdit marché conjoint, BELFIUS BANQUE SA, boulevard Pachéco à 1000 Bruxelles, aux montants et conditions de son offre jugée régulière et ayant obtenu pour son offre (variante - projets durables) le plus de points en fonction des critères d'attribution du marché;

Considérant que les documents du marché prévoient, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 2° b de la loi du 15 juin 2006, la possibilité de répétition de services similaires avec le prestataire de services initial;

Considérant que le financement par emprunt des investissements 2017 est prévu aux budgets de la Ville, de ses régies, de la zone de police et du Centre public d'action sociale (CPAS) pour un total de 20.388.000,00€;

Vu les documents du marché conjoint établis par la direction financière et comptable pour le financement des investissements inscrits aux budgets extraordinaire 2017 de la Ville, de ses régies, de la zone de police du Tournaisis et du CPAS (et des modifications budgétaires éventuelles) ainsi que des services y relatifs, qui devront pouvoir être fournis pendant toute la durée du marché;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : il sera passé un marché conjoint ayant pour objet le financement par emprunt des investissements 2017 prévus aux budgets de la Ville, de ses régies, de la zone de police du Tournaisis et du CPAS de Tournai et estimé à 20.338.000,00€ d'emprunts.

Le montant repris à l'alinéa précédent a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de services conjoint sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions des articles 26 §1er 2° b et 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux

marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services après consultation du prestataire du marché initial de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les documents du marché établis à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 6 §1er 2° de l'arrêté royal du 14 janvier 2013. Les règles générales d'exécution des marchés publics ne sont pas d'application.

Article 4 : les crédits nécessaires au financement des dépenses sont prévus aux budgets de la Ville, de ses régies, de la zone de police du Tournaisis et du CPAS de Tournai.

## **55. Centre public d'action sociale. Commission locale pour l'énergie. Rapport d'activités 2016.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les décrets relatifs à l'organisation des marchés régionaux du gaz (19 décembre 2002, article 31 quater, paragraphe 1er, alinéa 2) et de l'électricité (12 avril 2001, article 33 ter, paragraphe 1er, alinéa 2);

Sur proposition du collège communal;

### **PREND CONNAISSANCE:**

du rapport d'activités de la commission locale pour l'énergie, année 2016 :

"Commission locale pour l'énergie

Rapport d'activités à destination du conseil communal

Conformément aux décrets relatifs à l'organisation des marchés régionaux du gaz (décret du 19 décembre 2002, article 31quater, paragraphe 1er, alinéa 2) et de l'électricité (décret du 12 avril 2001, article 33ter, paragraphe 1er, alinéa 2), avant le 31 mars de chaque année, les commissions locales pour l'énergie adressent au conseil communal un rapport faisant état du nombre de convocations de la commission émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

### **Année 2016**

### **CPAS de : TOURNAI**

#### **A. Nombre de saisies et type de décisions relatives à l'activité des CLE**

##### **1. Nombre de saisies de la commission locale pour l'énergie**

Nombre de saisies de la commission locale pour l'énergie pour l'ensemble de l'année : 162

Nombre de réunions de la commission locale pour l'énergie : 10

##### **En électricité**

Nombre de réunions par type de CLE:

6 ..CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie en électricité;

10 CLE concernant la perte de statut de client protégé;

0 ..CLE pour une demande d'audition du client.

##### **En gaz**

Nombre de réunions par type de CLE:



0 ..CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution;

3 ..CLE concernant les clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget pendant la période hivernale;

10 CLE concernant la perte de statut de client protégé;

0 ..CLE pour une demande d'audition du client.

## 2. Nombre de CLE par type de décision

### En électricité

\* CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie:

- 11 décisions de retrait de la fourniture minimale garantie;

- 0 décision portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le GRD avant réunion de la CLE avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);

- 0 décision d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);

- 0 décision de remise de dette prise en charge par le Fonds énergie régional;

- 0 décision portant sur la continuité de la fourniture minimale garantie [liée au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le centre public d'action sociale (CPAS),...].

Autre(s):.....

.....

.....

\* CLE concernant la perte de statut de client protégé:

- 72 décisions confirmant la perte du statut de client protégé;

- 20 décisions attestant de la qualité de client protégé et du maintien de la fourniture d'électricité;

- 24 décisions octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix.

Autre(s):.....

.....

.....

\* CLE pour une demande d'audition du client:

- 0 décision confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients;

- 0 décision ne confirmant pas le bien-fondé de la demande.

Autre(s):.....

.....

.....

### En gaz

\* CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution:

0 décision de retrait de la fourniture de gaz;

0 décision portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le GRD avant réunion de la CLE avec continuité de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);

0 décision d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);

0 décision portant sur la continuité de la fourniture de gaz (liées au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le CPAS, ...).

Autre(s):.....  
.....  
.....

\* CLE concernant les clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget gaz pendant la période hivernale:

- 2 décisions de retrait de l'alimentation;
- 11 décisions d'octroi de kWh dont 30% de la consommation restent à charge du client protégé.

Autre(s):.....  
.....  
.....

\* CLE concernant la perte de statut de client protégé:

- 65 décisions confirmant la perte du statut de client protégé;
- 10 décisions attestant de la qualité de client protégé et maintenant la fourniture de gaz;
- 24 décisions octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix.

Autre(s):.....  
.....  
.....

\* CLE pour une demande d'audition du client:

0 décision confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients;

0 décision ne confirmant pas le bien-fondé de la demande.

Autre(s):.....  
.....  
.....

## **B. Mission d'information**

(Détail des actions mises en place par la CLE pour le public qu'elle rencontre afin d'assurer sa mission d'information relative aux mesures à caractère social en matière de fourniture d'énergie et des tarifs applicables, de guidance sociale énergétique et des plans d'action préventive en matière d'énergie).

Le service a vu sa mission d'information et de suivi se développer encore au cours de cette dernière année notamment suite aux décisions de perte de statut. Cela a amené à un accompagnement des personnes dans leurs démarches de choix et d'inscription auprès d'un fournisseur. Il s'en est suivi ponctuellement des analyses et explicatifs des factures.

Signature,

Jean-Paul Caby

Président de la Commission locale

pour l'énergie".

**56. IMIO (intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle). Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 1er juin 2017. Ordre du jour. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Vu la délibération du conseil communal du 30 juin 2014 portant sur l'adhésion de la Ville à IMIO (intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IMIO a été établie en séance du 10 novembre 2014;

Considérant la convocation d'IMIO à son assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le jeudi 1er juin 2017 à 18 heures à l'hôtel Charleroi Airport, 115 chaussée de Courcelles à 6041 Gosselies, suivie, à 19 heures, d'une assemblée générale extraordinaire;

Considérant l'ordre du jour de ces deux assemblées générales;

Considérant que cette délibération sera envoyée au ministre des pouvoirs locaux, Pierre-Yves DERMAGNE, à IMIO ainsi qu'aux quatre représentants de la Ville;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

- d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IMIO qui se présente comme suit :

1. Présentation du rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Présentation du rapport du collège des contrôleurs aux comptes.
3. Présentation et approbation des comptes 2016.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes.
6. Désignation d'un administrateur;

- d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire d'IMIO qui se présente comme suit :

1. Modification des statuts de l'intercommunale.

**57. Musée d'histoire naturelle et vivarium. Don. Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'un particulier propose de faire don au musée d'histoire naturelle et vivarium de seize boîtes d'insectes, de livres et de revues d'histoire naturelle lui appartenant;

Considérant que le conservateur du musée d'histoire naturelle a examiné ces boîtes et en a fait l'inventaire :

- 3 boîtes de papillons de la famille des *Papilionidae* originaires d'Asie, contenant au total 39 spécimens

- 2 boîtes de papillons de la famille des *Papilionidae* originaires d'Amérique, contenant au total 27 spécimens

- 2 boîtes de papillons de la famille des *Papilionidae* originaires d'Afrique, contenant au total 19

spécimens

- 1 boîte de papillons de la famille des *Papilionidae* originaires d'Europe, contenant au total 20 spécimens

- 4 boîtes de papillons de la famille des *Nymphalidae* du genre *Charaxes* originaires d'Afrique, contenant au total 72 spécimens

- 1 boîte de coléoptères de la famille des *Cerambycidae* du genre *Batocera* originaires d'Asie, contenant au total 22 spécimens

- 1 boîte de coléoptères de la famille des *Cerambycidae* originaires d'Amérique, contenant au total 7 spécimens

- 1 boîte de coléoptères de la famille des *Dynastidae*, contenant au total 36 spécimens

- 1 boîte de coléoptères de la famille des *Buprestidae*, contenant au total 42 spécimens;

Considérant que les spécimens et les boîtes sont dans un état de conservation impeccable;

Considérant que le don comprend également quatre livres ayant pour sujet les papillons et quinze revues de l'association des coléoptéristes du Sud de la France;

Considérant l'avis favorable du conservateur du musée d'histoire naturelle;

Considérant qu'en séance du 10 mars 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce don, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

d'accepter le don destiné au musée d'histoire naturelle et vivarium, composé de seize boîtes d'insectes, de quatre livres ayant pour sujet les papillons et de quinze revues de l'association des coléoptéristes du Sud de la France appartenant à un particulier.

**58. Musée d'histoire naturelle et vivarium. Mise en dépôt d'un spécimen fossile *Diplocaulus* sp. Conditions de dépôt. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courrier électronique du 15 juillet 2016 de la directrice du service du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles ayant pour objet l'appel aux musées reconnus ou conventionnés concernant l'acquisition d'oeuvres d'art et d'objets de collection;

Considérant que cet appel invite tout musée reconnu ou conventionné à remettre un dossier de demande d'acquisition, la demande pouvant porter sur un ou plusieurs biens, voire sur un ensemble ou une collection, dont la valeur sera comprise entre 5.000,00 et 30.000,00€;

Considérant la décision du collège communal du 2 septembre 2016 autorisant le conservateur du musée d'histoire naturelle et vivarium à introduire un dossier pour l'acquisition par la Fédération Wallonie-Bruxelles d'un spécimen d'amphibien fossile (*Diplocaulos* sp), vu l'intérêt de cette pièce pour l'exposition temporaire consacrée aux amphibiens qui a démarré le 25 novembre 2016 et qui se terminera le 19 novembre 2017;

Considérant que le collège communal a pris connaissance en séance du 16 décembre 2016 de l'issue favorable réservée à ce dossier et de la décision de Madame la Ministre Alda GREOLI d'acquérir le spécimen fossile de *Diplocaulus* sp. pour une mise en dépôt au musée d'histoire naturelle et vivarium de Tournai;

Considérant le courrier du 9 mars 2017 du directeur général adjoint du service général du patrimoine de la Fédération Wallonie-Bruxelles confirmant cette mise en dépôt d'un spécimen fossile de

Diplocaulus sp. acquis pour la somme de 28.000,00 € par la Fédération Wallonie-Bruxelles, moyennant l'acceptation des conditions de mise en dépôt jointes au courrier;  
Considérant que les frais d'assurance du spécimen fossile, propriété de la Fédération Wallonie-Bruxelles, seront à charge de la Ville;

Considérant qu'en séance du 24 mars 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter cette mise en dépôt assortie de conditions, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver cette mise en dépôt assortie de conditions;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **DÉCIDE**

d'accepter la mise en dépôt au musée d'histoire naturelle et vivarium du spécimen fossile de *Diplocaulus sp.* acquis par la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'approuver les conditions de mise en dépôt :

### **" CONDITIONS DE MISE EN DÉPÔT**

**Article 1** : le dépositaire s'engage à ne pas déplacer le spécimen qui lui est confié sans en aviser au préalable la direction du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

**Article 2** : le dépositaire s'engage à conserver le spécimen dans un état irréprochable.

**Article 3** : le musée d'histoire naturelle de Tournai prendra à sa charge les frais d'assurance des collections mises en dépôt tant qu'elles séjournent dans ses locaux.

Les demandes de prêt parvenant au musée d'histoire naturelle de Tournai doivent être transmises à la direction du patrimoine culturel dans un délai de trois mois avant la date du début d'exposition. La décision d'octroi du prêt revient à la direction du patrimoine culturel.

**Article 4** : il est strictement interdit au dépositaire de soumettre le spécimen, pour quelque raison que ce soit, à un traitement technique quelconque tel que le nettoyage, le vernissage, la restauration ou la retouche.

**Article 5** : si le dépositaire estime qu'un spécimen doit, en raison de son état, être soumis à un traitement technique quelconque, il est tenu d'en aviser immédiatement et par écrit la direction du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

**Article 6** : aucun traitement technique ne pourra être entrepris qu'avec l'accord de la direction du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui aura, en tout temps, le droit de faire examiner le spécimen sur place.

**Article 7** : le dépositaire est responsable de tous les dommages que viendrait à subir le spécimen qui lui est confié.

**Article 8** : le dépositaire s'engage à prendre toutes les précautions requises pour conserver le spécimen dans un état inchangé. Pour chaque problème qui se poserait à ce sujet, il est tenu de consulter au besoin la direction du patrimoine culturel.

**Article 9** : le lieu de dépôt du spécimen devra garantir un climat stable. Celui-ci devra satisfaire aux normes recommandées en conservation des œuvres d'art : température inférieure à 25 °C, taux d'humidité relative de 45-55 % HR, lumière inférieure à 150 lux, rayonnement ultraviolet inférieur à 75 µW/lm.

**Article 10** : le spécimen sera exposé dans des endroits non soumis aux courants d'air ou de climatisation, irradiation directe de source chaude. Le spécimen ne pourra en aucun cas être soumis aux rayons directs du soleil, à la lumière directe naturelle, ni à une lumière naturelle ou artificielle dépassant 150 lux (pas de spot disposé à moins de 4 mètres des œuvres).

**Article 11** : le musée d'histoire naturelle de Tournai prendra à ses frais la réalisation des encadrements pour exposition aux normes de conservation pour les œuvres libres.

**Article 12** : pour tout spécimen exposé ainsi que lors de toute reproduction de celui-ci, dans une publication ou un imprimé d'accompagnement, la provenance doit être indiquée en mentionnant le numéro d'inventaire et le nom du prêteur, mentionnée à défaut comme suit : "Collection de la Fédération Wallonie-Bruxelles/Communauté française de Belgique, APC 27301, dépôt au musée d'histoire naturelle de Tournai".

**Article 13** : la Fédération Wallonie-Bruxelles peut mettre fin à la présente mise en dépôt pour tout motif et sans justification, moyennant un préavis de six mois. Après ce délai, le dépositaire s'engage à restituer le spécimen en bon état. Si le dépositaire refuse de donner suite à cette demande, le déposant aura le droit de faire reprendre le spécimen sans autre obligation que la constatation par procès-verbal d'huissier de l'identité et de l'état du spécimen, tout ceci aux frais du dépositaire. Les frais de transport en Communauté française sont à charge du musée d'histoire naturelle de Tournai.

**Article 14** : en cas de manquement à l'une de ces conditions reprises dans les présentes conditions de mise en dépôt, la Fédération Wallonie-Bruxelles peut résilier sans préavis la présente mise en dépôt. La résiliation se fait par lettre recommandée.

Le présent formulaire fixant les conditions liées à l'autorisation de mise en dépôt concerne le spécimen suivant :

- APC 27301, *Diplocaulus sp.*, 28.000,00 €

Lu et approuvé en date du .....

Les dépositaires,

Le déposant,

Thierry LESPLINGART   Paul-Olivier DELANNOIS   Roland VAN DER HOEVEN  
Directeur général   Echevin délégué à la fonction maïorale   Directeur général adjoint "

## 59. Musée d'histoire militaire. Divers dons. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courrier du conservateur relatif aux propositions de dons enregistrées au musée d'histoire militaire entre le 1er janvier 2014 et le 28 février 2017;

Considérant l'opportunité que ces propositions représentent pour l'enrichissement des collections du musée;

Considérant qu'en séance du 13 avril 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ces dons, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### APPROUVE :

- les propositions de dons suivantes, enregistrées entre le 1er janvier 2014 et le 28 février 2017 au musée d'histoire militaire, à savoir :

Donateur	Objet du don
Don de Monsieur R. Bruyère à 7500 TOURNAI	Casque allemand modèle 1916 et bugle d'infanterie britannique de 1901 perdu lors de la bataille de Mons du 23 août 1914
Don de Monsieur Benito Tommasetti à 7904 PIPAIX	Restes d'une épée fin XVIIème siècle à lame signée Antonio Tizinio découverte à Leuze
Don de Monsieur J.Liem à 9000 GENT	Drapeau et emblème de hampe du Nationale Koninglijke Beweging-Mouvement National Royaliste
Don de Monsieur Henri Bonnet à 7500 TOURNAI	Pistolet d'arçon français à garniture de fer, fin du XVIIème siècle, sans marque, cal.15mm, Livre d'Or du 3ème Chasseurs à pied, 3 plaques de salle mémorielles en bronze de la caserne Ruquoy, drapeau de la Fraternelle du 3ème Chasseurs à pied section de Tournai
Don de Monsieur Guy Demeulemeester à 7500 TOURNAI	Assiette plate en faïence du service des Artilleurs Volontaires de Tournai (Peterinck 1843), sabre d'inspecteur de la police communale de Tournai, plaquette <i>Honneur aux civils tournaisiens victimes de la barbarie allemande 1914-1918</i>
Don de Monsieur Charles Deligne à 7904 PIPAIX	Assiette plate en faïence du service des Artilleurs Volontaires de Tournai (Baudour 1900), baïonnette du génie belge modèle 1868, baïonnette du génie belge modèle 1880, baïonnette Comblain modèle 1868 de la Garde civique, baïonnette d'infanterie Mauser 1889, baïonnette yatagan Mauser 1889, baïonnette SAFN 1949, 5 boulets d'artillerie médiévale en calcaire et grès de divers calibres, étendard aux armes de Tournai fleurdisées, 3 photogravures encadrées de E.Goossens à Bruxelles représentant des types militaires belges avant 1914, plaques de ceinturon des régiments des

	grenadiers et du génie et plaque de ceinturon de l'infanterie de la Garde civique, giberne de musicien de l'armée belge, clairon, carnet de chants à l'usage de l'Armée, képi d'infanterie de la Garde civique, carte encadrée <i>Die Heerschaft Dornik Nro174</i> tirée du Weltatlas v Reilly Wien 1790, placard avisant la population du Jugement du tribunal de Tournai condamnant les réfractaires Dupiré et Leroy à Moustier le 28 juin 1806, carte Battles of Tourcoing and Tournay 1794 de W.Blackwood & sons, 3 gravures représentant des types militaires français et prussiens de 1792-95, placard Proclamation de la Députation permanente aux habitants de la province de Hainaut appelant à éviter tout acte d'hostilité envers l'envahisseur du 28 août 1914, support de barbelé d'une position britannique établie à Marquain en mai 1940, placard trilingue du Gouvernement général allemand à Bruxelles avisant d'une condamnation à mort et à un an de prison le 31 décembre 1915, affiche appelant les patriotes à manifester à Tournai pour l'écrasement du Reich et l'épuration le 1er mai 1945
Don de feu Madame Gadenne-Mortelmans à 7500 TOURNAI	Portrait de Léon Masquillier en uniforme de capitaine adjudant-major de la Garde civique de Tournai, pastel de 1913, et 2 sabres d'officier d'infanterie de la Garde civique dont l'un dédicacé ayant appartenu au même officier
Don de Monsieur P.Vermeir à 7700 MOUSCRON	Album de photographies réalisées durant l'occupation de 1914-1918 par Léon Courouble à Tournai
Don de Monsieur J.-L. Dits à 7904 PIPAIX	Planche n/b tirée de la bande dessinée <i>Fontenoy</i> de Cauvin et Lebersorg signée par ce dernier numérotée 69/70
Don de Madame Braquenier-Deconinck à 7500 SAINT-MAUR	Fusil d'infanterie Mosin-Nagant 1891, baïonnettes britanniques Lee-Metford et Lee-Enfield, clou Lee-Enfield, FAL belge, allemande 84/98, arbalètes de tir récréatif, reproduction de l'épée de couronnement des Rois de France
Don de Monsieur Damien Lesne à 7500 TOURNAI	Plan du siège de Tournai en 1709 (gravure anglaise) et plan de la ville de Tournai édité par l'armée soviétique
Don de Madame Catherine Stalens en sa qualité de Préfète de l'Athénée Jules Bara à 7500 TOURNAI	Plaque commémorative dédiée à Jules Derasse, professeur à l'Athénée Royal, assassiné le 27 mai 1940
Don de Monsieur Patrick Decraye à 7500 TOURNAI	Plaque de ceinturon de l'artillerie belge, collection de livres à sujet militaire
Don de Monsieur J.Jacquet à 7500 TOURNAI	Collection des bulletins de la Section d'histoire militaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie, documents de travail signés A.Pirmez et J.-J.Sourdeau
Don anonyme	Sept fanions de peloton provenant de l'Ecole d'Ordonnance de Tournai
Don de Monsieur Etienne Boussebart à 7500 TOURNAI	Livre <i>Survivance de la résistance en Hainaut occidental</i> par André Delcampe 2012



Don de Monsieur Olivier Malbrecq à 7548 WARCHIN	Pistolet STAR calibre 9mm Para modèle 30M1
Don de Monsieur Nicolas Lourosa à 7538 VEZON	Pièces d'équipements et d'habillement, balles de fusil, pistolet et carabine provenant du champ de bataille de Fontenoy
Don de l'Ecole Logistique à 7500 TOURNAI	Guérite en bois peinte aux couleurs belges provenant de la caserne Ruquoy
Don de Monsieur Pascal Spreux à 7540 RUMILIES	Carabine d'entraînement Germania Waffenwerk, Sportsmodell Nürnberg, calibre 4mm
Don de Madame Claudine Vinchent à 7712 HERSEAUX	Drapeau de la Fraternelle des Anciens Prisonniers de guerre de Saint-Maur
Don de la succession de Monsieur Louis Polomé à 7500 TOURNAI	Echarpe offerte au soldat Arthur Polomé par la Reine Elizabeth sur le front de l'Yser en 1914
Don de Madame Van Der Maren à 7500 TOURNAI	Boulet en fonte de fer de gros calibre percé de part en part
Don de Monsieur Nicolas Bertoux à 7521 CHERCQ	Pistolet lance-fusée tchécoslovaque VZ 30 utilisé par la Wehrmacht en 1940
Don de Madame Christiane Segart-Minjauw à 8540 Deerlijk	Lot de coiffures de la Force terrestre et de la Gendarmerie
Don de Monsieur Emile Dejeansart à 7900 LEUZE-en-HAINAUT	Casque du modèle britannique d'un officier de marine belge dans la Royal Navy surdécoré d'un étendard tricolore et d'un poignard peints sur fond bleu
Don de Monsieur Hugues Moreau à 7540 KAIN	Fusil Mauser mod.1891 argenté cal.7,65mm et Fusil Mauser siamois cal.8mm
Don de Monsieur Emmanuel Angot à 7500 TOURNAI	Livre <i>Mein Kampf</i> d'Adolf Hitler en langue française, Nouvelles Editions Latines Paris, sans date, et porte- documents d'estafette de l'armée allemande en peau de cheval, 1914-1918
Don de Monsieur Christian Goovaerts à 7800 ATH	Huile sur toile d'Adelin Goovaerts «La Guerre», 1939 et livre <i>L'invasion allemande</i> de J.Cuvelier, 4 volumes, 1926
Don de Monsieur Christian Vigin à 7540 KAIN	Sac en toile à l'adresse de Vigin Maurice, soldat belge prisonnier au Stalag de Ludwigsburg-Stuttgart, documents militaires de Vigin Maurice, 5 albums de photographies de Tournai détruit en mai 1940 (Edit.Nels), carte militaire de Tournai sur toile IGM 1887
Don de Monsieur Claude Bonnet à 7522 Marquain	Lampe à batterie d'officier britannique dans son étui de cuir 1918
Don de la zone de police du Val de l'Escaut	Collection d'armes de poing (revolver Hermanos Retolaza cal.8mm, pistolet Melior cal.7,65mm, 2 pistolets Browning FN modèle 130 cal.32, pistolet Browning FN 1900 cal.7,65mm, pistolet Browning FN modèle 1906 cal.6,35mm, pistolet FN Baby cal.6,35, pistolet Browning FN modèle 1910 cal.7,65mm, pistolet Browning FN modèle 1910 cal.9mm court, 3 pistolets FN modèle 10/22 cal.7,65mm (fabrications différentes), pistolet FN Challenger cal.22LR, pistolet Margolin cal.22LR, pistolet Le Dragon Liège cal.6,35mm, pistolet Star Bonifacio Etcheveria modèle Izarra cal.7,65mm, pistolet Looking Glass Espagne cal.6,35mm, pistolet Star modèle 30M1 cal.9mm Para, revolver Smith&Wesson mod.13-3 cal.357M, revolver

	Taurus 6pouces cal.38SP, pistolet Unique modèle DES 69 VO cal.22short, pistolet Reck modèle Partner cal.22LR, carabine Jos.Defourny à Liège raccourcie cal.22LR, revolver de poche à cadre ouvert Liège cal.320, revolver de poche Liège cal.6,35mm)
Dons anonymes	Pistolet Walther Nr 5 cal.6,35mm, pistolet Menta cal.7,65mm, pistolet Deutsche Werke Erfurt Ortgies cal.6,35mm, pistolet MS type Browning cal. 6,35mm, pistolet Trust type Browning cal. 6,35mm
Don de Monsieur Jacky Legge à 7500 TOURNAI	Placard du Commandant d'Etape de Tournai du 23 juillet 1918 annonçant la condamnation à mort et l'exécution du Français Léon Marlot pour espionnage et tentative de franchir les lignes des avant-postes allemands
Don de la famille de Germiny, château de Beauregard à 7503 FROYENNES	Pièces d'uniforme et d'équipement ayant appartenu à Monsieur Antoine Lebègue de Germiny, général de division dans l'armée française
Don de Monsieur André Stragier à 7500 TOURNAI	Lots d'affiches placardées par l'autorité allemande d'occupation durant la 1ère Guerre mondiale, relique de fusil Lebel 1886 enterré après les combats du 24 août 1914
Don de Monsieur Stéphane Cauchie à 7904 PIPAIX	Brancard utilisé pour l'évacuation des blessés et morts des combats du 24 août 1914

- les armes cédées au musée en application de l'article 24 alinéa 2 de la loi du 8 juin 2006, à savoir :
  - un pistolet FN GP 35 cal .9mm para, poinçons du WaA 140;
  - un pistolet FN GP 35 commémoratif Victory-Day (085/100).

**60. Musée des Beaux-Arts. Demande de prêt pour quatre expositions (Japon et Pays-Bas) de l'oeuvre de Vincent Van Gogh "Oliviers à Montmajour". Refus.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal du 27 janvier 2014;

Considérant que trois musées japonais et le musée Van Gogh (Amsterdam, Pays-Bas) organisent une exposition sur l'admiration de Van Gogh pour le Japon intitulée "Van Gogh et Japon", sponsorisée par le journal de Hokkaido Shimbun et NHK (Japan broadcasting corporation) et qui se déroulera :

- du 26 août au 15 octobre 2017 au Hokkaido Museum of Modern Art, Sapporo (Japon)
- du 24 octobre 2017 au 8 janvier 2018 au Tokyo Metropolitan Art Museum, Tokyo (Japon)
- du 20 janvier au 4 mars 2018 au The National Museum of Modern Art, Kyoto (Japon)
- du 23 mars au 24 juin 2018 au Van Gogh Museum, Amsterdam (Pays-Bas);

Considérant qu'à cette occasion, ces musées sollicitent le prêt de l'oeuvre de Vincent Van Gogh "Oliviers à Montmajour" (1888, encre sur papier, 48x60, collection Van Cutsem, valeur d'assurance 30.000.000,00€);

Considérant l'avis défavorable du conservateur étant donné que l'exposition s'étale sur une trop longue période;

Considérant qu'en séance du 13 avril 2017, le collège communal a pris la décision de principe de ne pas autoriser le prêt de l'oeuvre, sous réserve de la décision du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

de ne pas autoriser le prêt de l'oeuvre de Vincent Van Gogh "Oliviers à Montmajour" (1888, encre sur papier, 48x60, coll. Van Cutsem, valeur d'assurance 30.000.000,00€) pour l'exposition intitulée "Van Gogh et Japon" qui se tiendra consécutivement :

- du 26 août au 15 octobre 2017 au Hokkaido Museum of Modern Art, Sapporo (Japon)
- du 24 octobre 2017 au 8 janvier 2018 au Tokyo Metropolitan Art Museum, Tokyo (Japon)
- du 20 janvier au 4 mars 2018 au The National Museum of Modern Art, Kyoto (Japon)
- du 23 mars au 24 juin 2018 au Van Gogh Museum, Amsterdam (Pays-Bas).

**61. Musée des Beaux-Arts. Demande de prêt de l'oeuvre de VAN GOGH « Oliviers à Montmajour » pour le musée national Eugène Delacroix via le musée du Louvre. Refus.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le musée du Louvre organisera au musée national Eugène Delacroix, du 3 mai au 28 août 2017, une exposition intitulée « Maurice Denis, un musée en hommage à Eugène Delacroix »;

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs sollicitent le prêt de l'oeuvre de Vincent VAN GOGH, Oliviers à Montmajour (1888, encre sur papier, 48 x 60, Coll. Van Cutsem, 30.000.000,00€);

Considérant l'avis favorable du conservateur du musée des Beaux-Arts moyennant le prêt compensatoire de quatre peintures de Juste de Gand (en vue d'une exposition sur la renaissance flamande et italienne en lien avec le tableau de Van der Weyden conservé au musée des Beaux-Arts);

Considérant que les négociations n'ont pas abouti à temps;

Considérant qu'en séance du 13 avril 2017, le collège communal a décidé, sous réserve de la décision du conseil communal, de refuser ce prêt;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

de refuser le prêt de l'oeuvre de Vincent VAN GOGH, Oliviers à Montmajour (1888, encre sur papier, 48 x 60, Coll. Van Cutsem, 30.000.000,00 €) au musée du Louvre pour son exposition au musée national Eugène Delacroix intitulée « Maurice Denis, un musée en hommage à Eugène Delacroix » qui se tiendra du 3 mai 2017 au 28 août 2017.

**62. Questions**

Pas de question.

## Points complémentaires

<b>103. Infractions au règlement général de police. Arrestation administrative en cas de récidive. Délibération du 30 janvier 2017. Retrait.</b>
--

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient en premier :

"J'ai cinq remarques à propos de ce point :

1) regretter que le point qui nous a été présenté au mois de janvier n'a pas été vérifié préalablement quant à sa légalité. Nous n'avons pas les outils ni les moyens de vérifier cela. Je crois qu'avant de proposer un point au vote, il faudrait s'assurer de la légalité du point. Donc là, nous avons été pris à revers. Dont acte.

2) je voudrais revenir sur la proposition de base et réexpliquer la position du cdH. Force est de constater que ce qu'on retient du débat, c'est le vote. Certains ont résumé la position du cdH en disant qu'il était contre les mendiants. C'est un raccourci évidemment très rapide.

Je pensais reprendre le texte que j'avais lu ce jour là. Mais cela prendrait beaucoup de temps. Je vais donc reprendre quelques éléments qui expriment les nuances que nous avons mises dans ce vote.

J'avais dit ceci à l'époque : « il faut privilégier le travail en amont pour combattre la pauvreté et la précarité. La mendicité n'est qu'une conséquence directe de ces éléments. Il faut soutenir et privilégier les dispositifs d'action sociale existants. Il faut soutenir l'action du CPAS et d'autres services sociaux mais également l'action de la société civile. J'avais cité « assiette pour tous », « maison du pichou », « banque alimentaire »..., j'avais dit : il faut privilégier tous les autres moyens que la répression : prévention, sensibilisation, déploiement sur le terrain d'intervenants sociaux ; il faut chercher des solutions structurelles. J'avais signalé également que la répression n'était que l'ultime solution par rapport au cas de mendicité, qui trouble gravement l'ordre public.

J'avais terminé l'intervention en disant que nous avons l'espoir que la mesure adoptée ce soir-là soit dissuasive et qu'elle ne devrait jamais être appliquée ou le moins possible ; et enfin que la demande d'une évaluation rapide était indispensable et que nous nous engageons à la faire.

Tout cela pour expliquer que le vote que nous avons émis au mois de janvier, ce n'était pas un vote contre les mendiants, c'était simplement une réponse difficile à un problème qui reste réel. Ce n'était pas la meilleure solution. Mais on n'en voyait pas d'autres.

3) tout ceci ne veut pas dire que le problème n'existe pas. Le problème de cette mendicité « dérangeante », cette mendicité agressive et qui trouble l'ordre public et que l'on connaît bien ne concerne qu'une dizaine de personnes à Tournai. Mais il faut prendre en compte ce problème là malgré tout. La solution qui a été proposée n'est probablement pas la bonne. De toute manière elle est illégale. Même si nous avions dit à l'époque que si la mendicité était bien légale, la mendicité agressive avec des chiens qui ne sont pas tenus en muselière, posait problème. Malgré le fait qu'on va accepter de retirer cette proposition, on ne veut pas nier le problème de cette mendicité dérangeante. Je crois que ceux qui veulent le nier jouent à l'autruche. Je ne vais pas reprendre deux cas qui nous ont été exposés aujourd'hui, un qui concerne la place Crombez, l'autre la Grand Place de Tournai. Mais nier des problèmes réels, ce n'est pas non plus prendre ses responsabilités.

4) on a fait les printemps de la culture. Ne peut-on pas proposer les assises du social ? Et mener une réflexion avec les acteurs du terrain ? La majorité s'y était engagée au mois de janvier lorsque l'on avait abordé le problème. A ma connaissance, il n'y a pas eu d'avancées sur ce point là.

Je crois que c'est une démarche qui pourrait être entreprise très vite et on pourrait espérer que de cette réflexion déboucheront peut-être des idées nouvelles, meilleures que celles que nous avons évoquées. On ne démarre pas de rien. Le relais social urbain pourrait être un bon point de départ pour cette démarche des assises du social.

5) d'accord qu'on retire la mesure adoptée en janvier. Mais on demande l'engagement du collège de se mettre dès à présent à la recherche d'une autre proposition parce que le problème est bien réel. Il ne faut pas l'oublier."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"Je suis contente qu'une réflexion a été menée par le conseiller communal Xavier DECALUWE parce que je pense qu'on ne sera pas les seuls à avoir cette demande.

Nous allons demander un vote sur un amendement au projet de délibération. Nous proposons de supprimer le considérant suivant :

***« Considérant qu'il s'avère nécessaire de mener une réflexion juridique afin de donner une autre assise juridique à la problématique posée par l'inefficacité totale du recours aux sanctions financières pour certaines infractions au règlement général de police et, dès lors, à l'impunité qui en résulte en dépit des récidives »***

Pourquoi ?

On ne veut pas être caricaturaux et dire qu'en ville, il n'y a jamais de problème ni de troubles à l'ordre public. Mais ce considérant, dans la présentation de la délibération, explique que justement on met en place une réflexion avec un sociologue, sous la houlette du relais social urbain qui a cela en charge. Avant de dire qu'on va réfléchir à de nouvelles mesures répressives, nous disons qu'il faut donner une chance à la première réflexion, au premier travail qui va être fait. Je rappelle ce que nous avons dit en janvier. A l'époque déjà, nous ne voulions pas être caricaturaux. Nous savions qu'il fallait améliorer le vivre ensemble. Mais nous avons dit qu'il n'y avait pas de solution simple – encore moins de solution simpliste - que la solution qui nous était présentée en janvier était simpliste et qu'on devait comprendre ce qui se passe aujourd'hui à Tournai, le comprendre nous-mêmes et bénéficier des réflexions de spécialistes extérieurs du vivre ensemble, de spécialistes de l'occupation de l'espace public pour voir comment on peut améliorer cette situation.

Dans la délibération, on nous précise que ce travail est en cours. On voudrait avoir des informations sur ce qui a déjà été fait. Apparemment, une réflexion a commencé. Nous voudrions aussi, en tant que conseillers communaux, être régulièrement informés de l'évolution de ce travail et de cette réflexion mais aussi qu'on associe tous les acteurs sociaux de terrain. Cela rejoint la proposition du conseiller communal Xavier DECALUWE, que nous avons déjà faite ici à deux reprises, d'organiser des états généraux du social. Mais comme le travail a déjà commencé sous la responsabilité du Relais social urbain du tournois, pour que celui-ci puisse élargir la réflexion et travailler avec tous les acteurs sociaux de terrain, pour qu'on puisse enfin avoir plusieurs propositions pour améliorer ce qui se passe sur notre espace public, et qu'il soit aussi respecté par tous.

Voilà pourquoi nous pensons qu'il ne faut pas en parallèle mener une réflexion pour revenir avec une mesure répressive. Nous savons qu'il y a des communes qui ont d'autres solutions, qui vont retirer le fruit de la mendicité aux mendiants. C'est aberrant. Cela demande une énergie folle. C'est stupide. Nous pensons qu'il faut d'abord donner la chance à un travail de fond avant de passer à ces mesures de répression."

Le président d'assemblée, **Rudy DEMOTTE**, intervient à son tour :

"Nous avons la responsabilité d'aller jusqu'au bout de la délibération du précédent conseil communal qui s'est penché sur cette question. Nous n'avons pas abandonné l'idée d'aller en profondeur sur un certain nombre de thèmes qui ont trait à la question des sans domicile fixe, les difficultés d'insertion, la manière de les affronter.

Concrètement, sur l'organisation des tables rondes que nous avons évoquées, nous sommes actuellement en contact avec le professeur GENARD de l'ULB, qui est docteur en sociologie. Nous sommes également en contact avec un autre professeur d'université, Véronique JAMOULLE, qui a publié de nombreux articles sur cette thématique. A partir de ces contacts, les responsables du relais

social eux-mêmes sont en train d'inventorier les éléments qui sont pour nous intéressants à exploiter, dans l'optique d'avoir une démarche qui intègre tous les éléments. C'est important. On n'est pas seulement dans un débat juridique. La commune ne peut pas renoncer à utiliser des instruments juridiques quand c'est nécessaire. Mais à côté de cela, il faut poursuivre la réflexion. Donc je pense que nous devons continuer à marcher sur deux jambes. C'est l'intention du collège et du conseil dans son intégralité."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"Je voudrais apporter un complément par rapport à la réflexion qui a été menée par le cdH avant de venir au conseil. Nous nous sommes dit qu'il y avait plusieurs stades dans la prise en compte des problèmes dont on parle ce soir. Il y a le moyen et le long terme. Les procédures dont on vient de parler et qui peuvent être mises en place maintenant produiront leurs effets à moyen et à long terme. On ne va pas résoudre avec des assises ou des réflexions ce qui se passe actuellement. Il faut reconnaître qu'il y a des personnes qui sont vraiment en infraction quasi permanente avec les règles élémentaires du savoir vivre.

Il y a aussi des citoyens qui ont peur, des policiers qui sont déstabilisés devant certains comportements. Ce qui m'interpelle quand même, c'est qu'on a commencé en disant qu'on ne fait pas le procès de la mendicité. Et puis on revient très vite en parlant des sdf, des mendiants. Il y a des individus sur le territoire de la ville qui ne font pas partie du monde des sdf et qui perturbent de manière très sérieuse le bien-être de la population. Cela ne peut se traiter qu'avec des décisions qui se prennent à court terme. La réflexion à moyen et long terme, c'est bien, mais à court terme, il va falloir trouver des solutions. Nous sommes au printemps. Ça va être la saison touristique. Il faut que la ville soit accueillante. Ces personnes, je le regrette, passent leur vie à perturber la vie des citoyens et leur bien-être. Il faut pouvoir se munir d'outils suffisants pour pouvoir intervenir. Là, c'est du court terme. C'est dans ce sens là, comme disait le conseiller communal Xavier DECALUWE, que nous souhaitons mener une réflexion, trouver des solutions à appliquer de façon plus rapide. Evidemment, il y a des amendes. Mais quand les amendes ne fonctionnent pas, il faut pouvoir trouver une autre solution."

Le **président** d'assemblée intervient à nouveau :

"Ce problème ne peut pas être abordé par un seul bout. C'est cela la complexité. C'est de jouer sur différents tableaux et dans différentes temporalités."

Monsieur le Conseiller communal **Geoffroy HUEZ** intervient ensuite, en qualité de chef de groupe PS :

"Il ne faut pas confondre les débats. On parle parfois de déranger au lieu de parler de danger. Ici nous sommes confrontés à une situation où des infractions sont commises mais qui ne sont pas poursuivies. Ça peut être du harcèlement. C'est une situation qui est réelle. Quand on me parle de déranger et de mettre la ville en ordre, il ne faut pas non plus cacher la pauvreté qui existe. On doit répondre à cette situation. Ce n'est pas la question de la mendicité qui me pose problème. La question qui pose problème ce sont les gens qui ne respectent pas la loi et qui commettent des infractions pénales.

Au niveau des sanctions administratives communales, il faut quand même recadrer le débat. Ce ne sont pas les communes qui les ont demandées. C'est parce que la justice est débordée et qu'elle n'a pas de quoi poursuivre les infractions les plus bénignes qu'on se retrouve à infliger des sanctions administratives communales. Si on commet quelques faux pas là-dedans, finalement on nous demande de faire le métier d'un autre. C'est ça qui ne va pas.

On s'est basé ici sur la décision qui avait été prise à Charleroi et qui n'a pas été sanctionnée par le conseil d'Etat. Donc il y a une incertitude. Il faut voir aussi comment les juges des tribunaux de police vont l'accepter ou pas. Car les juges peuvent mettre de côté tout ce qui est réglementaire.

Il est clair que les solutions envisagées à Charleroi peuvent constituer des sources d'information. On leur a assuré que ça marchait : la confiscation des caisses et le fait d'utiliser l'arrestation administrative provisoire pour sanctionner un fait de récidive. Cela peut poser juridiquement des questions. Maintenant, on ne va pas non plus reculer en disant qu'on ne prend aucune mesure. Des mesures sont nécessaires. On ne peut pas non plus laisser les gens au bord de la route, ceux qui subissent les nuisances et qui n'ont pas à les subir. Il y a peut-être un travail à faire. Peut-être qu'on n'est pas dans notre rôle. Mais si on ne l'assume pas, personne ne le fera pour nous. Le parquet a bien d'autres choses à faire."

L'échevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient à son tour :

"Je voudrais faire quelques remarques par rapport à la discussion qui vient d'avoir lieu.

Le conseiller communal Xavier DECALUWE nous dit que la décision est illégale. Sachez que le conseil d'Etat juge essentiellement sur la forme et pas sur le fond. Donc on ne dit pas si c'est une bonne ou une mauvaise décision. Mais après avoir pris contact avec différents services juridiques, nous nous sommes dit qu'il était préférable de retirer la délibération dans l'optique de revenir devant le conseil communal, soyons bien clairs.

Vous ne voulez pas qu'on revienne devant le conseil. Seulement, la décision que nous avons prise au mois de janvier était bien celle-là. C'était de dire : on trouve une solution juridique et en parallèle on entame une réflexion et on organise des assises. Vous nous dites qu'on doit lancer des assises et qu'après on verra s'il faut une solution juridique. Le problème est là depuis pas mal de temps. Pour celles et ceux qui ne s'en sont pas aperçus, c'est un peu dommage d'avoir attendu que je vienne devant eux, pour qu'ils s'en aperçoivent.

Je rejoins en tous points les propos du conseiller communal Xavier DECALUWE. Ce qui a été dit de la position du cdH me concerne également. Quand je constate que ma position reviendrait pratiquement à mettre tout le monde au cachot ! Je ne pense pas qu'un jour j'ai défendu cela. Le cdH dit espérer que cette mesure soit une mesure extrême. Je pense avoir dit la même chose ; peut-être avec plus de fougue ; mais mon but était de proposer une solution concrète.

J'en reviens aux propos que je souhaiterais tenir ce soir.

Ce retrait d'acte administratif est pour moi une véritable gifle politique. Cependant, soyons clairs, la vie politique est jalonnée de ce genre de faits et je n'en mourrai pas.

Par contre, je pense vraiment que pour la ville de Tournai, c'est une soirée noire, très noire qui aura des conséquences catastrophiques.

Pour rappel, il s'agissait de donner un moyen à la police d'agir en cas de récidive, je répète bien, en cas de récidive d'amener au poste de police celui qui, en dépit des interventions des services de police, continuait à ne pas respecter l'interdiction de mendicité aux abords des commerces (interdiction votée à la majorité du conseil communal), de ne pas respecter l'interdiction de consommer de l'alcool n'importe où, n'importe quand (bienvenue à Carapilsville) et à l'interdiction de laisser déféquer son chien n'importe où, de le laisser traîner sans muselière pour certains ou sans laisse pour d'autres (bienvenue à Clebarville). Car, contrairement au communiqué de presse des associations, c'est bien l'entièreté de l'acte qui a été attaquée (bonjour l'honnêteté intellectuelle) et non pas uniquement la partie relative à la mendicité. En ne donnant pas à la police un minimum de moyens d'action, ces associations et celles et ceux qui les ont encouragées, ont instauré dans les faits le sentiment d'impunité et cela est extrêmement grave.

Je m'explique. L'ouvrier qui a du mal à nouer les deux bouts et qui enfreint le règlement général de police est poursuivi et doit payer. Par contre, sous prétexte d'insolvabilité, celui qui enfreindra le règlement général de police dans toutes les matières qui nous préoccupent ce soir pourra le faire 50 fois par jour et ce sans aucun problème. Bonjour l'impunité, bonjour l'incivisme, bonjour le manque de respect vis-à-vis de nos forces de l'ordre. J'espère que vous avez mesuré les conséquences de vos actes.

A quelques kilomètres d'ici, de l'autre côté de la frontière, des bastions entiers d'ouvriers votent pour l'extrême droite. Il n'y a pas de cause unique bien entendu. Cependant, je peux vous garantir qu'à force de ne pas vouloir entendre certains messages, c'est toujours vers cette direction là que les gens se tournent. On vient de légitimer l'impunité. Cette impunité entraînera, soyez en convaincus, des frustrations. Et toutes les frustrations mènent toujours à l'extrême droite.

Celles et ceux qui se sont drapés dans le nid douillet de la bonne conscience seront responsables de ce chaos. Je vous donne rendez-vous dans 5 ans. Les associations qui se disent être sur le terrain tournaisien (et pour certaines j'ai un doute quant à la manière dont elles se sont constituées dans le dossier). Ces associations, disais-je donc, entendent-elles certains messages, se rendent-elles compte de la situation sur le terrain ? Il est parfois utile de quitter les tables rondes et d'aller dans la rue vérifier ce qui s'y passe.

Je vais vous donner un exemple concret de ce qui se passe sur le terrain. En 2015, la police a reçu 355 appels de personnes qui se plaignaient du non respect du règlement général de police en matière de mendicité aux abords des commerces. En 2016, nous en sommes à 510 et si on extrapole les chiffres de 2017, au 30 avril, nous serons proches des 600 appels. Ces chiffres ne reprennent donc pas les contrôles automatiques journaliers ni les situations de fait qui n'ont pas fait l'objet de plaintes. J'espère que certaines formations politiques ne me demanderont plus : que fait la police ? Car la réponse sera simple. Elle essaye vaille que vaille de faire respecter le règlement général de police voté par cette assemblée mais sans véritables moyens. Dorénavant, la police ira dix fois sur la même journée rappeler à la même personne qu'il y a des règles à respecter en matière de mendicité, de carapils ou de chiens.

Je ne sais pas qui ira expliquer aux jeunes qui se font systématiquement harceler pour des pièces que même si cela est interdit dans le règlement général de police, il m'est impossible de faire quelque chose si la personne est insolvable.

Je ne sais pas qui ira expliquer au commerçant qui sonnera plusieurs fois à la police car quelqu'un importune les clients à l'entrée de son magasin que la police ne peut pas venir tout de suite car elle est de l'autre côté de la ville pour les mêmes faits.

Je ne sais pas qui ira expliquer aux policiers de continuer à remplir des rapports relatifs aux sanctions administratives communales quand ceux-ci sauront qu'ils se retrouvent automatiquement à la poubelle.

Je ne sais pas ce que je ferai du nombre de plaintes de personnes qui se tournent vers l'administration communale pour essayer de trouver des solutions. J'ai une farde ici à votre disposition.

Je ne sais pas qui ira expliquer aux personnes âgées qui n'osent pas ne pas donner ou qui restent chez elles pour éviter d'être confrontées à certaines situations, que demain ira encore moins bien qu'aujourd'hui.

En ne voulant pas aborder le problème de face, en se voilant derrière la bonne conscience, vous venez de légitimer l'impunité. Cependant, qu'on ne s'y méprenne pas, je ne critique pas le travail des éducateurs de rue ni le travail effectué par de nombreuses associations. Cependant, certains ne veulent pas se rendre compte des limites du système et lorsque ce travail a atteint ses limites, quand certaines personnes refusent de l'aide, quand certaines personnes quittent leur maison le matin pour aller s'asseoir dans la rue faire la manche toute la journée et regagner leur demeure le soir, je dis STOP. Je dis que face à ces situations, ce ne sera pas l'engagement de 50 éducateurs de rue qui changera la situation car ces personnes ne veulent même pas les entendre. On est donc face à des situations de carence que les associations ne veulent pas accepter au grand jour, de crainte que cela soit une porte ouverte à la critique de leur travail. Ce n'est certes pas mon sentiment, je le répète. Le travail de prévention est nécessaire et amène des résultats. Cependant, ce même travail a des limites et c'est normal. Le règlement général de police que je vous avais proposé venait compléter ces limites. Il n'en sera rien. On continuera à faire semblant de ne pas voir que d'aucuns s'enlisent tous



les jours petit à petit vers l'inéluctable. La solution que je vous avais proposée était une solution qui aurait peut-être permis à certains de prendre conscience de leur état personnel. Il n'en sera rien. Il paraît même qu'on ne peut rien contre la volonté de la personne. On aura donc bonne conscience de voir certaines femmes mourir à petit feu à la rue Royale car c'est leur choix. Je suppose que si demain un enfant qui ne sait pas nager vous dit qu'il va sauter à l'Escaut, vous l'invitez à le faire dès lors que c'est son choix. C'est lamentable.

J'espère maintenant que celles et ceux qui crient victoire - attention à la victoire à la Pyrrhus - viendront proposer des solutions concrètes. J'ai bien parlé de solutions concrètes car personnellement, je suis allergique aux discussions de salon.

Cependant soyons clair, ce retrait d'acte administratif est un acte politique pour nous permettre de ne pas hypothéquer l'avenir et des chances de trouver une autre solution. Comme je ne suis pas l'homme à rentrer sous sa tente au premier coup de canon, je peux vous garantir que je vais dès demain plancher sur d'autres solutions pour lutter contre l'impunité, qui crée des malaises dans une démocratie."

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, intervient à son tour :

"Nous sommes dans un débat, ce qui m'étonne le plus, dans un débat extrêmement émotionnel. Ce n'est pas la première fois qu'on introduit des actions en justice, ni la première fois qu'on les perd. On peut parfois les gagner aussi. Finalement ça ne dit rien que des choses précises. Deux camps s'opposent sur un texte qui est une solution parmi d'autres. Aujourd'hui on peut utiliser une ressource que la loi met à disposition et sur laquelle nous avons discuté qui est la théorie du retrait de l'acte et qui permet de parfaire, et donc de chercher d'autres solutions.

Ce qui manque dans ce débat, depuis le début et je ne parviens pas à comprendre pourquoi, c'est le pragmatisme. Qu'est ce qui empêche, de part et d'autre, à un moment donné de travailler dans le monde associatif, dans le monde représentatif au sein du conseil communal à des solutions complètes, compréhensives de la prévention et à un certain moment - on y est obligé - de la répression ? Bien faire comprendre que le vivre ensemble, ça s'applique à tout le monde, qu'on ait des moyens pécuniaires ou qu'on n'en ait pas, qu'on ait envie de vivre à la rue ou qu'on ait les moyens de vivre ailleurs. Car on n'a pas nécessairement à la rue des gens qui sont sans moyen de vivre ailleurs que dans la rue; parce que leur volonté est d'y vivre, leur volonté est d'être rétifs à l'aide qu'on pourrait leur donner. C'est leur liberté. Mais pour une personne ou une minorité, on doit se trouver en société dans des situations face auxquelles on a de plus en plus de mal à agir avec des gens qui finalement finissent par nourrir des sentiments de crainte et donc transformer notre société en quelque chose de négatif alors qu'il y aurait moyen de positiver tout cela.

Je voudrais que nous soyons - associations, représentants de tous bords politiques - sur un sujet qui concerne tout le monde, plus pragmatiques et plus à même de trouver ensemble des solutions pour le bien être général. C'est fondamental parce que je ne vois aucun intérêt à ce que nous allions de part et d'autre consulter des avocats pour dépenser des sommes afin d'aller défendre des causes perdues devant le conseil d'Etat alors que nous pourrions ensemble admettre qu'il y a du travail de terrain à faire, que le politique ne peut pas tout faire, que l'associatif a sa place, qu'il faut de la prévention mais qu'à un certain moment il faut aussi rappeler la règle et que la règle est la même pour tout le monde et que personne n'est au-dessus des lois quelque soit sa situation particulière. Si on ne parvient pas à un moment donné à revenir à la base, on ne va jamais trouver de solutions. C'est certain. Et même en cherchant des solutions juridiques qui passeraient un jour le cap des fourches caudines des juridictions qui auraient à en juger, on n'aurait pas amené grand-chose à notre réflexion, qui est une réflexion qui nous concerne tout. Nous sommes suffisamment mûrs pour mener cette réflexion et trouver ensemble les solutions. C'est ce que je voudrais. Car c'est un problème qui concerne tout le monde. Et tout le monde peut avoir un point de vue humain qui n'est pas idéologique. C'est un point de vue de bon sens pour que notre société fonctionne mieux."

Le **président** d'assemblée reprend la parole :

"Je voudrais ré-insister sur le fait que tout un chacun mesurera chaque fois en intervenant qu'on n'est pas devant une vérité révélée, qu'elle soit d'ordre moral, éthique ou pragmatique; que la voie à suivre est beaucoup plus compliquée qu'elle ne le semble par le discours. Le pragmatisme ici est compliqué; la preuve, c'est qu'il vient buter sur le juridique. Et la théorie pure est insuffisante.

J'ajouterai pour répondre au conseiller communal Jean-Marie VANDENBERGHE - puisqu'il connaît ma position - j'ai émis des nuances sans pour autant rejeter l'ensemble du dispositif dès le départ. Mais il y a eu une jurisprudence, par le fait qu'aujourd'hui déjà des villes ont pris des réglementations analogues. On ne peut pas dire que la ville de Tournai n'y a pas été attentive. C'est mon rôle de président d'assemblée du conseil communal, même si je ne partageais pas au départ la ligne juridique, de le rappeler."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient à nouveau :

"On demande de supprimer ce considérant. On maintient notre position. En janvier, nous étions plutôt les porte-paroles de personnes que de la position de notre parti, soyons clairs.

Aujourd'hui, on demande de retirer ce considérant. Ce faisant, nous sommes aussi porte-paroles de la position de notre parti. Soyons clairs aussi. Nous ne sommes pas les porte-drapeaux de l'une ou l'autre association. Non, c'est notre parti qui a considéré qu'il fallait donner la primauté au considérant. C'est très clair.

Je voudrais revenir sur une réflexion à laquelle je tiens fort. C'est la réflexion qu'a faite le conseiller communal Geoffroy HUEZ, sur le fait qu'effectivement ce qu'on nous a donné ici, est un cadeau empoisonné. Je fais allusion aux sanctions administratives. Au lieu de donner des moyens à la justice et à la police, on nous a fait faire le boulot des autres. Je suis tout à fait d'accord avec cela. Je pense que c'est là que le bât blesse. A partir de là, tout devient difficile. Car si les sanctions administratives amènent à des sanctions financières et qu'il y a insolvabilité, je voudrais bien qu'une fois que notre bourgmestre faisant fonction se retrouve insolvable, il nous dise ce que ça fait d'être insolvable. Ce sont des situations difficiles, quand on devient insolvable."

Le **président** d'assemblée propose de retenir le souhait de la famille ECOLO et de voter préalablement sur la suppression d'un considérant.

La proposition de supprimer un considérant est donc mise au vote.

Par 31 voix contre 3 et 4 abstentions, cette proposition est rejetée.

Ont voté pour : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVI, M. G. DENONNE

Ont voté contre : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCOQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

L'assemblée vote ensuite sur le retrait de l'acte.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant sa délibération du 30 janvier 2017 décidant :

1/ d'ajouter l'arrestation administrative à titre de sanction de la violation des articles 94 §3 et 236 bis et ter du règlement général de police, lorsqu'il y a récidive dans le chef du contrevenant;

2/ d'ajouter l'arrestation administrative à titre de sanction de la violation de l'article 36 du règlement général de police, lorsqu'il y a récidive dans le chef du contrevenant, mais de postposer l'entrée en vigueur de cette mesure au 15 mai 2017;

3/ de réunir les acteurs sociaux, institutionnels et associatifs, et les représentants de la justice et de la police, en vue de la rédaction d'un cahier de recommandations visant à améliorer et compléter les mesures de prévention en matière de lutte contre la précarité et la mendicité;

Considérant qu'un recours en suspension et annulation de la délibération précitée a été déposé en date du 7 avril 2017 devant le Conseil d'Etat par huit associations et notifié à la Ville en date du 13 avril 2017;

Considérant qu'il existe un risque conséquent que l'issue du recours précité soit défavorable à la Ville;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de mener une réflexion juridique afin de donner une autre assise juridique à la problématique posée par l'inefficacité totale du recours aux sanctions financières pour certaines infractions au règlement général de police et, dès lors, à l'impunité qui en résulte en dépit des récidives;

Considérant, par ailleurs, qu'en exécution de ladite délibération du conseil communal, un travail a été entrepris avec M. Jean-Louis GENARD, professeur en sociologie, fondateur du groupe de recherche sur l'action publique, que ce travail est en cours et qu'il doit être poursuivi;

Considérant qu'il apparaît judicieux au stade actuel, compte tenu du risque juridique encouru, de limiter les frais de procédure et de retirer la délibération précitée;

Considérant l'urgence imposée par les délais extrêmement courts attachés à la procédure en suspension devant le Conseil d'Etat;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

de procéder au retrait de sa délibération du 30 janvier 2017, relative à l'ajout de l'arrestation administrative à titre de sanction de la violation des articles 36, 94 §3 et 236 bis et ter du règlement général de police, lorsqu'il y a récidive dans le chef du contrevenant.

<b>104. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.</b>
--

Aucune autre observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 27 mars 2017 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Avant de clôturer la séance publique, le conseil communal souhaite un bon anniversaire au conseiller communal MR Emmanuel VANDECAVEYE.

Non sans une certaine émotion, l'actuel président d'assemblée **Rudy DEMOTTE** clôture sa dernière séance publique de la législature à 21 heures 43, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 29 mai 2017.

Par le Conseil :

Le Directeur général,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

